

GILETS JAUNES LES BRUNS, LES ROUGES ET LES JUIFS

CAUSEUR.fr

CAUSEUR

**CONTRE LA RELIGION
DU CLIMAT
POUR LA RAISON**



PÉDOPHILIE LA TRISTESSE DES CATHOLIQUES

ISSN 1966-6055
Belg : 6,60 € - Lux : 6,60 € - Suisse : 10,60 CHF - Canada : 12,50 CAD - Maroc : 66 MAD - Dom surface : 6,60 €

L 19516 - 66 - F : 5,90 € - RD



www.causeur.fr – Surtout si vous n'êtes pas d'accord – mensuel n° 66 – mars 2019

RETROUVEZ-NOUS AUSSI SUR CAUSEUR.FR

Chaque jour des points de vue originaux et impertinents sur l'actualité.



SUR ORDINATEUR, TABLETTE ET MOBILE



Retrouvez chaque jour de nouveaux articles accessibles gratuitement.



Profitez du confort de lecture : modifiez la police, zoomez...



Partagez les articles avec vos proches : via e-mail, Facebook, Twitter.

ET POUR LES ABONNÉS NUMÉRIQUES

Causeur en illimité

Les articles en accès libre + les articles réservés aux abonnés.

L'édition papier en avant première

Votre magazine disponible en ligne la veille de sa sortie en kiosque.

Accès aux archives

Tous les anciens magazines et articles en ligne.

Pas de publicité

Un plaisir de lecture sans publicité.

LA CULTURE, C'EST 500 EUROS LE PASS !

En plus de ses centaines de fromages, de ses ponts qui semblent avoir été construits pour que d'heureux jeunes mariés chinois viennent s'y faire photographier et de ses Gaulois réfractaires qui font cauchemarder leurs gouvernants, la France possède un inépuisable réservoir de bureaucrates progressistes dont l'imagination ne s'arrête jamais de tourner. Pendant qu'on râlait sur les ronds-points contre un État qui se mêle de tout et ne comprend rien, les têtes d'œuf du ministère de la Culture phosphoraient en bande organisée sur la meilleure façon d'emplir de ce qu'ils appellent « culture » les cervelles de la jeunesse connectée. Ils ont évidemment pondu une allocation, appelée « pass culture » parce qu'ils croient que « pass », ça fait jeune, grâce à laquelle 10 000 heureux bénéficiaires de l'expérimentation peuvent déjà se gaver de mangas et de jeux vidéo aux frais du contribuable.

Le pass culture semble avoir été confectionné sur mesure pour les cyber-Gédéons annoncés par Gilles Châtelet, « *tout ce cyber-bétail de "jeunes à baladeur nomades et libres dans leur tête", un peu râleurs mais au fond malléables, facilement segmentables en tranches d'âge et en générations, et donc gibier sociologique idéal pour les modes¹* ». Il se présente (forcément) sous la forme d'une « appli », car « *en donnant accès à la totalité des propositions culturelles disponibles sur le territoire et en ligne [...] le pass Culture se veut l'utilisation la plus intelligente du téléphone intelligent* », peut-on lire dans la très distrayante documentation du ministère. Vu que l'intelligence humaine semble être inversement proportionnelle à celle des objets dont elle peuple le monde, si on voulait les rendre cons, ces jeunes, on ne ferait pas autrement. « *La crétinisation postmoderne par la communication remplace avantageusement la caporalisation perpétrée par les conservatismes d'autrefois, décrits par Ernest Renan* », écrit Châtelet. Sauf que les agents de cette crétinisation ne sont pas inspirés par le cynisme, mais par d'excellents sentiments. Et de nobles ambitions, tambourinées dans l'édito du ministre, Franck Riester : « *La transmission de notre culture est ce qui fait de nos enfants des citoyens français.* » Suggèrerait-il que l'on reconstruise autour des salles de classe des murs aussi hauts que possible, ou que l'on s'abstienne de demander aux jeunes ce qu'ils voudraient ou ce qu'ils accepteraient qu'on leur transmette ? Que nenni. « *L'accès aux arts et à la culture partout et pour tous est la mission première de mon ministère.* »

Dans le lexique (et l'imaginaire) postmoderne des saccageurs de la Rue de Valois, la preuve de la culture, c'est la consommation. Cependant, ils refusent que la

culture soit un truc de riches. Comme chacun sait, la lente dégringolade de la lecture évoquée par *Livres Hebdo* récemment s'explique par le prix faramineux des livres – combien de poches pour un iPhone ? Le ministre n'a donc pas annoncé un grand plan bibliothèque ou un tarif jeunes pour les théâtres subventionnés, mais le versement à chaque jeune de 18 ans de 500 euros à dépenser à sa guise ou presque : « *Places de cinéma, de spectacle, d'exposition, livres, instruments de musique, œuvres d'art, abonnements à des services de vidéo à la demande, rencontres, pratique artistique, découverte de métiers...* » Attention, il y a des règles : pas plus de 200 euros en « produits numériques », c'est-à-dire en jeux vidéo et autres séries. Cher jeune, tu n'es pas là pour rigoler, mais pour te cultiver. Et devenir meilleur que tes parents : « *Les arts et la culture, écrit encore le ministre, doivent retrouver leur place dans la construction de la citoyenneté et de la sociabilité des jeunes Français, y compris pour les aider à s'émanciper des nouvelles formes d'obscurantisme et d'intolérance qui sévissent ici et là.* »

On pourrait attendre du monde adulte, qui est supposé être celui de l'État, qu'il offre à la jeunesse ce qu'elle ne trouve pas spontanément, et qu'au lieu de l'encourager dans son addiction numérique, qu'il l'aide à se libérer de l'écran de son portable. Dans le passé, on appelait cela « éduquer ». Seulement, pour ceux qui sont chargés de la défendre, le mot « culture » ne désigne plus les grandes œuvres du passé, ces machins poussiéreux avec lesquels de vieux réacs ronchons découragent les jeunes, il se décline en « propositions », « parcours » et autres « explorations ». « *Le pass Culture se veut une mosaïque, un juke-box, un carrousel, un grand bazar, avec de l'ordre et du désordre* », s'emballe Éric Garandeau, ancien conseiller de je ne sais plus quel président. Ouverture, flexibilité, choix, il permettra à chacun de « *vivre des expériences au gré des envies et des localisations* ». Le jeune naviguera à l'aide d'onglets : « applaudir », « jouer », « pratiquer », « regarder », « écouter », « rencontrer ». Avec, bien sûr, des trucs qui bougent et qui font du bruit. On remarque l'absence notable du terme « lire », on ne va pas effrayer ces bambins avec des gros mots. Ni avec des mots tout court d'ailleurs, cela pourrait freiner leur créativité. L'utilisateur pourra donc se repérer grâce à des images, est-il encore précisé dans la doc. Reste à espérer que YouPorn ne soit pas référencé comme un site culturel. •

1. Nicolas Bonnal, « Châtelet et le devenir-gibier de la jeunesse en France » sur www.dedefensa.org

CAUSEUR

Directeur de la publication
Gil Mihaely

Directrice de la rédaction
Élisabeth Lévy

Directeur adjoint de la rédaction
Daoud Boughezala

Rédaction en chef
Kevin Erkeletyan, Jérôme Leroy (pages culture).

Rédaction
Hervé Algalarrondo, Sami Biasoni, Cyril Bennasar, Laurent Cantamessi, Paulina Dalmayer, David Desgouilles, Alain Finkielkraut, Jean-Luc Gréau, Basile de Koch, Roland Jaccard, Jean-Paul Lillienfeld, Patrick Mandon, Olivier Ranson, Frédéric Rouvillois.

Correction
Frédéric Baquet

Secrétaire de rédaction
Cécile Michel

Ont participé à ce numéro
François-Xavier Ajavon, Bertrand Alliot, François-Marie Bréon, Jean-Yves Carfantan, Jean Chauvet, Renée Fregosi, Stéphane Germain, François Gervais, Pierre Lamalattie, Frédéric de Natal, Anne-Sophie Nogaret, Alain Nueil, Benjamin Olivennes, Gabrielle Perier, Gabriel Robin, Peggy Sastre, Erwan Seznec, Paul Thibaud, Emmanuel Tresmontant.

Direction artistique
Aymeric Dutheil

Iconographie
Alexandre Denef

Direction marketing et commerciale
Marina Leroux
Charles Lévy
Adrien Paviot
01 84 79 01 34

Distribution
Presstalis

Gestion de la diffusion en points de vente
BO Conseil Analyse Média Etude
Otto Borscha - oborscha@boconseilame.fr
09 67 32 09 34 (contact points de vente)

Abonnements et anciens numéros :
www.causeur.fr/boutique
01 84 79 01 35
(Du lundi au vendredi 10h – 17h)
ou clients@causeur.fr

Impression
Berger Levraut Graphique
2780, route de Villey Saint-Étienne
54200 Toul

Image de couverture
© Rob Daly / Getty Images

Causeur est édité par Causeur.fr
SAS au capital de 101 900 euros - RCS Paris
Siret 504 830 969 000 29 Naf 5814 Z.
Dépôt légal à parution - ISSN 1966-6055.
Commission paritaire : 0320 D 90295.
Enregistrement CNIL 1296122.
32, rue du Faubourg-Poissonnière
75010 Paris
01 84 79 01 35 / info@causeur.fr
www.causeur.fr

SOMMAIRE N° 66 – MARS 2019

3



L'éditorial d'Élisabeth Lévy

La culture, c'est 500 euros le pass !

16

Gilets jaunes, les bruns, les rouges et les juifs

Daoud Boughezala

20

Issy-les-Moulineaux, la mosquée des micmacs

Erwan Seznec et Anne-Sophie Nogaret

24

Beurs sur la ville

Paulina Dalmayer

26

Église : la vraie trahison des clercs

Alain Nueil

29

Quand la pédophilie était un jeu d'enfants

Paul Thibaud

32

Venezuela, échec à La Havane, mat à Caracas

Renée Fregosi

36

Pol Pot, connais pas !

Stéphane Germain

40

Margrethe, l'autre dame de fer

Jean-Luc Gréau

CONTRE LA RELIGION DU CLIMAT POUR LA RAISON

44

Les missionnaires de l'apocalypse

Élisabeth Lévy

48

Écologie partout, politique nulle part

Bertrand Alliot

52

Le changement climatique, c'est maintenant !

François-Marie Bréon

68

Le CO₂, une chance pour la planète ?

François Gervais

82

Théodule Ribot, le soleil noir du caravagisme

Pierre Lamalattie

54



Loïk Le Floch-Prigent
« La démographie est la première question écologique mondiale »

Propos recueillis par Gil Mihaely

72

Le glyphosate pollue Wikipédia

Erwan Seznec

86

Fabienne Pascaud, plus ridicule que précieuse

Cyril Bennasar

CULTURE & HUMEURS

76



Kafka, le retour du fils prodige

Daoud Boughezala

88

Sécheret, le ciel vu de la terre

Benjamin Olivennes

92

L'Auvergne, une certaine idée de la France

Emmanuel Tresmontant

96

Les carnets de Roland Jaccard

98

Le journal de l'ouvreuse

**Prochaine parution :
le 3 avril 2019**

58

George Oxley
« L'agriculture s'est complètement affranchie de la nature »

Propos recueillis par Gil Mihaely

62

Brésil, la jungle du lobby indigène

Jean-Yves Carfantan

66

Déforestation, le rideau de fumée

Peggy Sastre

78

Jean-Pierre Lefebvre
« L'allemand de Kafka me fait penser au français de Beckett »

Propos recueillis par Daoud Boughezala

À la station de RER Saint-Michel-Notre-Dame à Paris, en bordure du quai, une pastille collée au sol nous informe que la SNCF creuse sa dette afin que nous ne soyons plus déconnectés quand nous attendons le train. On peut lire sur cette pastille de couleur vive : « Ici, Léa a regardé un épisode de sa série préférée. #SNCFconnection. »

Il était temps que les quais de gare, ces lieux de départ, ces commencements d'exils, de voyages, d'évasions, de fuites, de vacances, d'aventures, où le regard embrasse les rails, ces deux lignes parallèles qui filent et disparaissent à l'horizon pour toucher le bout du monde terrestre, qui nous emmènent sous les montagnes et sous la mer, qui traversent l'Europe et la Sibérie et nous ramènent chez nous si l'on ne descend jamais du train, il était grand temps que ces ambassades du rêve soient, enfin, elles aussi reliées à nos séries préférées, à ces rêveries écrites, mises en scène et réalisées par d'autres dans un style apte à plaire à tout le monde avec le goût le plus sûr, celui du plus petit dénominateur commun.

Je vais toujours voir la pastille quand j'y suis, dans l'espoir plus que dans la crainte d'y trouver un jour, juste à côté, une plaque mortuaire qui rendrait hommage à la mémoire de la demoiselle en ces termes : « Hypnotisée par sa série préférée, Léa n'a ni vu ni entendu l'entrée en

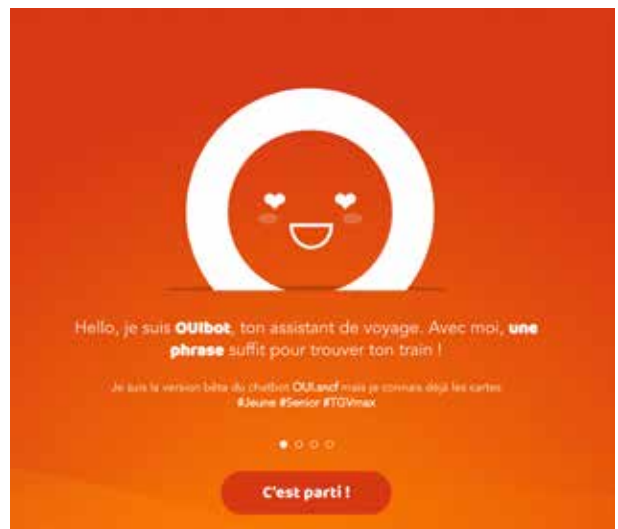


gare du ROMI de 10 h 37 qui l'a fauchée à l'aube de ses 23 ans, laissant sur la voie et sur une cinquantaine de mètres, un immangeable pâté de bécasse. » •

La dure vie du rail

Par Daoud Boughezala

Avez-vous récemment acheté des billets de train sur internet ? Depuis quelques semaines, sur le site Oui.sncf, un robot apparaît et dès que vous avez le malheur de cliquer sur sa face ronde, il s'invite plein pot sur votre écran : « Pour trouver votre train, je suis le chatbot de la situation ! C'est parti ! » Nous voilà mis dans l'ambiance. Si vous cédez à ses avances, ce petit génie d'intelligence artificielle passe au tutoiement et adopte le ton doux du pédophile en goguette près d'une sortie d'école : « Hello, je suis OUIbot, ton assistant de voyage. Avec moi, une phrase suffit pour trouver ton train ! » Le tutoiement est de rigueur. Mettons que vous cherchiez un Paris-Bordeaux. La réponse sera : « OK Paris-Bordeaux. Quand veux-tu y aller ? » Même si vous en avez ras-la-casquette de cet automate qui vous parle comme à un demeuré, ne vous avisez pas de lui envoyer des noms d'oiseau... sinon panpan cul-cul : « Serait-ce de l'hostilité que je perçois ? Souhaitez-vous être mis en



relation avec un conseiller ? » Rien de tel pour décourager les victimes du syndrome Gilles de La Tourette. À moins de balancer souris et clavier ou de jeter son smartphone de rage, pas facile de faire décamper OUIbot. Malheureusement pour nos nerfs, le bougre ne fait jamais grève ! •

Travailler en Finlande, c'est trop dur

Par Gil Mihaely



Qui se souvient des débats de la dernière élection présidentielle ? Entre deux piques sur le prix des costumes de François Fillon et les émoluments perçus par son épouse, un sujet a fait l'objet d'une discussion de fond : le revenu universel. Lancé par Benoît Hamon, ce projet est expérimenté en Finlande depuis le 1^{er} janvier 2017 sur 2 000 demandeurs d'emploi âgés de 25 à 58 ans. Ces heureux élus perçoivent 560 euros par mois à la place de l'allocation chômage dont ils bénéficiaient jusqu'alors.

Un an plus tard, l'échec était déjà établi : le revenu universel n'a pas encouragé ses bénéficiaires à retrouver un emploi. Mais l'expérimentation continue et nous livre encore des enseignements précieux.

Ainsi, les 2 000 chômeurs qui ont reçu 560 euros par mois n'ont pas travaillé davantage que leurs compatriotes au chômage, mais se sont déclarés sensiblement moins stressés et en bien meilleure santé. Ils se montrent aussi plus optimistes et plus confiants envers les politiques. Curieusement, les allocataires du revenu universel se font généralement plus volontaires dans leur recherche d'emploi à temps plein... sans pour autant arriver à leurs fins. On est tenté d'ironiser sur ce sentiment de bien-être, mais ses répercussions sur la santé et l'état général de la société seraient réelles, quoique difficilement quantifiables.

En revanche, le coût de la mesure se révèle aisément quantifiable : chaque allocataire coûte à l'État finlandais 5 000 euros par an de plus qu'un chômeur ordinaire. À long terme, cette somme serait, selon les promoteurs de la mesure, compensée par la baisse des dépenses de santé. Mais ces calculs n'ont rien d'évident : faut-il attendre la fin de vie des bénéficiaires pour évaluer leur « coût santé » total ? En tout cas, si l'efficacité économique du revenu universel reste à démontrer, il est définitivement prouvé que les vacances sont bonnes pour la santé. •

La jungle d'Amazon

Par François-Xavier Ajavon

Peu après l'effondrement du rideau de fer, Jean Ferrat, le fameux chanteur communiste à moustaches atypiques, constatait avec amertume qu'il n'y avait pour l'homme « *d'autre choix pour vivre que dans la jungle ou le zoo* ». Le géant américain de la vente par correspondance Amazon a peut-être réussi – à sa manière – à concilier les deux en créant le concept de zoo dans la jungle.

Si l'entreprise se développe régulièrement en France, Amazon n'est pas exempt de critiques : la librairie de Jeff Bezos, qui est devenue un tentaculaire centre commercial, changerait en profondeur nos manières de consommer et peut-être même de vivre, nous éloignant des petits commerces, livrant nos habitudes aux algorithmes.

D'après les révélations récentes d'un documentaire de M6, Amazon détruirait même par millions des invendus en état neuf, et il se dit que le Gafam aurait recours à l'optimisation fiscale... À cela, il faut bien évidemment ajouter que Jeff Bezos mange des enfants au petit déjeuner, comme tous les dirigeants d'entreprises de plus de 500 salariés. Dans un effort de transparence démonstratif, le groupe, souvent pointé du doigt pour les conditions de travail des salariés de ses plates-formes logistiques, a décidé d'ouvrir ces dernières au public. Souvent situés dans des zones sévèrement touchées par le chômage, dans la fameuse « France périphérique » sinistrée, ces centres ont souvent été vus comme des eldorados par les autochtones. Le programme de visite concerne trois sites : Saran (Loiret), Lauwin-Planque (Hauts-de-France) et Boves (Somme). Toute personne, sous réserve de s'inscrire en ligne, pourra suivre une visite guidée. Ainsi, dans les grands entrepôts-cathédrales de la consommation de masse, il sera possible d'aller voir comme au zoo ce qu'il reste encore de travail humain. Dépêchons-nous d'y aller, car le projet final est certainement que toute la chaîne logistique soit robotisée, puis que le consommateur soit à son tour transformé en robot. Il manque toutefois un ingrédient qui aurait donné encore plus de saveur à ce ragoût de transparence : que l'entrée fût payante. •



De l'ethnocratie en Amérique

Par Frédéric de Natal



Alma Mater: Virginia Military Institute
Interest: Pediatrics

Quote: There are more old drunks than old doctors in this world so I think I'll have another beer.

Un siècle et demi après la fin de la guerre de Sécession, les flammes de la rancœur couvent toujours sous le brasier de l'Amérique postségrégation. Dans le Sud, le vieux Parti démocrate esclavagiste n'a pas encore rendu les armes. Ainsi, l'Alabama et la Virginie comptent encore des *dixiecrats*, ces élus démocrates conservateurs qui se sont battus pour conserver un régime basé sur la séparation des races. Depuis début février, deux d'entre eux sont dans la tourmente.

Ainsi, le comportement passé du procureur général Mark Herring et du gouverneur de Virginie Ralph Northam défraie la chronique du scandale. Photos à l'appui, ces deux notables sont accusés de pratiques racistes au cours d'une vieille soirée estudiantine à laquelle ils participaient. Le premier s'était enduit le visage de fond de teint noir, le second avait eu la riche idée de porter la tunique blanche du Ku Klux Klan. Se confondant en excuses, les deux hauts fonctionnaires virginien ont refusé de démissionner. Face aux associations noires criant haro sur le boudet, l'adepte du « blackface » crie son admiration pour Michael Jackson, tandis que l'amateur de chapeau pointu parle d'erreur d'appréciation. Pas de quoi rassurer les ténors du Parti démocrate, aujourd'hui majoritaire au Congrès où il se pose en champion du métissage post-Obama.

Pendant ce temps, en Alabama, un quotidien local appelle les « Klansmen » à engager « une chevauchée et à nettoyer Washington » de ses élites démocrates « socialo-communistes » accusées de bloquer le pays. Ironie de l'histoire, le journal en question s'appelle le... *Democrat Reporter*. •

Pervers plus très pépères

Par Gabriel Robin



La série *Dirty John*.

Deux séries américaines cartonnent en ce moment : *Dirty John* et *You*. Inspirée d'une histoire vraie, l'une raconte l'histoire d'une femme harcelée par un pervers narcissique criminel. L'autre montre la descente aux enfers d'une jeune femme piégée par... un pervers narcissique. Original, n'est-ce pas ? Surfant sur la peur que suscitent les pervers narcissiques (PN), les studios américains creusent ce filon en vogue chez les fémi-

nistes. Ah le « péhène », ce grand méchant loup contemporain qui sévit sur Facebook pour séduire des femmes esseulées, lessivées après un deuxième divorce et 30 kilos gagnés en vidant les réserves de glaces du Picard le plus proche ! Depuis quelques années, le pervers narcissique obsède littéralement les magazines féminins et les youtubeuses improvisées psychologues qui se filment chez elles pour décortiquer cet affreux croquemitaine responsable de tous leurs malheurs. On le sait depuis #metoo, il n'y a pas de différence de nature entre un goujat lambda et un tueur en série, le connard de base étant toujours à deux doigts de muter en psychopathe meurtrier. Cette diabolisation de l'homme révèle un glissement de la notion de pervers conforme à ce que les ligues de vertu féministes appellent la « masculinité toxique ». Le premier théoricien du pervers narcissique, Paul-Claude Racamier (1924-1996), définissait cette pathologie comme un « mouvement » d'autodéfense des sujets dépassés par leurs contradictions internes. Loin de dégager un profil type de pervers, ce thérapeute analysait un comportement psychique individuel. C'est à la fin des années 1990 que le « péhène » a été essentielisé, associé au harcèlement moral du sexe faible et accusé de tous les maux par les magazines féminins. Il serait temps de décoloniser les imaginaires... •

L'Italie cherche sa Shoah

Par Daoud Bougezala

« Les enfants morts dans les foibe et ceux morts à Auschwitz sont égaux. Il n'existe pas de victimes de premier et de second rang », a solennellement déclaré le ministre de l'Intérieur italien Matteo Salvini le 10 février, à l'occasion de la journée du Souvenir. Littéralement, une *foiba* désigne un fossé au fond duquel les partisans yougoslaves de Tito jetaient les combattants ou soutiens de la République de Salò entre l'automne 1943 et le printemps 1945. En Vénétie julienne, les condamnés étaient liés les uns aux autres aux poignets par un long fil de fer, les premiers de la file mitraillés et jetés dans la fosse, puis les suivants enterrés vivants sous les corps de leurs compagnons. Depuis 2004, l'État italien a instauré le jour du Souvenir pour commémorer leur martyre.

Cette année, le ban et l'arrière-ban de la République se sont rendus au mémorial de Basovizza, près de Trieste. Même le président du Parlement européen, Antonio Tajani (centre droit) s'est fendu d'un très chauviniste : « Vive Trieste, l'Istrie et la Dalmatie italiennes ! » La Croatie et la Slovénie n'ont pas tardé à réagir. Non seulement parce que l'eurodéputé s'est laissé aller à revendiquer des fractions de leurs territoires, comme aux pires heures de l'irrédentisme transalpin. Mais aussi parce que Tajani comme Salvini ont fustigé le « nettoyage ethnique » auquel se seraient livrés les partisans communistes yougoslaves. Par voie de communiqué, le très modéré président Sergio Mattarella a renchéri : « Beaucoup des victimes italiennes n'avaient aucun lien avec le fascisme et ses crimes. » Tollé de son homologue slovène. Car le consensus historique veut que les partisans titistes aient essentiellement abattu des collaborateurs mussoliniens sans pour autant viser l'éradication du peuple italien, dont ils appuyaient la résistance communiste.

Cependant, depuis la fin de la guerre froide, l'historio-

graphie dominante à Rome calque le sort des Italiens sur celui des juifs pendant la Seconde Guerre mondiale. Jadis apanage de la droite néofasciste, la mémoire des *foibe* a été « *holocaustisée* » (Damiano Garofalo) de manière à disculper le régime fasciste. Certains universitaires et politiques, souvent de gauche, rappellent que Mussolini et ses sbires imposèrent leur joug criminel vingt ans durant aux sous-citoyens slovènes et croates. Par les temps qui courent, ce simple énoncé factuel suffit à se faire taxer de révisionniste... Grâce aux *foibe*, l'Italie s'est tardivement invitée à la table des peuples génocidés, élargissant cette catégorie à tous les civils italiens chassés de Yougoslavie après le second conflit mondial, ainsi qu'aux milliers de prisonniers morts emprisonnés ou déportés par Tito. Opération victimisation réussie.

Quinze jours après les commémorations de Basovizza, une autre cérémonie se tenait aux portes de Trieste, dans l'enceinte du camp d'extermination de San Sabba. À l'occasion du Jour de la mémoire, le 27 février, dans l'unique *lager* nazi d'Italie, aux milliers de victimes brûlées dans les fours crématoires, une foule de 300 personnes a écouté les discours officiels lus par un conseiller régional, un obscur sous-secrétaire d'État, le vice-président de l'Assemblée et une poignée de parlementaires. Ministres, président de région et maire de Trieste brillaient par leur absence. Les morts sont bien peu de chose. •



Matteo Salvini.

LA TALMUDISTE DU MOIS

« Ce n'est pas en tant que juif qu'il a été attaqué. (...)
C'est en tant que Finkelkraut qu'il a été insulté
par quelques agités du bocal. »

Aude Lancelin, Facebook, 17 février 2019.



MESDAMES ET MESSIEURS LES CHIMPANZÉ.E.S

Par Peggy Sastre

Il manquait une rubrique scientifique à *Causeur*. Peggy Sastre comble enfin cette lacune. À vous les labos !



L'ÉCRITURE INCLUSIVE NE MARCHERA PAS (NON PLUS) CHEZ LES CHIMPANZÉS

Dans le langage, comme partout, il existe des lois universelles. Parmi celles-ci, la loi de Zipf et la loi de Menzerath. La première, dite aussi principe d'abréviation ou d'efficacité, établit que l'amplitude d'un signal est inversement proportionnelle à sa fréquence – voilà pourquoi les mots les plus usités sont en général les plus courts. Selon la seconde, la taille d'une structure linguistique est inversement proportionnelle à celle des éléments qui la constituent. Exemple : plus un mot est long, plus ses syllabes sont brèves. Ce qu'il y a de cocasse avec ces formules, c'est qu'elles

sont loin de se limiter au langage articulé. La loi de Zipf se retrouve ainsi chez les cris de macaques, de ouistitis, de chauves-souris ou encore dans les mouvements des dauphins lorsqu'ils remontent à la surface pour faire le plein d'oxygène. Plus fort encore, la loi de Menzerath a été dénichée en biologie moléculaire. Exemples : plus une espèce compte de chromosomes dans son caryotype, plus ils sont petits ; dans le génome humain, le nombre d'exons (des « briques » d'ADN codant) est inversement proportionnel à la taille des gènes qui les composent. Autant dire que le langage n'est visiblement pas une pure « construction sociale » arbitraire, mais semble bien relever de lois naturelles orga-

nisant déjà les tout premiers échelons de la vie. Plus près de notre arbre, une équipe interdisciplinaire et internationale de scientifiques vient de discerner leur présence dans la communication non verbale des chimpanzés – les positions des mains, du corps, les expressions du visage et autres cris dont les animaux se servent pour se transmettre une palanquée de messages. Conformément aux lois de Zipf et de Menzerath, chez ces primates, les gestes les plus courants sont aussi les plus brefs, et plus une séquence est longue et complexe, plus elle est constituée de gestes courts. Des résultats obtenus grâce à l'analyse de près de 2 000 occurrences de 58 gestuelles filmées chez les chimpanzés de la réserve forestière de Budongo (Ouganda). Il semblerait bien que, malgré leurs énormes différences, un langage de chimpanzé et celui d'un humain reposent sur des principes mathématiques identiques. Des principes constituant le lien évolutionnaire entre gestuelle animale et langage articulé et dévoilant le goût de la nature pour la compression, la parcimonie et l'économie de moyens. Soit la direction à peu près radicalement opposée à celle de l'écriture inclusive. Bienheureuses et bienheureux mesdames et messieurs les chimpanzé.e.s, il leur reste encore un peu de temps avant de tous et toutes devoir s'y faire. Référence : tinyurl.com/yy66p92d4

TOMBER AMOUREUX, C'EST AUSSI SE PRÉPARER À TOMBER MALADE

Parmi les manifestations les plus courantes d'un amour naissant, il y a cette impression diffuse de péter le feu, de pouvoir résister à tout, de déborder d'énergie pulsée par un cœur battant. Pardon pour les romantiques, mais l'origine de ce sentiment d'invincibilité semble se nicher non pas dans l'union des âmes, mais au fin fond de nos cellules immunitaires. Selon une étude menée sur 47 étudiantes (moyenne d'âge 20,5 ans) surveillées pendant deux ans avant, pendant et après une relation hétérosexuelle et monogame, l'amour s'accompagne de modifications dans l'expression des gènes associés à l'immunité, indépendamment de l'état de santé ou de l'activité sexuelle des individus concernés. De fait, ces changements peuvent s'avérer très utiles lorsqu'on entre en contact avec une flore bactérienne jusqu'ici étrangère, comme pour plusieurs processus

immunitaires bénéfiques à la reproduction. En particulier, les modifications observées sont impliquées dans l'atténuation des réactions immunitaires inflammatoires, un mécanisme qui permet d'éviter que le fœtus, porteur pour moitié de l'ADN du géniteur, ne soit considéré comme un corps étranger, histoire de garantir une grossesse menée jusqu'à son terme. Le signe des histoires d'amour qui se terminent bien selon le carnet de bal de l'évolution.

Référence : tinyurl.com/yyqpcyvy

DE LA LOI DE LA JUNGLE EN MILIEU VAGINAL

Depuis les années 1970 (grosso modo), l'idée que la reproduction sexuée en passerait par un mâle conquérant venant planter de force sa graine dans une femelle purement et passivement réceptacle a volé en éclats grâce aux avancées de la biologie moléculaire. Ces dernières décennies, la recherche a ainsi complété et complexifié le tableau de la compétition spermatique – la guéguerre que se livrent 60 à 100 millions de spermatozoïdes avant qu'un seul ne gagne les faveurs de l'ovule – et souligne notamment le rôle primordial que joue la physiologie femelle dans tout ce bordel. Publiée la veille de la Saint-Valentin (c'est ce qu'on appelle du timing), une étude analysant de la semence d'homme et de taureau détaille les principaux obstacles que les gamètes mâles doivent surmonter pour rendre une éjaculation féconde. Conduite par Meisam Zaferani, Gianpiero D. Palermo et Alireza Abbaspourrad, chercheurs à l'université Cornell, elle montre en particulier comment les variations de largeur du tube utérin menant à l'ovule forment de véritables goulets d'étranglement qui ne laissent passer que les spermatozoïdes les plus vaillants (en vrai, on dit « motiles »). En outre, la nage caractéristique des spermatozoïdes (par ailleurs super pour leur faire économiser un maximum d'énergie à contre-courant) fait que si, par un coup de bol, les gamètes les plus flagadas arrivent les premiers devant un rétrécissement, ils seront repoussés à l'arrière et verront les plus véloces reprendre la pôle position. Où l'on comprend que l'appareil reproducteur féminin fait tout ce qu'il peut pour garantir la victoire du meilleur spermatozoïde, et ce dans un mépris flagrant pour l'égalité des chances.

Référence : tinyurl.com/y2dmlcl6 •

SEX IN THE (ETERNAL) CITY

Par Basile de Koch

**Mes bien chers frères,
En ces premiers jours de carême,
il m'a paru opportun de vous
parler essentiellement religion.
Mais rassurez-vous : comme j'ai lu
Sodoma, il y aura aussi du cul !**

LE ROSE POURPRE DU CLERC

Jeudi 14 février

À la une du *Point* aujourd'hui : « Le grand secret, l'homosexualité au Vatican ». Et en pages intérieures, un dossier complet sur *Sodoma*, le « livre-événement » de Frédéric Martel.

À vrai dire, l'auteur ne découvre pas son sujet. Depuis une vingtaine d'années, il enchaîne les livres de révélation (pour ne pas dire les bouquins à scandale) sur les gays en France, dans le monde et ailleurs.

Mais ce coup-ci, fameux timing ! Surfant sur une actualité qui accable déjà de toutes parts une Église pédophile, « grâce à Dieu », et abuseuse de nonnes par surcroît, son pamphlet contre le lobby homosexuel au Vatican tombe à pic ! Traduit en huit langues, il cartonne partout depuis sa sortie simultanée dans 20 pays (y compris l'ex-URSS).

Pour être juste, l'auteur ne s'est pas foutu de nous : quatre ans d'enquête, au terme desquels il aura recueilli, à l'en croire, les confidences de 1 500 ecclésiastiques, dont 41 cardinaux et 52 évêques. C'est en sa qualité de gay, précise-t-il, et sans hésiter à jouer à l'occasion la carte de la complicité, voire de la « séduction », qu'il a réussi ce miracle : se faire ouvrir grand les portes de la curie, réputées infranchissables, ainsi que le robinet des confidences les plus « hot » – avec leur lot de ragots invérifiables et de règlements de compte post-mortem.



Le pape François au Vatican, février 2019.

Compte tenu de son engagement gay-athée-progressiste, le citoyen Martel ne s'est évidemment lancé dans cette vaste entreprise que pour conclure à son « intuition » originelle : l'hypocrisie consubstantielle à l'Église catholique, fondée sur le « Faites ce que je dis, pas ce que je fais ! »

Le comble de l'hypocrisie, affirme-t-il, est atteint par une camarilla de prélats « *de la paroisse* », qui s'adonnent en privé à ces pratiques « *intrinsèquement désordonnées* » avec d'autant plus de vigueur qu'ils les fustigent en public avec rigueur. Car les plus réacs sont aussi les plus obsédés, martèle Martel – sans pour autant préciser par quelle méthode il est parvenu à cette dernière statistique.

Dans la foulée, Super Freddie élucide même le mystère de l'impunité des prêtres pédophiles : tous « *couverts* » par une hiérarchie de « honteuses » tradis, qui se taisent de crainte de voir révélées leurs propres mœurs... « *Je te tiens, tu me tiens par la barbichette* », etc.

Pour l'auteur, aucun doute : c'est bien la tartufferie schizophrénique d'une institution homophobe et *en même temps* homophile qui explique, de fil en aiguille, tous les maux de l'Église actuelle.

Une conclusion qui, en fait, n'est qu'un vulgaire CQFD. Appliquez à n'importe quel sujet une grille de lecture 100 % gay, et je vous fiche mon billet que vous trouverez, in fine, l'unique clé qui va avec !

MACRON ET LE BURN-OUT FRANÇAIS

Mardi 19 février

À vélo en podcast (et non l'inverse), j'entends sur France Culture un certain Vincent de Gaulejac, sociologue, coauteur de *@ la recherche du temps* (Érès), causer à « La grande table ». Au début, je ne comprends pas tout ; mais plus le type parle, plus je suis agréablement surpris :

« Emmanuel Macron, explique-t-il, est le prototype même du président-manager. [...] À l'en croire, une bonne gestion allait "optimiser les ressources de l'entreprise France" ». Résultat : il a mis en burn-out ses collaborateurs, son gouvernement et la France entière. »

Quant au « Grand Débat », notre sociologue n'a pas l'air de croire qu'il suffira à résoudre la crise de confiance actuelle – dont les gilets jaunes ne sont qu'une partie émergée : « Aujourd'hui, résume-t-il, les gens disent : "Écoutez-nous, on a un problème de fin de mois, ou d'accès aux services publics..." Et d'en haut, on leur répond : "Oui, mais nous, on a un cap qui va permettre de répondre à tous ces problèmes-là, et donc on n'en changera pas, parce que c'est le bon !" »

Ce genre de malentendu, ça peut durer longtemps... Ou plutôt, non.

RETOUR À SODOMA...

Lundi 25 février

Le diable porte pierre ! Ce pénible *Sodoma* dont je vous entretenais plus haut, pavé de 638 pages et de mauvaises intentions, n'en met pas le moins le doigt, si l'on ose dire, sur un vrai problème.

Confessons-le d'emblée : quoi que censément « tradi », j'ai toujours ressenti, puis considéré l'enseignement de l'Église en matière de morale sexuelle comme, au mieux, maladroit.

Petit rappel : en fait de sexe, la seule pratique reconnue par l'Église, c'est le coït vaginal entre époux de sexes opposés, si possible dans le but de procréer. Tout le reste, sans même parler de la pédophilie, relève du péché capital de « luxure » – de l'onanisme à l'homosexualité en passant par Jackie & Michel, le recours aux putes et la simple infidélité.

Mais le risque, quand on met la barre trop haut, c'est que tout le monde ou presque passe en dessous. Et je ne doute pas que certains fidèles en éprouvent un découragement qui risque de les éloigner de cette foi à la morale inaccessible...

Or, j'imagine mal le Dieu d'amour auquel je crois – et encore moins Jésus, que je connais un peu mieux – s'acharnant avec une telle violence contre le péché de chair.

Notre créateur, qui sait tout de nous et nous aime quand même, sait aussi que « *la chair est faible* ». Il eût fallu un Dieu genre pervers narcissique pour imposer à ses enfants humains, sous peine de mort spirituelle, une discipline sexuelle tellement stricte qu'elle ne puisse être tenue que par des saints – et encore, pas tous (moi aussi, j'ai mes fiches...).

Même ce facho de saint Paul manifeste une certaine compréhension envers ses frères écartelés entre leur condition humaine et leurs aspirations divines – d'autant plus qu'il s'y inclut : « *Nous savons que la Loi est spirituelle, mais moi je suis un être de chair* [...] *Je ne fais pas le bien que je veux, et je fais le mal que je ne veux pas.* » (Romains 7,14-15 – je cite de mémoire.)

C'est pourquoi j'appelle de mes vœux un aggiornamento urgent – déjà manqué il y a un demi-siècle par Vatican II. Finissons-en avec le rigorisme hypocrite ! Il est temps que l'Église prêche sa morale sexuelle pour ce qu'elle est : un idéal de vie vers lequel tendre, et non le règlement intérieur d'un pénitencier.

À force de scandales sexuels à rebondissements, l'Église traverse une crise de crédibilité qui menace sa survie même. Mais elle en a vu d'autres, et je gage qu'une fois encore elle saura puiser en elle-même l'inspiration nécessaire pour s'adapter aux circonstances et éviter le pire – comme elle l'avait fait magistralement avec la Contre-Réforme catholique.

Et si, dans cet esprit, au lieu d'énumérer en boucle les « *sens interdits* », l'Église inversait la perspective en commençant par témoigner de l'essentiel : le sens de la vie chrétienne – à laquelle nous sommes tous appelés, puisque l'Éternité a déjà commencé ?

On le voit : la « révolution » à laquelle j'aspire n'est qu'une « suggestion de présentation », comme on dit chez Marmiton.org.

Voir, sur le même sujet, les articles d'Alain Nueil et Paul Thibaud pages (pages 26-31). •

CRIF : LA SOIRÉE DES DUPES

Par Jean-Paul Lilienfeld

**Est-il bien raisonnable de laisser un cinéaste déraisonnable commenter chaque mois l'actualité en toute liberté ?
Assurément non. Causeur a donc décidé de le faire.**



Contre l'antisémitisme galopant, notre président a trouvé une solution d'avenir : « *Ce que nous aurons à faire, c'est faire République, c'est-à-dire être ensemble... Faire république, c'est éduquer, former...* »

Mais comment n'y a-t-on pas pensé plus tôt ?! Jusqu'à présent, les gouvernements ne faisaient pas République ! On le sait, les révolutionnaires ont fait Bastille, puis on est passé à Nation, peut-être quelques bonnes volontés ont-elles tenté le changement à Denfert-Rochereau, mais République, jamais ! Et croyez-moi, cela va tout changer ! Vous pensiez printemps mes amis ? C'est tellement 2017... Pensez République maintenant.

« *Je ne pense pas que pénaliser l'antisionisme soit une solution, a-t-il déclaré. Mais je confirme que ceux qui, aujourd'hui dans le discours, veulent la disparition d'Israël sont ceux qui veulent s'attaquer aux juifs. Je pense néanmoins que lorsqu'on rentre dans le détail, la condamnation pénale de l'antisionisme pose d'autres problèmes.* »

Certes, laisser croire qu'il s'agirait d'empêcher

la critique de la politique d'un pays serait à la fois catastrophique et injustifiable. En 2019, l'antisionisme signifie-t-il qu'on est favorable à la disparition d'Israël ?

Pas du tout ! s'indignera le chœur des vierges. « *On doit pouvoir critiquer la politique de Benjamin Netanyahu comme d'ailleurs on pouvait critiquer la politique de théocratie islamiste sans passer pour un antimusulman ou sans passer pour un antisémite* », affirme par exemple Éric Coquerel de LFI. Qui a parfaitement raison. D'ailleurs les Israéliens partagent complètement son avis puisque seuls 24 % d'entre eux votaient pour Benjamin Netanyahu en 2015, alors que 19 % donnaient leurs voix au centre gauche. La suite est affaire d'alliances de circonstance afin d'obtenir une majorité parlementaire. On pourrait donc dire que presque 50 % des Israéliens critiquent la politique de Benjamin Netanyahu. Sans pour autant se déclarer antisionistes.

Ils sont anti-Netanyahu.

La critique de Donald Trump, si prise par qui pense bien, ne donne pas lieu à un terme

spécifiquement flou qui peut aller jusqu'à désigner le démantèlement des États-Unis. Pourquoi faudrait-il accepter ce terme d'antisio-nisme qui, suivant ceux qui l'emploient, veut dire tout et surtout le pire ?

Vous voulez critiquer la politique de Netanyahu ? Libre à vous bien sûr. Critiquez-la jusqu'à plus soif, mais comment pouvez-vous employer la même terminologie que ceux qui veulent la disparition d'Israël ? Et ce, non seulement sans honte, mais en revendiquant ce terme ? C'est, je crois, le seul exemple d'une association assumée entre les humanistes à géométrie variable et les racistes immuables.

Quel mot employez-vous pour critiquer Orban ? Vous déclarez-vous antimagyariste ? Accepteriez-vous de vous associer à ceux qui voudraient la disparition de la Hongrie ? Vous ne pouvez ignorer qu'« antisio-niste » est devenu un passe pour l'antisémitisme sans le nommer, un code qui permet d'échapper à la loi. L'antisio-niste se prétend anti-Netanyahu comme la quenelle se prétend antisystème, système régi d'après M'Bala par le complot « sioniste » mondial.

J'entends déjà vos cris d'orfraie si je vous saluais bras tendu à la hauteur de l'épaule, paume vers le sol, en prétendant que je ne suis pas du tout pronazi, mais qu'il s'agit d'un hommage aux légionnaires romains, pour qui le latiniste que je suis éprouve tendresse et intérêt. Et pourtant vous vous déclarez antisio-niste sans vergogne.

« Nous convenons de la nécessité d'un État pour le peuple juif », assureront les plus « ouverts » des antisio-nistes, « nous sommes seulement opposés aux frontières actuelles qui traduisent les velléités expansionnistes de l'État d'Israël. » Vraiment ? Pourtant, je ne vous ai jamais vus, grands humanistes monomaniaques, protester contre l'expansionnisme de la Chine, par exemple, qui a militarisé des îlots appartenant aux archipels Spratleys et Paracels, alors que ces derniers sont revendiqués par d'autres pays de la région, comme le Vietnam, les Philippines, Brunei, Taïwan ou encore la Malaisie. Et contrairement à Israël, la Chine n'a même pas le prétexte d'avoir répondu à une attaque et de vouloir assurer sa sécurité pour justifier cette invasion.

Jamais un mot non plus contre l'expansionnisme assumé de l'armée émiratie qui en Érythrée a construit un énorme complexe militaire sur la mer Rouge, comprenant une base aérienne et une gigantesque base navale dans la région d'Assab. Ni contre les bases construites par la Turquie en Syrie et en Irak. Non, la seule indignation qui vaille est antisraélienne.

L'antisio-niste par pur humanisme va vous jeter en pâture le « massacre » des Palestiniens (environ 100 en 2018, dont au moins 50 étaient membres du Hamas d'après les déclarations d'un responsable du Hamas sur sa chaîne télé), mais ne gâchera pas une larme sur les deux conflits les plus meurtriers de la même année : l'Afghanistan avec 25 000 morts et le Yémen, 20 000 morts.

Alors oui, à la lumière de cette obsession pathologique et unidirectionnelle, l'antisio-nisme, quelles que soient ses nuances de cris, est l'aubaine démocratique de l'antisémitisme. Car critiquer la politique d'un gouvernement ne réclame pas d'user d'un terme qui signifie éradiquer le pays gouverné. Je suis anti-Erdogan, mais il ne me viendrait pas à l'idée de me déclarer anti-ottoman. Ces multiples groupes, mouvements antisio-nistes, sont le socle avouable de l'antisémitisme. Qui finit par détruire à Tolbiac le local des étudiants juifs sous prétexte qu'ils soutiennent le droit d'Israël à exister. Et si soutenir ce droit à l'existence, c'est être coupable, alors c'est bien que l'existence d'Israël est le problème.

Notre président l'a bien compris, qui déclarait au dîner du CRIF : « *La France doit tracer de nouvelles lignes rouges [...]. J'ai demandé au ministre de l'Intérieur d'engager des procédures visant à dissoudre des associations ou groupements qui par leur comportement nourrissent la haine, promeuvent la discrimination ou appellent à l'action violente. [...] Il est venu le temps des actes* », a-t-il ajouté.

Et le premier a été fort et emblématique : dissolution de groupes extrémistes tels que le Bastion social. Là, je crois que les juifs peuvent dormir tranquilles. Fini les Bertrand et Maurice Kouachi ! Exit les Patrick Coulibaly et Gilbert Merah. Terminé les Sylvain Ahmed Glam et autres Yvon Fofana. Le Bastion social ne sera plus. •



Acte VIII des gilets jaunes à Rouen, 5 janvier 2019.

GILETS JAUNES LES BRUNS, LES ROUGES ET LES JUIFS

Par Daoud Boughezala

En marge des manifestations, les actes antijuifs se sont multipliés. Mais si les gilets jaunes pratiquent une forme de violence insurrectionnelle, ils cèdent moins à l'antisémitisme qu'à son fourrier complotiste. Et sont la proie de tous les noyautages. Enquête.

Ca a débuté comme ça. Aux alentours de Noël, une vieille dame juive se fait insulter par des gilets jaunes adeptes de la quenelle puis des dieudonnistes éméchés chantent l'hymne de la quenelle devant Montmartre. Cinq semaines passent. Le 2 février, devant la synagogue de Strasbourg, des gilets jaunes crient « sales juifs », font des bras d'honneur, lancent des pétards et urinent sur le mur de l'édifice. Dans la nuit du vendredi 8 au samedi 9 février, la vitrine d'un magasin Bagelstein de l'île Saint-Louis est maculée de l'inscription « Jüden » (« juifs », en allemand). Trois jours plus tard, on retrouve des boîtes aux lettres décorées de portraits de Simone Veil recouvertes de croix gammées devant la mairie du 13^e arrondissement. À Sainte-Geneviève-des-Bois (Essonne), le tronc de l'arbre planté en mémoire d'Ilan Halimi a été scié. L'avant-veille, lors de l'acte XIV des gilets jaunes, une poignée de manifestants avait violemment insulté Alain Finkielkraut : « Sioniste de merde ! », « La France, elle est à nous », « Rentre chez toi ! »

Si l'académicien relativise les élucubrations de son principal agresseur salafiste à keffieh, sur le groupe Face-

book « Je suis gilet jaune », les réactions sont mitigées. Parmi des milliers de membres, une grosse majorité dénonce un coup monté pour les discréditer. Certains condamnent l'antisémitisme. D'autres, un peu plus nombreux, attaquent bille en tête le supposé racisme et « l'islamophobie » de Finkielkraut.

Mettons les choses au point : les chiffres de l'antisémitisme n'ont pas attendu les premières manifestations des gilets jaunes pour bondir. Dès début novembre, le Premier ministre annonçait 69 % de hausse du nombre d'actes antisémites par rapport à l'année précédente, soit le retour à l'étiage de 2006. Depuis, un projet de loi contre la propagation des discours de haine sur internet est dans les tuyaux.

Le phénomène ne se cantonne pas à l'Hexagone puisque l'Allemagne a atteint son plus haut niveau d'antisémitisme jamais enregistré en dix ans. La faute à l'extrême droite pour les uns, aux migrants pour les autres. En tout cas, rien à voir avec notre conflit social bien franchouille.

La dynamique violente vient de la masse, pas des minorités infiltrées

Déclenchée le 17 novembre contre l'augmentation du prix du gasoil, « la manifestation des gilets jaunes est la poursuite dans la rue de ce qui se passe sur les réseaux sociaux. Ce n'est qu'un révélateur, pas un déclencheur. En toute impunité, un twittos ou un facebooker peut tenir les pires propos racistes », déplore le président de la Licra, Mario Stasi. S'il n'incrimine pas les centaines de milliers de Français qui ont bloqué des ronds-points et défilé samedi après samedi, l'avocat antiraciste appelle les organisateurs des cortèges à faire le ménage dans leurs rangs. Or, rien n'est plus difficile pour ce mouvement sans structures, chefs, ni ligne officielle. →

Pour y voir plus clair, il faut raconter la succession des événements qui ont marqué les différents actes des gilets jaunes. On ne saurait rationaliser ce maelstrom qu'un brillant commentateur a surnommé « *Fiume sans D'Annunzio* », en référence à l'équipée irrédentiste qui rassembla un aréopage d'anarcho-syndicalistes, de fascistes, de futuristes et de libertaires italiens en 1920. Comment donner une cohérence et une unité d'action aux atermoiements de porte-parole médiatiques un jour proche de l'extrême droite, le lendemain des Insoumis, le surlendemain de Besancenot ? C'est là toute la différence avec les conflits sociaux passés, à l'exception peut-être du poujadisme : la masse des gilets jaunes et leurs meneurs ne possèdent aucune culture politique, organisationnelle et militante.

L'inculture politique et l'inexpérience des gilets jaunes les rendent vulnérables aux chausse-trappes.

Cassons un premier mythe : la violence n'est pas le fait de minorités radicales infiltrées, mais de la foule insurgée. « *Ce n'était pas une manifestation, plutôt une insurrection où des Micheline et des Gérard allaient chercher le bourgeois !* » raconte Yann, 35 ans. Ce bel Eurasien a grenouillé dans les milieux royalistes et libéraux avant de se muer en observateur distant. Son aîné, Alain Charles, 50 ans, ex-nationaliste révolutionnaire aujourd'hui proche de l'alt-right américaine, confirme l'explosion de violence venue de la base : « *Lors des premiers actes, la dynamique violente venait de la masse. J'ai vu l'avenue Montaigne dépavée par des gilets jaunes qui n'avaient absolument pas le profil de membres de groupuscules.* » La foule de manifestants énervés présentait le profil socioculturel des électeurs de Marine Le Pen, avec un fond poujadiste antifiscal étranger à la tradition des mouvements ouvriers. Pas étonnant que des nationalistes radicaux s'y soient sentis comme des poissons dans l'eau. Juif séfarade, gilet jaune souverainiste de gauche, Samuel, 33 ans, partage « *leur optique insurrectionnelle. Tous ne sont pas violents, loin de là, mais dans une acceptation de la violence* » qui se matérialise notamment par les appels de certains meneurs à marcher sur l'Élysée.

Le 24 novembre, une marée humaine de petits retraités, routiers, chômeurs et agriculteurs syndicalisés se répand sur les Champs-Élysées. Les plus aguerris montent des barricades, vite imités par les quelque 70 militants nationalistes de diverses obédiences (Bastion social, identitaires, Zouaves). Du côté des gauchistes, la génération de zadistes et d'« appellistes » née de la mobilisation contre la loi El Khomri (2016) entend retentir *La Marseillaise* et battre les drapeaux français sans se

formaliser outre mesure. Quelques antifas font le dos rond. L'heure est au front commun contre la police, sinon à l'alliance des extrêmes. Un cliché résume cette convergence rouge-brune : le drapeau orné du Sacré-Cœur de Jésus y bat aux côtés d'une bannière Che Guevara. Sans forcément se reconnaître, noirs et rouges font le coup de poing ensemble. Dépassés, le ministère de l'Intérieur et la préfecture accusent le coup. La scène rappelle le précédent italien de Valle Giulia lorsque étudiants néofascistes et maoïstes se ligüèrent provisoirement contre les forces de l'ordre le 1^{er} mars 1968¹ avant de rompre leur pacte de non-agression.

Sur le front politique, la gauche mouvementiste ne s'avoue pas vaincue. Le député insoumis François Ruffin proclame *urbi et orbi* que les gilets jaunes prolongent Nuit debout et réclament *de facto* l'application du programme présidentiel de Jean-Luc Mélenchon. Sur les réseaux sociaux, les professionnels de l'agit-prop s'activent pour donner un virage égalitariste aux débats. Opportunément, une liste de 42 propositions (du « *zéro SDF* » à l'instauration du référendum populaire) est votée en ligne et envoyée aux députés. C'est dans ce contexte de récupération sinistroyre que l'acte III démarre le 1^{er} décembre. Des jeunes équipés de masques et de protections ont décidé d'en découdre. Et pas seulement avec la police. Place de l'Étoile, bientôt saccagée, des nationalistes de différents courants regroupés sous le label Zouave déboulent avec une banderole « *Tuons le bourgeois* ». En face, les antifas entendent les bouter manu militari hors de la manif pour achever l'entreprise de récupération gauchiste. La violence culmine à un niveau inégalé, des insurgés miment des actes de guerre. À l'aise au milieu de la France périurbaine survoltée, les Zouaves laminent les antifas. Chez le gilet jaune moyen, on rêve de prendre les ministères. À défaut, les quidams en chasubles fluo s'en prennent aux nantis du quartier. Un hôtel particulier finit mis à sac, des voitures sont incendiées. « *Avec cette violence, les gilets jaunes ont gagné la guerre politique contre Macron* », résume Yann. Le président retire la taxe carbone et lâche 10 milliards de cadeaux de Noël (prime de fin d'année, revalorisation du smic).

Sur la toile, la guerre idéologique bat de plus belle. La page d'un leader charismatique est l'objet de toutes les convoitises : Éric Drouet, 33 ans, chauffeur routier de son état. « *Son profil Facebook est d'une pauvreté affligeante, avec trois fautes d'orthographe par mot. C'est un inculte qui incarne bien ce que j'appelle le "beauf-machine"* », persifle Lucien, 27 ans, sympathisant de l'aile nationaliste des gilets. Sur le modèle de l'animal-machine cartésien, le « beauf-machine » est dépourvu de conscience politique. Un contenant vierge de contenus idéologiques, ce qui en fait la cible de tous les noyautages. Ainsi, La France insoumise, le NPA et les antifas s'en donnent à cœur joie sur la grande agora qu'est la page Facebook d'Éric Drouet et Jérôme Rodrigues, forte de 300 000 membres. « *L'avis majo-*

ritaire prime, sinon ils se font dézinguer », remarque Samuel. Sur des sujets aussi clivants que l'immigration, mieux vaut ne pas trop la ramener.

L'inculture politique et l'inexpérience rendent ces chefs de pacotille vulnérables aux chausse-trappes. Janvier et février 2019 vont le prouver. La répression policière s'étant entre-temps abattue sur les jeunes nationalistes violents, leurs rangs se clairsèment. Indemnes de toute arrestation, les antifas s'emploient à encadrer les manifs en organisant des assemblées générales. Le cortège est désormais déclaré et s'acoquine avec la CGT le long d'un parcours Daumesnil-Bastille-République familial aux manifs de gauche. « *C'est là que Drouet a appelé des fafs*

Dans la tête d'un antisémite

Son physique de khâgneux binoclard cache un maurrassien canal historique. À 22 ans, Cyriaque se targue d'avoir été exclu de l'Action française pour antisémitisme. Aujourd'hui, membre de l'association dissidente « Amitié et Action française », proche d'Alain Soral, de Jérôme Bourbon (*Rivarol*) et de l'essayiste antisémite Hervé Ryssen, il a partagé leur estrade le 19 janvier lors d'un meeting organisé au nom du « *pays réel* ». Pour autant, Cyriaque ne fantasme aucun coup de force. « *Rien ne va se gagner par des manifs. On n'a pas réussi le 6 février 1934, pourquoi on réussirait maintenant ?* » Sur un plan plus métapolitique, cet enfant de la contre-révolution catholique s'assigne la mission de conscientiser les Français « *qui n'attendent plus rien des politiques* » et « *attaquent chez Macron la puissance de l'argent et des lobbies, le président des Rothschild* ». Complotiste assumé, Cyriaque n'y va pas par quatre chemins : « *Les mecs qui ont le pouvoir, c'est la communauté juive et la franc-maçonnerie* », qu'il dit infiltrées jusqu'au sommet de l'Action française. « *Je connais plein de juifs. On s'entend très bien, y'a aucun souci entre nous, mais au point de vue politique, ils n'ont pas à avoir le pouvoir. Soral a largement raison.* » Quid des récentes inscriptions et agressions antisémites ? « *À Marseille, les tags "juif" ont été faits par... un juif. "Jüden", ça peut aussi bien venir d'un manipulateur d'extrême gauche que d'un sympathisant du site [antisémite] Démocratie participative qui veut troller.* » Décidément, la France bouge. •

[NDLR : "France aux Français"] dans son service d'ordre pour faire contrepoids aux gauchistes qui voulaient s'approprier la manif. Il nous a fait venir sciemment alors qu'on avait frappé le NPA une semaine avant », raconte Franck, 22 ans, fier de faire le Zouave. Patatras, le 2 février, un black bloc antifa attaque le service d'ordre constitué de gilets jaunes radicalisés et de nationalistes notoires. Effrayés, Drouet et Rodrigues fuient la manif puis se plient aux injonctions de l'extrême gauche, le second, auréolé de son œil blessé par un tir de Flash-Ball, serrant la main de Besancenot dans la foulée. Au grand dam de sa base. N'est pas Lénine, Mussolini ni même Beppe Grillo qui veut...

S'il ne croit pas au sauveur suprême, le gilet jaune moyen s'est radicalisé au fil des semaines. « *Des catégories entières d'ennemis sont animalisées : on parle des libéraux, du gouvernement ou de Bruxelles comme "les chiens", "les singes", "les rats"* », relève Samuel. Cette phraséologie qui fleure le stalinisme de papa s'insère dans un imaginaire complotiste largement partagé de la droite à la gauche du mouvement. Il s'agit le plus souvent d'incriminer des élites financières et médiatiques parasitaires alliées de Macron, « *président de la banque Rothschild* », voire « *pute à juifs* », pour une minorité d'excités. À ce genre de dérapage, on mesure à quel point la génération internet s'est émancipée des prescripteurs d'opinion (télévision, presse) pour embrasser des contre-vérités alternatives.

Pour Memphis Krickeberg, chercheur en politiques pénales et animateur du site Solitudes intangibles, le socialisme des imbéciles a de beaux jours devant lui. Cet intellectuel marxiste identifie chez une partie des gilets jaunes un « *anticapitalisme du ventre* » potentiellement dangereux. « *Dans leur idéologie spontanée, beaucoup ont une vision très floue du "système" et des élites. Ils opposent le bon peuple aux méchantes élites. Comme si le capital n'était pas un rapport social, mais l'action d'une clique de malfaisants qui imposent leur domination de l'extérieur.* » Un tel appauvrissement de la pensée peut facilement basculer vers un ciblage des juifs, assimilés au « *capital abstrait* » par les entrepreneurs antisémites [voir encadré] qui investissent la rue.

Quoi qu'il en soit, nul n'entrevoit d'issue politique à la colère populaire toujours soutenue par une partie de l'opinion. Pas plus que le one-man-show présidentiel appelé « Grand Débat », le référendum d'initiative populaire ne saurait satisfaire ces millions de Français pétris de ressentiment contre les institutions. Le lynchage de la candidate gilet jaune, Ingrid Levavasseur, aux européennes par une partie de la foule symptomatise cet anti-électoratisme viscéral. Comme dirait ma boulangère, on n'est pas rendu. •

1. Scène remarquablement décrite dans le roman d'Alberto Garlini, *Les Noirs et les Rouges*.

ISSY-LES-MOULINEAUX LA MOSQUÉE DES MICMACS

Par Erwan Seznec, avec Anne-Sophie Nogaret



André Santini, maire d'Issy-les-Moulineaux, 1^{er} juin 2018.

En marge des travaux du métro, Issy-les-Moulineaux doit détruire une salle de prière musulmane. L'occasion de construire une grande mosquée démesurée pour cette petite commune. L'opposition municipale a déposé un recours contre le montage juridique baroque.

Officiellement, il ne se passe rien. Dans le cadre des travaux d'aménagement accompagnant la création des nouvelles lignes de métro du Grand Paris Express, la ville d'Issy-les-Moulineaux (69 000 habitants) remodèle un quartier où s'implantera une nouvelle station, sur la zone d'aménagement

concerté Léon-Blum. Il faut détruire un local qui fait office depuis quelques années de mosquée, 103 avenue de Verdun. Un autre local sera construit, 350 mètres plus loin, toujours avenue de Verdun, au n° 135. Début du chantier : automne 2019, inauguration prévue en 2021. Fin de l'histoire.

Ou plutôt, début de la polémique. À l'heure actuelle, deux recours ont été déposés contre le projet au tribunal administratif. Le premier, sans surprise, émane de riverains qui s'inquiètent de problèmes de voisinage, en particulier concernant le stationnement. Le second recours est plus inhabituel. Il a été formé par six élus LR de la majorité, dont Martine Vessière, ex-adjointe au protocole, et Paul Subrini, ex-premier adjoint, en guerre ouverte depuis juillet 2017 avec le maire UDI, André Santini. Ce dernier leur reproche d'avoir contribué à la défaite de son poulain aux législatives. Jérémy Coste, 30 ans, avait été balayé par le candidat LREM, Gabriel Attal, élu avec 57,5 % des suffrages.

Dans cette ambiance propice aux règlements de compte, le projet de mosquée est un dossier en or, tant la ville a multiplié les maladresses. La plus ahurissante est sans doute de ne pas en avoir parlé dans l'enquête d'utilité publique préalable au projet de ZAC Léon-Blum, qui s'est déroulée du 22 mai au 22 juin 2018. Le commissaire enquêteur, Olivier Jacque, a peu apprécié cette négligence. Il l'a fait savoir dans ses conclusions, rendues le 15 juillet : « *L'installation d'une salle de prière et d'un centre culturel musulman n'apparaît pas dans le dossier, ce qui a motivé 60 % des observations reçues sur les différents registres, dont une large majorité de personnes opposées à cette implantation [...]. Les intervenants ont le sentiment d'être mis devant le fait accompli.* »

Olivier Jacque a rendu un avis dévastateur sur l'ensemble du projet, pointant « *l'absence dans le dossier du projet de salle de prière et de centre culturel musulman* », mais aussi « *l'actualisation très incomplète* » d'un projet esquissé en 2015. La mairie est passée outre. Le permis de construire a été validé en août 2018.

Non-dit et opacité

Le défaut d'actualisation est incompréhensible. Six mois avant l'enquête publique, en décembre 2017, le conseil municipal avait acté la création d'un nouveau lieu de culte musulman, article dans *Le Parisien* à la clé. La mairie n'avancait donc pas masquée. De là à dire qu'elle a joué franc-jeu... Les délibérations municipales évoquent un « *centre culturel Georges-Dumézil* », auquel serait adossé un espace d'étude et de prière (à aucun moment le terme « mosquée » n'est employé) avec une salle pour les hommes et une salle pour les femmes, entrée et bibliothèque distinctes selon les sexes. Capacité : 1 000 fidèles. Surface des lieux de culte : 1 100 m² (contre 135 m² pour la salle

existante) plus 400 m² pour le centre Georges-Dumézil proprement dit. « *Nous estimons que la commune compte 4 000 musulmans dont 1 000 à 1 200 pratiquants*, plaide Thierry Lefèvre, premier adjoint. *Le projet n'est pas surdimensionné. Issy-les-Moulineaux compte plusieurs églises catholiques, deux églises arméniennes, une église maronite, un temple protestant, une synagogue... Pourquoi les musulmans seraient-ils les seuls à ne pas avoir de salle pérenne ?* »

En réalité, ils en ont une, dans la commune voisine de Boulogne-Billancourt. La mosquée de l'Olivier, à moins de 2 km de l'avenue de Verdun, peut abriter plusieurs centaines de fidèles. Par ailleurs, la construction de lieux de culte n'est pas exactement dans les compétences municipales. Les églises catholiques sont entretenues par les communes, car elles en sont propriétaires depuis 1905. À Issy, selon nos informations, la chapelle Saint-Sauveur, reconsacrée en janvier 2018 pour accueillir le culte maronite, a été rénovée grâce à un généreux donateur, Bernard Azzi, qui a versé 2 millions d'euros. Les associations arméniennes sont subventionnées régulièrement par la mairie, mais elles ont financé leur lieu de culte.

La communauté musulmane, pour sa part, va bénéficier d'un geste fort généreux. « *La construction du lieu culturel et cultuel musulman est estimée à 5 millions d'euros hors taxes* », précise Thierry Lefèvre, qui ajoute que « *le projet ne coûtera rien à la commune, car il est financé par les plus-values générées par l'opération d'aménagement.* » Mais en bon financier (il est cadre au Crédit Agricole), l'élus ajoute spontanément : « *Enfin, c'est une recette en moins pour la ville, bien entendu.* » La collectivité reste propriétaire des lieux. Elle va les louer à l'Association socioculturelle des musulmans d'Issy-les-Moulineaux (Ascsmi). Valeur de marché, dans du neuf, près d'une future station de métro du Grand Paris Express ? Au moins 250 000 euros de loyer annuel. « *Nous allons demander aux domaines de fixer le loyer, par souci de transparence* », ajoute Thierry Lefèvre, qui assure qu'il n'est « *pas question d'un montant symbolique* ».

L'Ascsmi a-t-elle les moyens de payer ? Ses porte-parole n'ont pas souhaité s'exprimer, mais à lire leur site web, ils ont des doutes : « *La capacité d'accueil du futur centre musulman est de 1 000 personnes et nous sommes aujourd'hui un peu plus de 500 adhérents. Si nous voulons être entendus, respectés et considérés, nous devons absolument agir et nous soutenir les uns les autres* », en adhérant et en faisant un don. De l'art d'embarrasser par des cadeaux démesurés...

Brouillard juridique

Tout cela est-il juridiquement bordé ? La question pourrait occuper un moment les avocats et les magistrats du tribunal administratif. La ville, en effet, a choisi un montage particulièrement complexe. →



Projet architectural pour le Centre culturel Georges-Dumézil, à Issy-les-Moulineaux.

Par un bail emphytéotique de longue durée, elle a confié le terrain, dont elle est propriétaire, à la société publique locale (SPL) Seine Ouest Aménagement, dont Issy est actionnaire à 51 % (avec Boulogne-Billancourt, Chaville, Meudon, Sèvres, Vanves et Ville-d'Avray). La SPL sera le maître d'œuvre et le bailleur. Il y aura d'ailleurs deux baux. Le premier sera signé avec une association municipale loi 1901, le Clavim, qui gèrera le centre culturel. Le second bail, concernant la partie culturelle, sera signé avec une association loi 1905...qui n'existe pas encore. « *L'association des musulmans d'Issy va la créer* », assure Thierry Lefèvre. C'est une obligation. La jurisprudence permet à une collectivité de mettre un local à disposition des fidèles, mais seulement dans le cadre de la loi de 1905 sur la séparation de l'Église et de l'État. Les associations loi 1901 ne peuvent en bénéficier. En pratique, jouant sur la diversité des missions assumées par les mosquées, beaucoup d'associations musulmanes, dont celle d'Issy, gardent aussi longtemps que possible le statut loi 1901, plus souple. Résultat, la ville délibère en ce moment d'un chantier à plusieurs millions au profit d'une association... qui n'existe pas. « *J'en ai vu, des montages acrobatiques pour financer la construction de mosquées*, confie l'ancien directeur financier d'une société publique locale francilienne, *mais ce montage-*

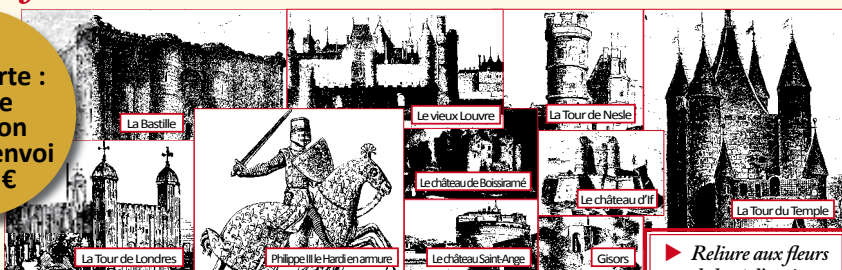
là est à ma connaissance le premier du genre ! La créativité de M. Santini est sans limites... »

Pourquoi la ville prend-elle tant de risques, sur le plan juridique et électoral ? Martine Vessière (LR, ex-adjointe en délicatesse avec le maire) est perplexe. « *Je ne comprends pas. Cette nouvelle mosquée est très grande par rapport à la demande identifiée. Il fera plaisir à l'électorat musulman, mais celui-ci n'est pas déterminant à Issy-les-Moulineaux.* » La liste d'André Santini est passée avec 67 % des suffrages dès le premier tour, en 2014. Le maire, qui ne se représentera d'ailleurs peut-être pas en 2020, n'a aucune raison de donner dans le clientélisme religieux. « *Issy-les-Moulineaux se boboïse*, analyse Martine Vessière. *Le maire et son premier adjoint souhaitent peut-être montrer leur ouverture d'esprit.* » Issy-les-Moulineaux, modèle de cohabitation interreligieuse ? L'idée peut séduire, à un détail près : rejetée par une minorité active de musulmans, la coexistence des religions est en plein recul dans des dizaines de communes franciliennes. Issy-les-Moulineaux pourrait-elle inverser la tendance ? Thierry Lefèvre assure que la ville a « *protocolé les droits et obligations des parties : pas de communication agressive, pas de prière dans la rue et des prêches traduits en français* ». On dirait que le minimum légal ne va pas de soi pour tout le monde. •

Sièges titanesques... Assassinats et trahisons... Légendes diaboliques... Trésors cachés... Aventures scandaleuses... Fêtes, joutes et tournois... Amours des rois et des reines...



Offre
Découverte :
20 € de
réduction
+ Frais d'envoi
à 0,01 €



Histoire et Mystères des Châteaux Forts

► Reliure aux fleurs
de lys, à l'ancienne
► Trois tranches
dorées
► Plus de 80
illustrations
► 384 pages
► Tirage limité

Les 51 plus fameux châteaux forts

La Tour de Nesle et les aventures scandaleuses de plusieurs reines • A Brie-Comte-Robert, Philippe VI épouse la très jeune fiancée de son fils... • Vincennes et l'amant de la reine Isabeau...

Entrez dans l'intimité des grands d'autrefois

• Le château de Bayard, le "Chevalier sans peur et sans reproches" • Louis I^{er} et son imposante tour : "On la bâtit, qui qu'en grogne !" • Porcnic et l'ombre de Gilles de Rais, détraqué et assassin...

Symboles du pouvoir royal et seigneurial

• Le vieux Louvre, forteresse, résidence royale et prison • Le Plessis-lès-Tours et les "fillettes" de Louis XI • Château-Gaillard, pris par la trahison.

A la chasse aux trésors cachés...

• Le château de Gisors, sa chapelle souterraine et le fabuleux trésor des Templiers ? • Nantouillet : Joyaux et pierreries dans un caveau secret. Vérité ou légende ?

Et les châteaux forts devinrent des prisons...

• La Bastille et "l'Homme

"Un récit authentique à dévorer comme le plus prenant des romans d'aventures"

au masque de fer" • La Tour du Temple, prison de Jacques de Molay et de Louis XVI et sa famille • La Tour de Londres : 1 000 ans d'assassinats politiques, d'emprisonnements et de supplices... • Le château Saint-Ange et le mystérieux Cagliostro.

Sièges titanesques et seigneurs brigands

• Le château de Coucy résista à Louis VI le Gros, au tremblement de terre de 1692 et à la Grande guerre ! • Les terribles seigneurs de Pierrefonds s'emparaient de tout • Mariages sanglants au château de Muro à Naples.

Légendes fantastiques

• La Tour du Diable : Un héritier débauché fait un pacte avec le Malin • L'ogresse du château de Pont-Gibaud • Couches, refuge secret de l'épouse adultère de Louis X le Hutin ?

Rare et précieuse édition de bibliophilie

Cet ouvrage, de 384 pages au format petit in-octavo (12x18 cm), est richement illustré de plus de 80 gravures. La reliure est exé-

Disponible aussi en ligne :
www.devesgre.fr/592

et par téléphone : (Prix d'un appel local)
0 970 465 238

tée à l'ancienne, avec dorure au balancier sur les 2 plats et le dos, cahiers cousus au fil, signet, tranche-fils et gardes assortis. Les 3 tranches sont dorées, raffinement rare et précieux.

Ma garantie absolue : "Enchanté ou remboursé"

Cette édition est soignée jusqu'à dans les plus petits détails. Vous devez être 100 % enchanté. Si vous êtes déçu, retournez-moi l'ouvrage dans les 30 jours et je vous rembourserai immédiatement.

Arnaud de Vesgre

En raison de son caractère exceptionnel, je dois limiter cette offre aux 300 premières demandes. Je vous invite à me répondre sans tarder. Merci d'avance. A. de V.

Bon pour 20 € de réduction et 1 livre GRATUIT

à envoyer (ou à recopier) aujourd'hui même à Arnaud de Vesgre Éditeur
38 rue de Berri - 75008 Paris - Tél. 0 970 465 238 - Fax. 01 53 01 66 41

OUI, Je souhaite recevoir votre magnifique édition de "Histoire et Mystères des Châteaux Forts", superbement reliée à l'ancienne avec les 3 tranches dorées, ainsi que "Le Château hanté du Calvados".

Je bénéficie de votre Offre Découverte (49 € seulement au lieu de 69 € + les frais d'envoi à 0,01 € au lieu de 12 €), avec 30 jours d'examen sans engagement.

Je n'envoie pas d'argent. Je réglerai à réception de votre facture, avant envoi du livre, la somme de 49,01 € (ou 2x24,51 €) (au lieu de 81 €). Si je vous retourne l'ouvrage, vous me rembourserez et je conserverai mon livre gratuit. CHTH01-0591

Nom Prénom

Adresse

RÉPONDEZ TOUT DE SUITE - N'ENVOYEZ PAS D'ARGENT !

GRATUIT : "Le Château hanté du Calvados"



Meubles déplacés... bruits d'origine inconnue... objets qui disparaissent et réapparaissent...

En répondant aujourd'hui, vous recevrez en cadeau gratuit et définitif "Le Château hanté du Calvados" de Camille Flammarion.



Arnaud de Vesgre

Éditeur à l'enseigne du cheval
38 rue de Berri - 75008 Paris
Tél. 0 970 465 238 - Fax. 01 53 01 66 41

(Vente uniquement par courrier, téléphone et Internet.)

BEURS SUR LA VILLE

Par Paulina Dalmayer



Dans *Le Livre des indésirés : une histoire des Arabes en France*, Antoine Menusier se penche sur les difficultés de l'intégration. Avec une empathie palpable, il fait parler ces enfants d'immigrés dont certains ont choisi la République et d'autres la voie d'un islam séparatiste.

Visite du Premier ministre Jacques Chaban-Delmas dans le bidonville de Nanterre, où vivaient plusieurs milliers de travailleurs algériens et marocains, juin 1971.

O n pourrait dire qu'il est dense, évoquer l'ambition encyclopédique qu'il n'est pas loin d'atteindre. Mais l'ouvrage d'Antoine Menuisier, *Le Livre des indésirés : une histoire des Arabes en France*, est d'abord une affaire passionnelle, témoignant de l'emprise que son sujet exerce sur l'auteur, comme sur nombre de journalistes, intellectuels, militants associatifs ou citoyens lambda préoccupés par ce qu'on appelle pudiquement « événements » quand il s'agit d'évoquer, à intervalles de plus en plus réguliers, émeutes de banlieues, bavures policières, agressions intercommunautaires ou prêches particulièrement virulents de prédicateurs islamistes dont un large public aura eu connaissance. « *Je me suis intéressé à cette histoire, précisément parce qu'elle est obsédante et toujours devant nous comme un secret de famille ou la goutte qui pend au nez* », lit-on dans l'avant-propos de l'épais volume.

Ce n'est pas la quête des origines qui a conduit Antoine Menuisier, un Blanc, Français de souche, ayant grandi, étudié et travaillé en Suisse – qu'on nous pardonne cette présentation ethnicisée –, à succomber à l'attraction fatale de la question arabe en France, ou plutôt à la question « *des "Arabes", un terme chargé d'affect* », remarquait-il. On le sent bien dans son écriture, dans l'émotion qu'elle dégage, dans l'empathie à l'égard de ses protagonistes qu'il dépeint à la façon d'un romancier, sans jamais travestir leurs destins ou propos par ses propres projections et attentes. En avait-il ? Probablement, si on veut bien reconnaître que les populations arabe et blanche vivent séparées, situation qualifiée d'« *apartheid* » par l'ancien Premier ministre Manuel Valls après les attentats de 2015.

Placé, pour ne pas dire parachuté, à la tête du Bondy Blog entre 2007 et 2011, Antoine Menuisier affirme n'avoir jamais entendu « *le moindre mot hostile à la France* ». Qu'on ne se trompe pas sur l'essentiel pour autant. Son regard posé sur la communauté musulmane et ses mutations n'a rien d'irénique. Le Bondy Blog, un site créé par des Suisses dans l'immédiat de l'après-émeutes de 2005, différait de ce qu'il est devenu par la suite et privilégiait à ses débuts une approche autodescriptive de la banlieue : « *L'image renvoyée n'était pas toujours valorisante, mais le but était de se situer au plus près à la fois de la réalité et de la subjectivité.* » Le goût pour les détails, les situations vécues, les scènes quotidiennes, dont cette « *voix des quartiers* » a fini par se couper au profit de discours revendicatifs et victimaires, aussi bien qu'en faveur de l'idéologie islamo-gauchiste, fait la force du récit d'Antoine Menuisier. Avant de parler des grandes fluctuations de l'Histoire, semble-t-il soutenir, racontons des histoires individuelles. Exemple : journaliste et écrivain, Nadir Dendoune reçoit la proposition de transformer la photo de son père, un « *chibani* » (entendez un vieux travailleur immigré maghrébin), en fresque murale. Il l'accepte, façon de rendre hommage à ce père analphabète, qui ne s'est jamais plaint de rien. Le portrait en sépia

de Mohand Dendoune en costume et ajustant son nœud de cravate s'affiche désormais sur une barre d'immeubles en banlieue parisienne. Une figure héroïque, digne, forçant le respect. « *Au regard de cette photo, commente l'auteur, le refus des hommes de la France insoumise d'entrer cravatés à l'Assemblée nationale, pour leur première, en juin 2017, avait quelque chose d'absurde.* » Mais le parcours chaotique de Nadir Dendoune a également de quoi surprendre. Tour à tour petit délinquant, bouclier humain à Bagdad, himalayiste, militant propalestinien formé par *L'Humanité*, il n'avait pas été mécontent, avec la gauche internationaliste, de l'interdiction de la pièce de Dieudonné en 2014. Une occasion de prendre ses distances avec Alain Soral, un allié contre nature des Noirs et des Arabes, parvenant *in fine* à « purifier » la cause palestinienne. « *Soraliser l'antisémitisme, c'était le rattacher à des racines européennes dominatrices, par-là lui trouver des explications en forme de circonstances atténuantes lorsqu'il se manifestait chez des jeunes gens et jeunes filles de banlieue, empathique avec leurs frères et sœurs de Palestine, sous domination juive comme eux l'étaient en France, pensaient-ils.* » Ceux qui cherchent à cerner le profil des récents agresseurs d'Alain Finkielkraut devraient peut-être regarder dans cette direction.

L'hypothèse de l'auteur fait de l'Histoire – celle des mouvements majeurs comme la colonisation, les indépendances, l'immigration, mais aussi celle des engagements, notamment dans la lutte anticolonialiste, anti-impérialiste ou pour la présence du hallal –, la clé permettant de comprendre le cheminement de la deuxième génération, « *charnière en presque tout* ». C'est elle qui, en quête d'une référence identitaire, a louché vers l'islam dont la politisation s'est opérée dès cet instant presque naturellement. *Le Livre des indésirés*, qui donne à voir une foisonnante galerie de portraits, révèle aussi que l'affaire Ramadan a dépouillé l'islam politique de sa superbe moralisatrice. Quelques années après que Hani Ramadan, le frère de Tariq, défendait dans les pages du *Monde* la lapidation à l'encontre des femmes et des hommes adultères, il a fallu se faire à l'idée que les musulmans n'étaient pas mieux armés contre les péchés de la chair que le reste de l'humanité. Une nouvelle humiliation ? La logique conspirationniste ne tardera pas à démasquer ses véritables auteurs... Car si d'un côté le livre d'Antoine Menuisier vise à « *aller au plus profond d'un nœud mental* », qui empêche une partie des Arabes vivant en France d'adhérer à ses valeurs et de s'y sentir à leur place, de l'autre côté son empathie lui fait oublier qu'il y a urgence à rappeler aux premiers intéressés, ces « *indésirés* », qu'ils devraient fournir le plus gros de l'effort pour que collectivement nous puissions atteindre ce but. Comme le souligne l'auteur, « *une histoire enfin désirable* » reste le souhait de tous. •



Antoine Menuisier, *Le Livre des indésirés : une histoire des Arabes en France*, éditions du Cerf, 2019.

ÉGLISE : LA VRAIE TRAHISON DES CLERCS

Par Alain Nueil

Déréalisation de la messe, dialogue irénique avec l'islam, démagogie tiers-mondiste : depuis Vatican II, la papauté tombe dans tous les pièges du monde moderne. Pendant que les églises se vident, Rome décourage les vocations en s'obstinant à refuser le mariage des prêtres.

Désespérante période pour les catholiques de France ! Pas un seul jour sans que le rouge de la honte nous monte au front en lisant ou écoutant les médias. Et quand ce n'est pas le rouge de la honte, c'est celui de la colère. En bonne théologie classique, un docteur de la foi dirait que nous sommes punis pour nos péchés. Aujourd'hui, situation neuve en deux mille ans de chrétienté, les catholiques sont punis pour les péchés, les erreurs et les lâchetés de l'Église.

Car cette femme qui se traîne sur les pavés de Jérusalem, couverte de crachats et de moqueries, c'est notre mère l'Église, l'épouse du Christ, et nous ne pouvons pas la renier, dire qu'elle ne nous est rien. Mais que Dieu me pardonne, nous n'avons même pas envie de lui tendre un verre d'eau, même pas envie de nettoyer sa face souillée. Parce que nous savons par quelles bêtises et quels aveuglements elle en est arrivée là. Alors impuissants, consternés, nous suivons son calvaire, perdus dans la foule de ses ennemis qui glapissent et ricanent. Y aura-t-il une résurrection après ce Golgotha ? La foi dit oui, mais la raison dit non.

Commençons par le dialogue interreligieux. Le pape François s'est rendu début février à Abu Dhabi pour rencontrer des dignitaires musulmans, dont le cheikh Ahmed Al-Tayeb, de l'université al-Azhar au Caire. Rencontre qui a donné lieu à de belles photos d'embrassades et fait ressentir aux protagonistes leur grande noblesse d'âme. Il serait grand temps de faire le bilan

de cette pitrerie baptisée « dialogue interreligieux » qui existe depuis les années 1980. À quoi a-t-il servi ? Strictement à rien. Les chrétiens d'Orient continuent à fuir l'Irak et la Syrie. Asia Bibi ne sait toujours pas si elle pourra quitter le Pakistan ou si elle sera pendue. Seize chrétiens massacrés dans une église de Jolo aux Philippines, les coptes vivant toujours dans la crainte d'un attentat, les chrétiens du Nigeria fuyant vers le sud pour ne pas se faire démembrer à la machette, etc. Fameux bilan pour un fameux dialogue.

L'islam est une religion conquérante qui ne pactise que le temps de la photo, chacun le sait. Chacun sait aussi, mais le pape François semble l'avoir oublié, que l'islam sunnite n'a pas de hiérarchie. Les ordres de paix et de bonne entente négociés avec ses dignitaires ne descendront jamais jusqu'aux fidèles de base. Exemple en France où les imams de Lavaur, Dijon, Nîmes et autres lieux n'ont pas dû se donner la peine de prêcher aux gamins qui fréquentent leur mosquée le respect des lieux de culte des autres religions. Vandalisme et profanations se multiplient dans les églises de France. « *Neuf lieux de culte ont été visés ces derniers jours*, écrit *Le Figaro* du 12 février. *La conférence épiscopale reste discrète pour éviter la surenchère.* » Et voilà la lâcheté ! Tout comme les directeurs d'établissements scolaires, les évêques ne veulent pas faire de vagues. Qui a bien pu commettre ces déprédations ? Aucune idée ? Peut-être les touristes chinois, ou les bouffeurs de curé du quartier ? On sait très bien qui caillassait les églises jusqu'à l'an dernier. Ce sont sans doute les mêmes qui dessinent des croix avec des hosties et de la merde. Laissons tomber le dialogue interreligieux, la meilleure façon pour l'Église de défendre la paix entre les religions, c'est de soutenir pleinement la laïcité à la française. L'Histoire a de ces retournements...

Pas de bilan non plus pour le Concile Vatican II. Depuis plus de soixante ans, l'Église vide les églises avec une belle énergie. À Noël, la messe de minuit, trop belle, trop attendrissante, trop sentimentale, a été remplacée par une veillée style MJC du quartier. La messe de Pâques, avec cette histoire suspecte de jeune →



En visite aux Émirats arabes unis, le pape François rencontre Ahmed Al-Tayeb, imam d'Al-Azhar, à la grande mosquée d'Abu Dhabi, 4 février 2019.

homme ressuscité qui dit aux femmes cette phrase abracadabrante : « *Pourquoi cherchez-vous parmi les morts Celui qui est vivant ?* », a été remplacée par une cérémonie d'accueil pour les nouveaux chrétiens, genre cérémonie de naturalisation des nouveaux Français en préfecture ou bien l'admission d'un nouveau frère dans la franc-maçonnerie. La messe de Pâques est enfin expurgée du surnaturel ! Les vieux cantiques chantés à l'unisson des pleines voix ont été remplacés par de tristes mélodies que savent seuls articuler la petite dame en gris qui conduit la chorale et ses quelques acolytes vieillissants. Et on accuse la « sécularisation » ! Et on accuse l'« hédonisme contemporain » ! La vérité est plus simple et plus cruelle : c'est l'Église qui a vidé les églises.

Le pire. Le pire du pire. Le vœu de chasteté détruit la catholicité. On sait qu'une telle exigence n'apparaît jamais dans l'enseignement du Christ, qu'elle résulte de la tradition et non d'un dogme, et que les autres branches du christianisme s'en passent fort bien, et s'accommodent de « Madame la femme du pasteur » et de « Madame la femme du pape ». Sans parler du Liban, où les prêtres maronites rattachés à Rome peuvent se marier. Je pense qu'autrefois, une vocation sincère pour la prêtrise pouvait s'accompagner d'une certaine indifférence envers les femmes. Des séminaristes se disaient : « Je respecterai facilement le vœu de célibat, d'autant plus que je ne me sens pas tellement attiré par les femmes. » Et puis, le temps passant, le jeune séminariste découvrait que cette apathie sexuelle cachait un intérêt pour les hommes, ou dans certains cas beaucoup plus graves, pour les petits garçons. Jusqu'aux récentes évolutions, la découverte de sa propre homosexualité était un non-dit absolu de la société et de la littérature, on pouvait l'ignorer longtemps. Ou toujours. Jean Cocteau dit quelque part que son père devait avoir les mêmes penchants que lui, mais qu'il ne l'a jamais su. Le jeune prêtre qui finissait par découvrir son orientation sexuelle sublimait, vivait une vie d'orgueilleuse frustration, aimait le club de foot de sa paroisse. Ou bien il succombait.

Aujourd'hui, la sublimation est impossible : les images sexuelles envahissent les écrans et les affiches des rues, on ne peut pas leur échapper. Le pape François, qui décidément n'en loupe pas une, a déclaré aux journalistes dans l'avion qui le ramenait de Panama, le 28 janvier dernier, qu'il s'opposait catégoriquement au mariage des prêtres. La machine à écarter les séminaristes hétérosexuels et à attirer les homosexuels va donc encore fonctionner à plein régime. Du moins dans la mesure très restreinte où il rentrera encore des jeunes hommes dans les séminaires. Un prêtre dont l'histoire me touche beaucoup, David Gréa, n'a plus aucune illusion à se faire. C'est le prêtre lyonnais écarté de son église à cause de son mariage et qui se sent une irrésistible vocation à demeurer prêtre et père de famille. Dommage pour lui et pour l'Église.

Conséquence apparemment bizarre, mais en réalité très logique du vœu de chasteté, le Vatican est peuplé de *monsignori* homosexuels. Il paraît que beaucoup de personnes le savaient déjà, mais voilà que Frédéric Martel embouche les trompettes de la renommée dans *Sodoma*, son livre promis à un gros succès. La façon dont ce journaliste a mené son enquête est un chef-d'œuvre de crapulerie qui lui vaudra quelques millénaires de purgatoire hard, avec marmite d'huile bouillante et arrachage des ongles à la tenaille à mesure qu'ils repousseront, pour peu que Dieu nous fasse le plaisir d'exister. Ce beau garçon a fait amitié avec quelques pauvres vieux archevêques et cardinaux, puis a couché avec eux pour obtenir leurs confidences et préparer un grandiose best-seller dont il ne reversera pas les gains au denier du culte. Qui, aux dernières nouvelles, en aurait bien besoin...

Coïncidence troublante, Mgr Ventura, nonce du pape à Paris, qui relève d'un AVC, aurait ces jours-ci tripoté les fesses d'un employé de la mairie de Paris. Au lieu de lui taper sur les doigts, le jeune homme a porté plainte, ravi de la célébrité médiatique que va lui apporter l'incident. Je suis d'accord avec Régis de Castelnau, le complotisme ne doit pas nous faire oublier qu'il existe aussi de vrais complots.

Que de ricanements gras chez les ennemis de l'Église, par exemple chez les fidèles d'une religion rivale, chez les éternels bouffeurs de curés, chez tous les gens de gauche qui méprisent l'Église aussi fort que celle-ci les aime. L'Église et la gauche, c'est un je-t'aime-moi-non-plus qui dure depuis des décennies et triomphe avec François. Et pour leurs ennemis, il est tellement facile et satisfaisant de taper sur les cathos, ce n'est pas eux qui se défendront à la kalachnikov ! L'Église aimerait tellement être une ONG de gauche comme les autres, mais voilà, il y a ce bagage importun à traîner, un fils né d'une mère vierge, qui s'est mêlé de transformer l'eau en vin et à ressusciter le troisième jour. Le catholicisme, l'un des piliers de l'Occident, va s'effondrer un de ces jours de sa propre faute, dans l'indifférence générale. Ce sera un chapitre à ajouter à *L'Étrange Suicide de l'Europe* de Douglas Murray.

Autant vous dire que l'ex-cardinal Bergoglio n'a pas sa photo parmi les images pieuses de mon missel. En plus, j'apprends qu'il n'aime pas Guaido, ce Vénézuélien héroïque qui a eu le courage de défier à mains nues la tyrannie. Il lui préfère le stalinien qui a mené son pays à l'échec sur tous les plans, Maduro. Ah, bravo la théologie de la libération ! Son seul succès est d'avoir libéré l'Amérique du Sud du catholicisme et de l'avoir livrée aux évangélistes. Amen, la messe est dite.

Peut-être que le mois prochain sera plus calme et qu'on n'y dénoncera que deux ou trois archevêques pédophiles et deux couvents de nonnes qui servaient de harem à leur confesseur. Espérons. •

QUAND LA PÉDOPHILIE ÉTAIT UN JEU D'ENFANTS

Par Paul Thibaud

Gide défendait autrefois les relations intimes entre adulte et enfant au nom de l'émancipation sexuelle. Ce crime pédérastique n'a heureusement plus droit de cité. Mais au nom du risque zéro, on ne saurait effacer toute possibilité de transmission entre les générations.

Il est impossible et impensable de ne pas dénoncer par principe la pédophilie, mais on est aussi contraint de s'interroger sur le fait que cette réprobation, pour être unanime, n'en est pas moins récente. Il y a une quarantaine d'années, la mode était à la libération sexuelle des très jeunes, sans que l'on s'interroge sur la mise en œuvre inégalitaire et oppressive de ce programme. Ce ne fut qu'une mode, mais si l'on remonte un peu plus le temps, on observe que Gide, pédophile proclamé, fut il y a un siècle un écrivain considérable, un maître à penser, le titulaire d'un prix Nobel qui ne surprit ni n'indigna personne.

Pour comprendre le changement d'époque, on peut partir de Gide et plus précisément de *Corydon*, (publié en 1921) où il fait la théorie et l'éloge de ce qu'il appelle la pédérastie. L'homosexualité (l'« uranisme ») est, dit-il, une chose aussi naturelle que répandue, chez les animaux aussi bien que chez les humains, par rapport à quoi l'hétérosexualité semble une construction cultu-

relle, une exception comme l'est l'union féconde, alors que la « volupté » est une constante qui peut prendre toutes les formes. La pédérastie promue par Gide est une forme de l'homosexualité, mais pas la seule. Le porte-parole de l'auteur, Corydon, l'oppose à l'« inversion » de l'homme efféminé, l'homosexuel passif, qu'il reproche à Proust d'avoir mis en avant. À la pédérastie en revanche, il trouve des justifications et propose un statut, celui de l'« amour grec », caractéristique, juge-t-il, des périodes de grande culture, de Périclès à Shakespeare en passant par l'Italie de Michel-Ange. La pédérastie correspond à l'éveil de la sexualité chez les garçons, qui jusque vers 18 ans, reste « *sans exigence bien précise* ». Cette indétermination devient, grâce au lien avec un aîné, une initiation. En « fixant » ainsi les jeunes gens, elle a pour effet de garantir « *la pureté du gynécée* », de protéger les femmes et de rehausser leur image au niveau d'Andromaque et d'Antigone. L'embellissement hellénique de la pédérastie pouvait laisser sceptique. Au nom de la morale, du contrôle de soi, on pouvait condamner la frénésie de celui qui prenait l'initiative, mais on supposait que l'objet de ce désir déréglé n'avait guère à en souffrir.

Dans son désir d'instituer à part la sexualité erratique et précoce des garçons, Gide rencontre un de ses contemporains, Léon Blum, qui dans un essai publié en 1907 (*Du mariage*) défend, contre l'initiation par les prostituées, une période d'essais et de vagabondage commune aux garçons et aux filles. Gide trouve cette proposition irréaliste. Elle l'était sans doute alors, mais, depuis, le changement des mentalités et surtout le progrès de la contraception ont fait de cette anticipation la pratique commune. Du coup, la proposition « grecque » de Gide, qui avait d'emblée le défaut d'ignorer les désirs des adolescentes, ne correspond plus du tout à notre situation.

La sorte d'utopie dont Gide enveloppe son homosexualité est en décalage avec les valeurs d'égalité des sexes et d'autonomie de l'enfant qui, depuis un siècle, n'ont cessé de s'affirmer. De ce décalage, qui n'est pas →



Statuette du dieu Pan et son éromène, Daphnis, sculpture romaine
d'après un original grec, 1^{er} siècle av. J.-C.

récent, Gide devait être conscient puisqu'il a choisi des pays exotiques pour ses pratiques personnelles. Ses frasques au Maghreb avaient peu à voir avec « *la formation uranienne des enfants de l'Antiquité* » décrite par Corydon, mais il y a trouvé ou cru y trouver un monde où, dans le cadre doublement inégalitaire de mœurs anciennes et d'une situation coloniale, l'enfant pouvait apparaître comme le partenaire d'un amusement correspondant à son âge et surtout à sa condition.

Les cultures acceptant la pédophilie ont en commun, au contraire de la nôtre, d'assigner les enfants et adolescents à une condition inférieure. Le vocabulaire est éclairant : dans la culture qui, pour Gide, fait référence, le mot *païs* peut désigner un garçon, un esclave ou un jeune esclave, ce qui montre que la condition de l'esclave et celle de l'enfant sont proches. Tous deux sont des dominés irresponsables, étrangers à toute culpabilité pour les jeux dont ils sont l'objet. Cette proximité « statutaire » de l'enfant et de l'esclave en contexte gréco-romain apparaît directement dans le récit que deux évangélistes, Matthieu (8, 5-13) et Luc (7, 3-10) font de la guérison à Capharnaüm du « serviteur » d'un centurion : pour indiquer la condition de ce serviteur, ils emploient parfois *païs* et parfois *doulos* (esclave, sans ambiguïté).

Les conditions de l'utopie pédérastique de Gide sont ce que notre société rejette de plus en plus. La répression de la sexualité des femmes hors du mariage favorisait l'existence d'un « marché sexuel » entre hommes et la différence de statut entre les générations rendait supportable l'inégalité des échanges. Quant à nous, au contraire, en proscrivant les violences éducatives, nous avons aboli la dernière trace du statut inférieur qui rapprochait l'enfant de l'esclave. Ce statut pouvait être justifié par l'idée (que reprend Gide) que l'enfant n'est encore que le matériau d'une humanité à venir. En montrant que la psychanalyse intervenait trop tard pour guérir les traumatismes du début de la vie, Françoise Dolto a réfuté cette idée. Ayant reconnu pleinement nos devoirs envers l'enfant, nous sommes devenus des anti-pédophiles vigilants. L'infériorité irresponsable de l'enfant avait pu recouvrir et dédramatiser la pédophilie, l'émancipation de l'enfant la montre désormais dans sa brutalité.

Il est vrai que cette conséquence n'est pas apparue tout de suite. Dans un premier temps, l'émancipation juvénile a été associée à la promotion des relations sexuelles entre adolescents et adultes, dont Gabriel Matzneff a fait l'apologie. Mais ce ne fut qu'un intermède : l'émancipation générale a buté sur l'inégalité réelle. Des faits divers ont montré la réalité sordide que cette libération pouvait recouvrir, la pédophilie est apparue insupportable et cynique, l'indéfendable par excellence.

L'impossibilité de la pédérastie revendiquée n'a pas entraîné la fin de la pédophilie, mais elle l'a déplacée,

privatisée, de sorte qu'elle est devenue une pratique de proximité, concernant les filles et les garçons. Elle peut être le fait d'un très proche, comme l'ami de la famille que montre « à l'œuvre » le film autobiographique d'Andréa Bescond, *Les Chatouilles*. Elle peut résulter, comme dans la troupe de Bernard Preynat, de l'exploitation d'une relation éducative chaleureuse. Dans tous les cas, elle trahit la confiance accordée par le plus jeune, auquel elle inflige une blessure encore plus profonde d'être associée à la séduction.

L'Église catholique se trouve au centre des débats actuels sur la pédophilie, la cible principale des dénonciations, au prix de certaines confusions. Doit-on dire que le « pouvoir sacré » des prêtres qu'incrimine Christine Pedotti favorise les abus ? On peut en douter pour la France où le peuple catholique est depuis longtemps distant voire méfiant à l'égard du pouvoir clérical. En revanche, le cléricalisme fonctionnel de l'institution a évidemment favorisé sa prétention de tout régler en interne, donc la dissimulation et l'ignorance des séquelles pour les victimes.

La focalisation du débat sur les institutions catholiques a pour inconvénient de faire oublier une question générale, celle de la relation pédagogique dans une société qui veut émanciper l'enfant. On se demande souvent si cette société individualiste est capable d'éduquer, de fournir aux arrivants plus qu'une information rationnelle, un pur enseignement. Dans l'école, la tendance est à présenter les valeurs de la démocratie de manière tout abstraite, sans les rattacher à aucune appartenance, en particulier nationale, laissant aux jeunes toute la responsabilité de l'affiliation. Sauf dans la famille, la société des individus voit les générations comme à part, laissant à ceux qui entrent dans la vie le choix de leurs orientations fondamentales. Mais sur ce fond disloqué, émietté, subsistent, se développent peut-être, des lieux d'implication éducative forte, d'initiation, où les entrants sont guidés par des anciens : clubs sportifs, ateliers de théâtre, mouvements de jeunes, groupes religieux... Ces lieux sont légitimes et sans doute nécessaires, mais l'affectivité qu'ils mobilisent peut (pédophilie ou non) être pervertie, comme l'a montré la théologienne Geneviève Médevielle dans *La Croix* à propos des religieuses en formation.

Cela porte à considérer avec un peu de distance nos propres indignations. Le meilleur peut connaître la pire des corruptions, ce n'est pas une raison pour s'en priver. Comme la famille est exposée à l'inceste, les lieux de formation le sont à la pédophilie. Quand une relation dépasse le domaine du juste et de l'injuste, quand il s'agit de partager quelque chose de plus substantiel, un Bien ou une idée du Bien, autrement dit : quand cette relation est humainement productive, elle comporte une part de danger. Nos dénonciations sont trompeuses quand elles font croire que ce qui nous indigne n'a aucune prise sur nous. •



Nicolas Maduro, alors président par intérim du Venezuela, en meeting électoral à Catia La Mar (État de Vargas), 9 avril 2013.

VENEZUELA ÉCHEC À LA HAVANE, MAT À CARACAS

Par Renée Fregosi

Plus que la chute du prix du pétrole, la faillite du système militaire et économique chaviste est responsable de la crise vénézuélienne. Le sort du président Maduro, formé et appuyé par Cuba, se trouve entre les mains de l'île castriste.

Le Venezuela connaît une grave crise politique depuis la dernière élection d'Hugo Chavez, en 2012, qui s'est envenimée depuis l'élection de son successeur Nicolas Maduro, en 2013, et plus encore après les élections législatives de décembre 2015. Malgré leur caractère très inéquitable, ces élections ont donné une victoire écrasante (122 députés sur 165) à l'opposition unie, la MUD (Mesa de la Unidad Democrática), alliance de plusieurs partis dont l'axe est constitué, d'une part, de Primero Justicia, parti de centristes issus de la démocratie chrétienne et, d'autre part, de trois partis membres de l'Internationale socialiste, Accion Democratica, Voluntad Popular et Un Nuevo Tiempo, qui totalisent à eux trois 62 élus sur les 112 de la MUD. Cette victoire paradoxale de l'opposition dans une situation autoritaire traduit le rejet massif du régime de la part de la population. La situation, extrêmement préoccupante, ne cesse de s'aggraver : une crise humanitaire, alimentaire et sanitaire sans précédent pousse les Vénézuéliens à quitter en masse leur pays. En septembre 2018, environ 3 millions de personnes (soit près de 10 % des 31 millions d'habitants) avaient émigré à l'étranger. Or, contrairement à ce que l'on entend souvent, notamment pour dédouaner le régime chaviste, la crise économique ne résulte qu'en partie de la baisse du prix du baril depuis 2014. L'épuisement des ressources clientélistes chavistes provenant du

pétrole est dû bien davantage à la chute drastique de la production nationale causée par l'abandon de l'appareil productif dans ce secteur où le renouvellement technologique et la compétence des cadres sont primordiaux.

La crise est en fait, essentiellement, l'effet d'une économie nationale livrée à la prédation, à l'impéritie et à l'incurie, ainsi qu'à une militarisation de l'administration et à une soumission à Cuba. Au début des années 1960, Fidel Castro avait en effet souhaité lier le destin de Cuba à celui du riche Venezuela. Mais clairvoyant, le président vénézuélien Romulo Betancourt y avait fait résolument barrage. Hugo Chavez va alors permettre de réaliser ce vieux rêve cubain. En proclamant le « *socialisme du xxi^e siècle* », Chavez a ouvert la voie aux Cubains qui vont progressivement s'emparer de tous les rouages de l'État vénézuélien : les missions sociales, les forces armées, les transports (notamment aérien) et jusqu'aux services de l'état civil. Depuis la mort de Chavez en 2013 et l'avènement de Nicolas Maduro, formé à Cuba, le castrisme règne en maître sur la destinée du Venezuela derrière une fiction de démocratie électorale.

L'exode de la population a donc été induit à la fois par les expropriations (692 entre 2002 et 2016, les entreprises les plus rentables étant cédées à des militaires) et les fermetures d'entreprise (plus de 500 000 entre 1999 et 2018), un antisémitisme inédit (entre 2009 et 2012, de 60 à 80 % des 18 000 juifs du pays ont émigré), la répression politique (à partir de 2002, la répression systématique commence et en septembre 2018 on dénombre 357 prisonniers politiques), et plus généralement par la violence au quotidien, le chômage, la faim et les problèmes de santé. Face à cette situation dramatique et faute d'avoir pu trouver un *modus vivendi* avec →

Renée Fregosi est philosophe et politologue. Dernier ouvrage paru : *Français encore un effort... pour rester laïques*, L'Harmattan, 2019.



Affrontement entre des manifestants anti-Maduro et les forces de l'ordre, à la frontière entre le Venezuela et la Colombie, 23 février 2019.

l'exécutif, le 23 janvier 2019, à la date symbolique commémorant la chute du dictateur Pérez Jiménez en 1958, la majorité législative a formellement destitué Nicolas Maduro et a nommé le président de l'Assemblée nationale, Juan Guaido, président par intérim en vue de l'organisation d'une élection présidentielle libre.

À la suite de plusieurs États latino-américains, les États-Unis et l'Union européenne ont alors pris position clairement en faveur de l'opposition démocratique. Par ailleurs, les défections du camp chaviste, tant civiles que militaires, se sont multipliées ces dernières années (notamment le général Raul Baduel, ancien compagnon de Chavez, dès 2009, Luisa Ortega Diaz, procureur de la république, en 2017, et, début février 2019, le général d'aviation Francisco Estéban Yanez Rodriguez). Mais Nicolas Maduro peut encore compter sur une partie des forces armées qui lui reste fidèle et sur l'appui de Cuba. Aussi, les négociations organisées sous l'égide du Vatican fin 2016 puis début 2018 n'ont-elles mené à rien, pas plus que la table ronde de Montevideo début février 2019.

Le « castro-chavisme »

Hugo Chavez avait été élu démocratiquement à une large majorité en 1998. Il faisait alors figure de sauveur, promettant de revivifier la vie politique nationale et faisant rêver à un retour de l'État providence passé.

Le Venezuela connaissait à l'époque une crise de son système redistributeur et intégrateur mis en place dans les années 1960. Sous l'effet conjugué d'une explosion démographique, de la corruption et de la sclérose du modèle de développement, les personnes exclues des systèmes scolaire, de santé publique et d'accès au travail légal s'étaient multipliées.

Les années 1960-1970 avaient été deux décennies « glorieuses » pour le Venezuela qui était devenu à la fois un modèle démocratique et social et un refuge pour les persécutés des régimes dictatoriaux environnants. À la suite de Romulo Betancourt (président de 1959 à 1964), leader fondateur du parti Action démocratique et promoteur de l'OPEP en 1960, son camarade Raul Leoni (président de 1964 à 1969) avait modernisé et diversifié l'appareil productif national. Certes, l'industrie pétrolière contribuait de façon majeure à la redistribution, mais Leoni veilla à développer notamment l'industrie sidérurgique et l'agroalimentaire afin de ne pas dépendre entièrement de la rente pétrolière « *dangereuse et immorale* ».

Pendant les premières années de son régime, Chavez donna l'impression de rétablir cette époque de justice sociale. Mais l'autoritarisme politique se renforça au rythme de la mise en coupe réglée de l'économie par la « *boliburguesia* » (la « bourgeoisie bolivarienne »,

groupe de parvenus enrichis grâce au régime). La presse a été muselée, la radio et les fréquences de télévision progressivement mises au service du pouvoir. L'opposition politique a été ouvertement persécutée après avoir été de plus en plus contrainte dans ses moyens d'expression et d'action, et jusque dans le choix de ses candidats (les principaux leaders de l'opposition étant un à un invalidés, voire emprisonnés et condamnés sous des prétextes fallacieux). Quant au président Chavez, bien qu'ayant un parlement à sa main, il a commencé à gouverner par décret dès 1999 grâce à la proclamation renouvelée pour une raison ou une autre de l'état d'urgence. Nicolas Maduro a continué avec la même méthode : en août 2013, « état d'urgence électrique », novembre 2014, vote de la loi habilitante (accordant les pleins pouvoirs au président), mai 2017, renouvellement de l'état d'exception.

Car ce que le chavisme appelle « démocratie » n'a rien à voir avec l'élection libre. Le peuple devient l'antipeuple lorsqu'il vote contre le chavisme. La nouvelle Assemblée nationale issue du vote du 6 décembre 2015 est donc considérée comme une assemblée « bourgeoise » qui ne représente pas le « peuple ». Dans cette logique de type bolchévique, l'idée même de l'alternance est contre-révolutionnaire. Cette logique autoritaire et prédatrice est certes présente au cœur du chavisme dès l'arrivée au pouvoir d'Hugo Chavez et sa constitution de 1999. Mais à partir de la tentative calamiteuse de coup d'État de 2002, l'autoritarisme politico-militaire de Chavez converge avec celui du communisme cubain, le système combinant corruption et dirigisme économique centralisateur.

Une transition vers la démocratie ?

Une dictature peut être défaite par la violence : à travers une guerre extérieure, une guérilla, une guerre civile ou d'un coup d'État. Ainsi, face au rejet massif du régime par la population vénézuélienne, l'intransigeance du groupe maduriste peut faire craindre le déclenchement d'une guerre civile généralisée, d'autant que les armes circulent librement au Venezuela. Par ailleurs, l'épuration régulière des forces armées depuis 2002, envoyant à la retraite un grand nombre de militaires critiques des dérives du régime et surtout du désastre national produit par le chavisme, ainsi que les défections successives de militaires à tous les niveaux de la hiérarchie laissent envisager la possibilité d'un coup d'État. Enfin, les forces militaires états-uniennes présentes en Colombie, pays frontalier, et les menaces verbales de Donald Trump alimentent le spectre d'une intervention extérieure.

Tous ces scénarios violents qui ne garantissent nullement une restauration démocratique sont vigoureusement rejetés par l'opposition démocratique unie. Depuis la victoire électorale aux législatives de décembre 2015, l'opposition vénézuélienne a en effet explicitement

choisi l'option de la « transition vers la démocratie », c'est-à-dire une sortie pacifique et négociée de la dictature grâce à l'organisation d'une élection présidentielle libre refondant un ordre institutionnel démocratique. Pour inciter le pouvoir chaviste à cette négociation, l'Assemblée nationale a même voté le 16 janvier 2019 une loi d'amnistie pour tous « les civils et militaires qui collaborent avec la restauration de l'ordre constitutionnel ». Toutefois, il reste difficile de trouver des interlocuteurs au sein du régime.

Par ailleurs, les derniers développements de la crise migratoire et humanitaire ont poussé l'opposition vénézuélienne et ses alliés à l'étranger à mettre en place des circuits d'acheminement et de distribution d'une aide humanitaire massive (alimentaire et sanitaire notamment). Le 16 février, le président par intérim Guaido, désormais reconnu comme tel par de nombreux pays, a accrédité 3 000 jeunes volontaires pour participer à la réception et à la répartition de ces biens de première nécessité. Quelques cargaisons ont pu déjouer le blocage décrété par le régime chaviste, mais une livraison de médicaments très sensibles effectuée par la France a été retenue en plein soleil pendant plusieurs heures le 17 février. Car Maduro s'oppose à l'entrée de toute aide et tente vainement d'exalter la population en affirmant que « le Venezuela n'est pas un pays de mendiants ».

Les gouvernements d'Allemagne, d'Espagne, de France, d'Italie et du Royaume-Uni ont cependant confirmé une aide conjointe de 18,5 millions de dollars. Par ailleurs, les présidents chilien et paraguayen ont fait le déplacement à Cúcuta, en Colombie, à la frontière avec le Venezuela, pour manifester leur soutien total à l'acheminement de l'aide humanitaire. Le 23 février, les premiers convois d'envergure doivent arriver à la population vénézuélienne, mais Vladimir Padrino Lopez, ministre de la Défense et commandant en chef des forces armées, a affirmé qu'il ferait doubler le nombre de militaires à la frontière pour l'empêcher, quitte à contraindre les convois à « passer sur les cadavres ». La violence du régime est alarmante, mais elle peut tout autant être le chant du cygne qui annonce son effondrement prochain.

Le bras de fer engagé autour de l'arrivée de l'aide humanitaire pourrait alors constituer une spécificité de la transition à la démocratie au Venezuela : face à l'impérieuse nécessité de venir en aide à la population et aux assurances d'impunité données par l'opposition, on peut espérer qu'une fracture décisive se produira enfin au sein du pouvoir chaviste. Maduro serait alors contraint de se réfugier à Cuba qui renoncerait pour sa part à son emprise impérialiste sur le Venezuela, probablement grâce à la promesse discrète des gouvernements étrangers, notamment européens, d'une aide financière à la grande île, elle aussi en proie à la faillite castriste... •



Le camp S-21 de Tuol Sleng, à Phnom Penh, principal centre de torture sous le régime de Pol Pot, reconverti en Musée du génocide.

POL POT, CONNAIS PAS !

Par Stéphane Germain

Dans un des pays les plus pauvres du monde, durement éprouvé par le génocide khmer rouge, tout le monde semble avoir oublié les exactions de Pol Pot et ses sbires. Nul devoir de mémoire ne rappelle aux Cambodgiens l'inhumanité du Kampuchéa démocratique (1975-1979) responsable de millions de morts. Reportage en terre d'amnésie.

Sur les quais de Phnom Penh, des haut-parleurs nasillards poussés au maximum hurlent à l'intention des dizaines de milliers de Cambodgiens qui se sont déplacés pour le Water Festival. En contrebas du quai Sisowath, dans les pirogues géantes qui s'affrontent sur le Tonlé Sap, cent rameurs monochromes caressent les eaux brunâtres de l'affluent du Mékong, en évitant toutefois de trop agiter la boue.

Remuer la vase, ce n'est pas trop le truc des Cambodgiens. Dans la foule joyeuse, dont la peau sombre trahit souvent l'origine campagnarde, combien savent que Nuon Chea et Khieu Samphan, deux anciens hauts dignitaires Khmers rouges, viennent d'être condamnés pour génocide ? Aucun. Cette indifférence n'est pas un hasard des circonstances. Le désintérêt pour les quatre années de terreur khmer rouge semble bien constitutif de la nouvelle identité cambodgienne.

Les « Killing Fields » : une excursion comme les autres

Les Occidentaux qui visitent les lieux témoignant de l'horreur du « Kampuchéa démocratique » y connaissent des effarements successifs. Ainsi, le camp S21 de sinistre mémoire a-t-il conservé les allures du paisible lycée qu'il était à l'origine. Dès l'entrée

pourtant, l'absurdité du règlement intérieur du camp de torture – rédigé en français – glace le sang, tant on sent à sa lecture que respirer, c'était déjà l'enfreindre. Après avoir pris conscience qu'il foule la terre de l'un des régimes les plus atroces d'une humanité pourtant créative, le voyageur, s'il jette un coup d'œil circulaire aux gens qui l'entourent, ne trouvera que ses semblables. Des touristes déposés là par des tuk-tuk souriants pour qui le souvenir des crimes est devenu un business. Ces « Killing Fields » sont un peu à l'image du Père Lachaise, un cimetière privé d'émotion. « *C'est effectivement une excursion comme les autres* », glisse ce conseiller du gouvernement dont la famille, après la chute du régime, a miraculeusement récupéré sa maison sur l'élégante rue 240 qui longe le palais royal. S'il est impossible d'imaginer concrètement la vie sous la férule démoniaque de l'Angkar, il reste en revanche loisible aux Occidentaux de faire une expérience à des années-lumière de leur culture : l'amnésie collective du Cambodge. Lorsque l'on vient d'un pays qui ressasse à l'envi ses heures les plus sombres, comme si elles étaient les seules à avoir existé, cette mémoire déficiente a quelque chose d'exotique.

Contrairement à l'impression que le cinéma de Rithy Panh ou de Neary Adeline Hay peut donner, le « devoir de mémoire » n'a en réalité aucune légitimité au Cambodge. Les auteurs de ces œuvres remarquables ont tous été imprégnés de culture occidentale et leur travail de mémoire reflète ce métissage. Le père de Neary Adeline Hay, esclave des Khmers rouges, fait d'ailleurs ce constat amer de retour dans son pays en 2016 : « *C'est comme si ces trois ans, huit mois et vingt jours de ma vie n'avaient jamais existé !* »

On notera avec lui que le calendrier officiel cambodgien est vierge de toute commémoration des crimes khmers rouges – seul le 7 janvier, « jour de la victoire », est ici célébré. « *Une curieuse victoire d'ailleurs* », souffle avec un sourire gêné le conseiller du gouvernement, puisqu'il s'agit de celle des Vietnamiens – libérateurs, mais détestés – sur le régime défait de Pol Pot. Un monument à la mémoire des victimes des massacres a bien été tardivement installé dans la capitale en 2016, mais il a été prestement démonté dans les semaines qui ont suivi, pour être « déménagé » dans un endroit dont les autorités n'ont pas jugé utile de communiquer les coordonnées... →

En 1963, Bertrand Blier, après avoir interviewé huit jeunes Français, avait défrayé la chronique en en tirant un documentaire au titre provocateur : *Hitler, connais pas*. Un remake cambodgien n'aurait certainement pas le même retentissement à Phnom Penh. La jeunesse, qui flâne en jeans sous les choucrouteries lumineuses de la façade des Naga World, les deux immenses casinos chinois où officient des croupières aux manières de danseuses Apsara, ne connaît pas Pol Pot.

Que transmettre des crimes de Pol Pot ?... Rien

Cela semble incroyable, mais à l'école, les jeunes Cambodgiens n'ont reçu aucun enseignement éclairant les quatre années terribles qu'a traversées leur pays. « *Mes étudiants n'évoquent absolument jamais ce passé* », confirme Jean-Michel Filippi, professeur à l'université royale de Phnom Penh. Tous les témoins rencontrés sur place confirment cette indifférence collective à ce terrible héritage, qu'ils expliquent par le poids écrasant de la famille dans la société cambodgienne. Le respect du silence de leurs aînés est tel qu'il ne serait pas concevable pour des enfants curieux d'histoire – hypothèse déjà improbable – d'interroger les anciens. À la maison, où trois à quatre générations cohabitent, les plus âgés ne leur ont rien transmis du chaos mortifère qui a dévasté un quart de la population de l'époque.

De prime abord, la pyramide des âges constitue un demeurant une explication plausible de cette amnésie collective. Les saignées subies par les générations nées avant 1975 sont telles que les plus de 65 ans sont deux fois moins nombreux ici qu'au Vietnam – malgré trente années de guerre contre les Français, puis les Américains ! Sur le boulevard Norodom, la mémoire semble aussi rare que les vieillards. Parmi eux, statistiquement, quelques petits bourreaux retraités, peu portés sur la contrition et moins encore sur la transmission d'une mémoire honteuse.

Mais la démographie n'explique pas seule ce trou noir mémoriel. Il faut se souvenir des forces géopolitiques écrasantes qui se sont soudainement abattues, dans les années 1970, sur cet ancien protectorat français de quelques millions d'habitants. Situé au confluent des luttes d'influence soviétique et chinoise pour le contrôle des différents mouvements communistes asiatiques, le Cambodge subissait également les retombées du conflit américano-vietnamien voisin.

Derrière le Kampuchéa démocratique, se profilait en effet la gigantesque ombre de la Chine de Mao Zedong. Les Khmers rouges offraient somme toute une version à peine plus hardcore des Gardes rouges. En 1975, les « conseillers » chinois du régime avaient d'ailleurs investi différents lieux de Phnom Penh. Ils réquisitionnèrent ainsi la superbe Bibliothèque nationale construite par les Français. La Révolution culturelle inspira les soldats de Mao qui transformèrent ce

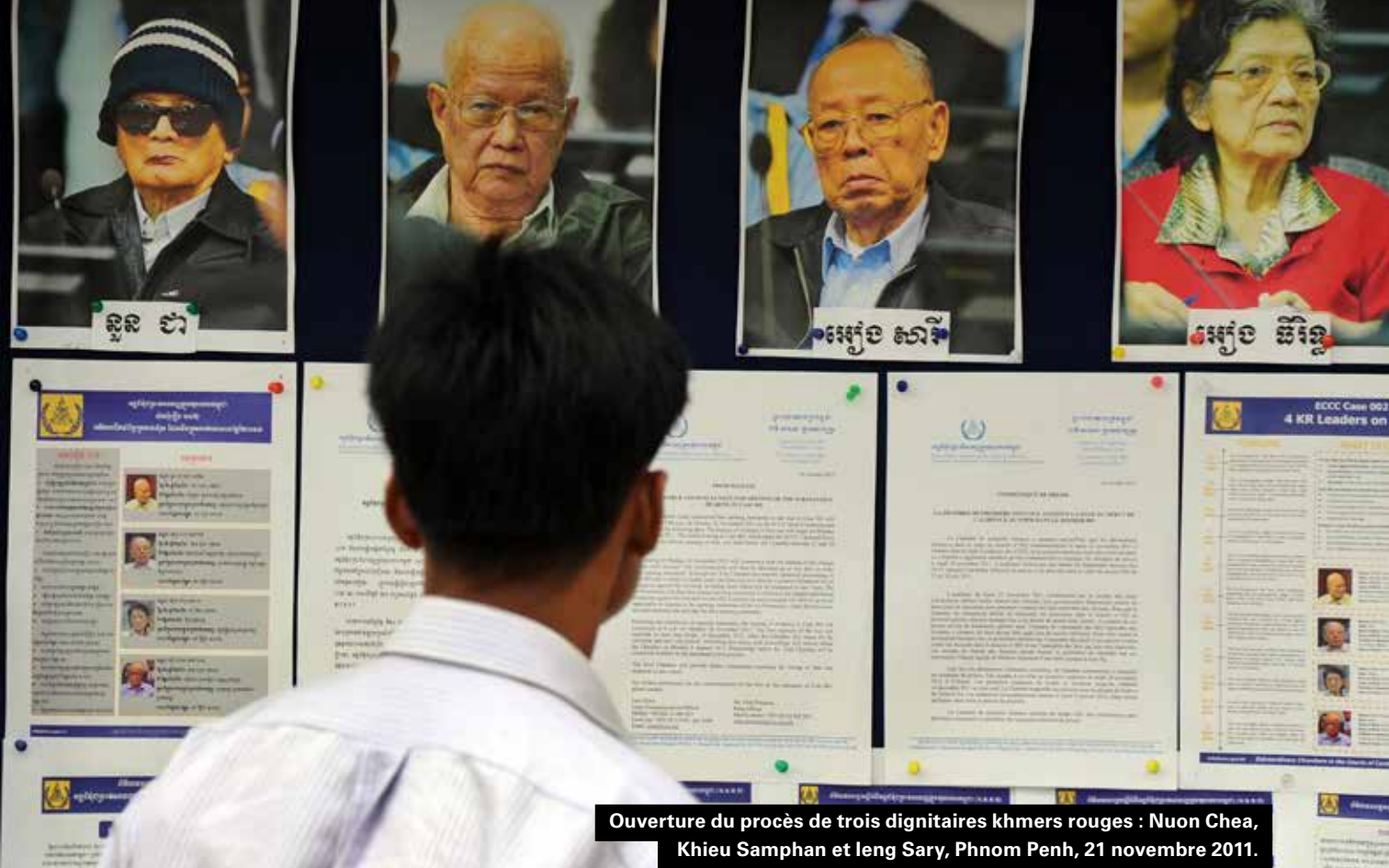
temple des livres en authentique porcherie, où porcs, truies et porcelets déambulaient entre les rayonnages. Les trésors de la bibliothèque furent transformés en combustible ou recouverts de déjections porcines. Le *Petit Livre rouge* suffisait visiblement à la soif de lecture de l'avant-garde du prolétariat.

Lorsqu'à la chute de Pol Pot en 1979, le pays fut d'abord mis sous tutelle vietnamienne, donc russe, c'est évidemment avec l'aide des Chinois que le « Frère numéro un » put prendre le maquis et lutter contre la nouvelle République populaire du Kampuchéa d'obédience soviétique. Ses crimes n'avaient pas fait ciller l'oncle Mao. Complicité des Chinois donc, mais également aveuglement des Occidentaux, les Américains voyant dans l'arrivée du Viêt-minh à Phnom Penh non pas la fin d'un cauchemar humanitaire, mais une humiliation supplémentaire. Il fallut attendre 1991 et les accords de Paris pour une réunification de façade des différentes factions cambodgiennes. C'est à ce moment seulement, vingt ans après les massacres, que la question du jugement des crimes khmers rouges fut enfin posée. Inutile de dire que l'enthousiasme des Chinois pour le travail d'enquête que ces procès supposaient fut extrêmement limité...

Et que dire de celui des autorités cambodgiennes, quand on sait que Hun Sen, l'homme fort du pays, inamovible Premier ministre depuis 1997, est lui-même – certes sans passé génocidaire – un ancien Khmer rouge ? Despote brutal pour le moins, chef d'un clan avide à l'évidence, on peut tout de même le créditer d'un assez stupéfiant instinct politique. Au milieu de ce maelstrom, il a su desserrer progressivement la mainmise du Vietnam sur le pays, restaurer la monarchie, et se débarrasser des derniers Khmers rouges revanchards en échangeant une immorale amnistie contre leur disparition de la vie publique. Combien de sociaux-démocrates suédois auraient survécu à une telle conjonction de paramètres ? Seule la prise en compte de ce contexte local peut donc permettre à un Européen d'admettre que la présence de Hun Sen au pouvoir n'a rien de choquant. Pour nous, c'est pourtant un peu comme si un chancelier allemand encarté au NSDAP avait pu s'installer à Bonn en 1975...

La mémoire, un luxe pour Occidentaux ?

Et puis il y a les contingences matérielles. Le devoir de mémoire s'accomplit sans doute mieux le ventre plein. En 1979, le Cambodge a faim et tout est à (re) construire. Aujourd'hui encore, bien que bénéficiant depuis vingt ans du dynamisme de cette région du monde, le Cambodge reste l'un des pays les plus pauvres de la planète – même si on trouve ici des Rolls dernier cri coincées au milieu des tuk-tuk. Qui plus est, le modèle de développement économique inspiré par la Chine n'est pas spontanément tourné vers les droits de l'homme et ses déclinaisons, au nombre desquelles figure le devoir de mémoire.



Ouverture du procès de trois dignitaires khmers rouges : Nuon Chea, Khieu Samphan et Ieng Sary, Phnom Penh, 21 novembre 2011.

Les promoteurs d'une version khmère rouge des procès de Nuremberg se sont donc heurtés à de nombreux obstacles, dont certains ont été érigés par les Occidentaux. À leur indifférence initiale a succédé un activisme des droits de l'homme à l'initiative d'ONG qui ont paradoxalement contribué à ralentir les enquêtes. L'Occident a ainsi involontairement retardé la tenue de procès aux ambitions démesurées – et jugées dangereuses à Phnom Penh et Pékin.

Mais l'origine de cette inappétence mémorielle est sans doute nichée au sein de la culture khmère, imprégnée par le bouddhisme dit du « Petit Véhicule ». Le fatalisme qu'il défend fait porter sur chaque individu la responsabilité des malheurs qui le frappent, sans chercher à mettre en cause des bourreaux, simples bras armés d'un mauvais karma. Le professeur Filippi insiste : « *Il n'existe aucune dimension collective des années khmères rouges, car les malheurs sont ici toujours individuels.* » Et comme toutes les personnes rencontrées à Phnom Penh, il confirme ce précepte central de la spiritualité khmère : ne pas évoquer les mauvais souvenirs pour ne pas avoir à les revivre. Au Rwanda, des ONG avaient dû arrêter un programme de soutien aux jeunes rescapés du génocide, en raison des souffrances supplémentaires que semblait générer une thérapie basée sur la verbalisation des atrocités vécues. Les Cambodgiens, à l'instar des Rwandais, ne veulent pas ajouter du malheur au malheur. De plus, les rivalités victimaires qui nourrissent l'hypertrophie mémorielle en Europe sont inconnues en Asie du Sud-Est.

Notre parti pris pour le souvenir – et son négatif cambodgien, celui de l'amnésie – doit être jugé non sur ses intentions, mais sur ses résultats. Pour un Occidental, il semble impossible de ne pas souscrire aux objectifs moralement incontestables du devoir de mémoire. L'honnêteté conduit cependant à constater qu'il aura fallu quarante ans à la justice internationale (c'est-à-dire à la justice occidentale) pour condamner Khieu Samphan. Ce délai explique l'indifférence complète des victimes et de leurs descendants dont on prétendait défendre les intérêts. Est-il scandaleux de penser que ces derniers auraient sans doute préféré dépenser autrement les millions de dollars consacrés à l'ensemble des procédures ? Dès 1979, les Cambodgiens, alors sous domination vietnamienne et soviétique avaient, de leur côté, jugé par contumace et condamné à mort Pol Pot, lors d'un procès expéditif – ce que les Occidentaux ont échoué à faire. « *Pol Pot a d'ailleurs été éduqué à Paris* », rappelle ironiquement le conseiller du gouvernement. C'est bien ainsi que les autorités veulent voir leur ancien maître : une espèce de marionnette des Chinois, déformée par la rationalité européenne. Plus vraiment un Cambodgien en somme.

En Europe, soixante ans de mémoire « vigilante » n'ont pas empêché l'émergence du « nouvel antisémitisme ». Le Cambodge lui, cahin-caha, a fait de l'oubli un mode de réconciliation. Reste qu'on peut se demander si cette chape de plomb posée sur le passé n'expose pas le « Pays du sourire » à une nouvelle crise de folie. •

MARGRETHE L'AUTRE DAME DE FER

Par Jean-Luc Gréau

La commissaire européenne à la concurrence Margrethe Vestager a eu raison de s'opposer au projet de fusion Alstom-Siemens. Elle entend également frapper au porte-monnaie les mauvais payeurs que sont Apple et Google. Résultat, elle est tricarde à Bruxelles.

Le séisme qui a secoué le paysage de la bureaucratie européenne ce mois de février devrait rester dans les annales. La commissaire à la concurrence, Margrethe Vestager, vient de se heurter de front aux deux premières puissances économiques en Europe, coalisées pour faire avancer un projet de fusion entre Alstom, inventeur du premier TGV, et son grand concurrent européen, Siemens. Comment une modeste fille de pasteurs danois, issue de la périphérie de l'Europe, a-t-elle pu défier Angela Merkel et notre Jupiter, en bloquant inconditionnellement le projet ? Ignore-t-elle qu'ils sont les hérauts de l'Europe en voie d'intégration et dotés, par-là, d'une pleine légitimité ?

Elle ne fait là qu'aggraver son cas déjà pendable. En effet, cette décision, qui intervient quelques semaines avant le renouvellement de la Commission – qui aura lieu au lendemain du scrutin européen du 26 mai –, se situe dans le sillage de deux autres : frapper au porte-monnaie Apple et Google, l'un pour un arrangement douteux avec le gouvernement irlandais, l'autre pour abus de position dominante.

Le cas d'Apple est de la plus grande simplicité. En établissant son siège européen à Dublin, la firme américaine bénéficiait légalement d'un taux d'imposition des bénéfices des plus favorables : 12,5 %. Mais ses dirigeants

sont allés au-delà, négociant des conditions particulières et ramenant son impôt au taux effectif de 1 % ! Certains esprits candides suspecteront les Irlandais qui ont accordé des conditions aussi désavantageuses pour le Trésor public de vénalité. Soit. Mais l'Irlande, frappée par l'une des plus grandes faillites de l'histoire économique – 68 milliards d'euros pour une population de 4,5 millions d'habitants – a fait de la sous-imposition des entreprises étrangères un système. Elle accueille en particulier de grands laboratoires pharmaceutiques nord-américains qui profitent d'une taxation bien plus faible qu'au Canada et aux États-Unis. Son objectif caché est de permettre le transfert sur son territoire de la valeur ajoutée et des profits réalisés sur d'autres territoires. Le PIB irlandais, artificiellement gonflé, donne un gage de bonne santé aux financiers¹. Cette falsification, car c'en est une, est l'une des clefs du rétablissement du crédit de notre partenaire.

Quoi qu'il en soit, malgré la défense sans scrupules de leurs intérêts par les politiques de Dublin, la sévère Margrethe a jugé qu'Apple avait franchi les bornes contraignant la firme à la pomme à verser rétroactivement les sommes dues en application du taux de 12,5 %.

Après Apple, Google. Son cas nous fait entrer dans les arcanes de la concurrence sur internet. Cet autre monstre avait en effet restreint l'accès de ses concurrents à son système d'opération Android. Or, la concurrence des firmes du net suppose que les concurrents puissent s'appuyer sur certains éléments créés par d'autres entreprises du même secteur, tandis que l'étanchéité est de mise pour la production de produits comme les avions de ligne ou les automobiles. Google a ainsi été frappé d'une amende de 4,3 milliards d'euros sur laquelle il a engagé une procédure d'appel.

En revanche, le projet de fusion entre Alstom et Siemens devait passer comme dans du beurre. Il incarnait cette volonté affichée à Paris de créer des « champions européens² ». Le gouvernement allemand n'y faisait pas obstacle sans montrer pour autant, chose étrange, le même enthousiasme que le français. Or, coup sur coup, l'organe de la concurrence allemand, puis la Commission européenne ont opposé leur veto à la fusion. Un



projet emblématique de la relance du tandem franco-allemand, qui a dominé la campagne présidentielle du chouchou de nos médias, est ainsi tombé à l'eau, au moment même où les démêlés de notre gouvernement avec les gilets jaunes donnent à notre partenaire allemand de solides raisons de ne pas s'engager dans l'aventure de l'intégration européenne avec un partenaire qui vacille. Dans cette perspective, le traité d'Aix-la-Chapelle, signé en janvier dernier, doit être considéré comme un acte d'allégeance de la France vassalisée à son suzerain allemand. Ni plus, ni moins. Le projet de fusion qui donnait la majorité de 51 % à Siemens dans la nouvelle entité témoigne au demeurant de notre vassalisation.

Contrairement à ce que pense le chœur des indignés, la décision de Margrethe Vestager semble justifiée. D'un côté, en attendant l'hypothétique concurrence chinoise, la nouvelle entreprise de construction de matériel ferroviaire aurait dominé très concrètement le marché européen des TGV et des trains classiques. D'un autre côté, comme en témoignent leurs carnets de commandes³, Siemens et Alstom sont suffisamment costauds pour vendre leurs produits sur les autres marchés du monde. On voit d'emblée que le caractère symbolique de l'opération l'emportait sur sa nécessité économique.

On devrait se réjouir de l'échec de la fusion à deux titres. Premièrement, la France conservera une entreprise majeure, contrairement à la volonté du gouvernement « français » : les trains à hydrogène qu'Alstom a mis à l'essai, et qui intéressent l'Allemagne et les Pays-Bas, pourront être réalisés chez nous. Deuxièmement, la fusion aurait contraint à verser 1,6 milliard d'euros de dividendes exceptionnels aux actionnaires d'Alstom, dont 560 millions pour Bouygues, en application d'une décision du conseil d'administration de l'entreprise française, selon le principe « *Take the money and run* ». Son abandon protégera sa trésorerie.

La juste rigueur avec laquelle la commissaire danoise a traité les dossiers Apple, Google et surtout Alstom a pour conséquence de la fragiliser : à Bruxelles, on tient son départ pour acquis. Ses convictions européennes, voire européistes, importent moins que son manque de docilité face aux intérêts économiques et financiers. Intellectuellement lucide, elle s'est montrée politiquement candide. •

1. Le PIB représente la somme des valeurs ajoutées des entreprises sur le territoire concerné.

2. Rappelons cependant qu'Airbus, contrairement aux règles de la concurrence européenne depuis l'entrée en vigueur du marché unique, n'entre pas dans cette catégorie.

3. Plus de huit années pour Alstom.

CONTRE LA RELIGION DU CLIMAT POUR LA RAISON



44

Les missionnaires de l'apocalypse

Élisabeth Lévy

52

Le changement climatique, c'est maintenant !

François-Marie Bréon

62

Brésil, la jungle du lobby indigène

Jean-Yves Carfantan

48

L'étrange croisade de l'Europe

Bertrand Alliot

54

**Loïk Le Floch-Prigent :
« La démographie est la première question écologique mondiale »**

Propos recueillis par Gil Mihaely

66

Déforestation, le rideau de fumée

Peggy Sastre

58

**George Oxley
« L'agriculture s'est complètement affranchie de la nature »**

Propos recueillis par Gil Mihaely

68

Le CO₂, une chance pour la planète ?

François Gervais

72

Le glyphosate pollue Wikipédia

Erwan Seznec





Rassemblement d'activistes du World Wildlife Fund (WWF) lors de la COP 16 à Cancún, Mexique, 5 décembre 2010.

CLIMAT

LES MISSIONNAIRES

DE L'APOCALYPSE

Par Élisabeth Lévy

Depuis quelques années, le réchauffement climatique n'est plus un objet de réflexion, ni même d'inquiétude rationnelle, mais celui d'une foi apocalyptique. A longueur de pétitions moralisatrices, les adorateurs de la Terre nous somment d'apprendre à vivre sans brûler de carbone. Et excommunient les déviants.

La fin du monde approche et c'est de votre faute. Toutefois, si vous faites suffisamment pénitence, l'humanité sera peut-être épargnée. Ce message, psalmodié sans relâche par d'innombrables prophètes et, en prime, par d'insupportables enfants de chœur, a acquis force de vérité révélée. Il est décliné dans d'innombrables vidéos, où youtubeurs et célébrités rivalisent dans la niaiserie écolo. Face à une menace aussi radicale, il n'y a ni droite ni gauche, ni jeune ni vieux, ni puissant ni faible. L'urgence est telle que Pierre Ardit et Alain Delon pétitionnent ensemble – sous la houlette de Juliette Binoche (qui a oublié les Palestiniens) et de l'astrophysicien Aurélien Barrau. Dans un texte publié en septembre 2018, quelques jours après la démission de Nicolas Hulot, une impressionnante palanquée de stars françaises et mondiales (de Jane Campion à Wim Wenders en passant par Jude Law, David Cronenberg et Nana Mouskouri) et des scientifiques de toutes disciplines (dont un écologue qui ne doit pas être un spécialiste de l'école) évoquent « le plus grand défi de l'histoire de l'humanité » : « Nous vivons un cataclysme planétaire. Au rythme actuel, dans quelques décennies, il ne restera presque plus rien. Les humains et la plupart des espèces vivantes sont en situation critique. Il est trop tard pour que rien ne se soit

passé : l'effondrement est en cours. La sixième extinction massive se déroule à une vitesse sans précédent. Mais il n'est pas trop tard pour éviter le pire. » Cataclysme, effondrement, extinction massive, les *beautiful people* ne lésinent pas sur le superlatif qui fait peur. Ils exigent en conséquence que la lutte contre le péril climatique devienne la priorité absolue de tous les gouvernements. En plus de la « réorganisation de la société sur des bases de justice et solidarité pour nous et pour la planète », les pétitionnaires demandent « une fiscalité carbone juste, efficace et redistributive, des mesures sociales et écologiques facilitant le passage aux alternatives permettant de mieux vivre, la fin des énergies fossiles et le développement des parcs éoliens et solaires, un plan de formation massif dans les secteurs d'avenir, surtout auprès des plus précaires, la fin de l'impunité des multinationales, lobbies ou groupes de pression climaticides (dans les secteurs bancaires, énergétiques, agricoles...) ». À ce niveau d'incantation, autant prier pour l'éradication du cancer et allumer des cierges pour faire baisser la température terrestre.

Les adorateurs de la Terre subodorent cependant que ce monde merveilleux n'advient pas dans la douceur et le dialogue, aussi somment-ils les dirigeants de prendre des mesures « *potentiellement impopulaires* ». Potentiellement impopulaires, tu parles, autant abolir la démocratie tout de suite. Si on prend au sérieux leurs exigences, il s'agit de changer immédiatement et de fond en comble nos comportements énergétiques et d'apprendre à faire tourner nos économies et nos sociétés sans brûler de carbone – l'objectif affiché par les militants et les associations, qui fantasment de remettre la planète dans l'état où elle était avant la révolution industrielle, est désormais de diviser d'ici 2050 les émissions par huit et non par quatre comme le prévoit l'accord de Paris, que les gouvernements, entre contrainte budgétaire et grogne sociale, peinent à atteindre. Et comme tous les spécialistes sont au moins d'accord pour observer qu'en l'état des connaissances et des technolo- →

gies, les énergies renouvelables peuvent à peine servir d'appoint, cela suppose que les bons peuples acceptent de renoncer aux merveilles de la fluidité, de la mobilité et de la flexibilité qu'on leur vante avec force depuis des années. Retour au local, au circuit court, au voisinage. Les stars, bien sûr, devront continuer à voyager, ne serait-ce que pour pouvoir divertir les ploucs sédentarisés, condamnés à manger des topinambours de leur jardin et à pédaler 25 kilomètres pour aller au boulot – s'ils ont la chance d'en avoir un. Comme l'expliquent Bertrand Alliot (pages 48-51) et Loïk Le Floch-Prigent (pages 54-57), le changement radical que les prophètes du climat appellent de leurs vœux serait tout simplement insupportable socialement et culturellement. Cela ne signifie nullement qu'il faille rester inactif. Mais à prétendre sans cesse qu'il faut tout changer, on aboutira à ce que rien ne change.

L'un des articles les plus prisés du catéchisme climatique est qu'il suffit d'avoir de la volonté politique. Alors que « *la survie de l'espèce humaine est en jeu à une échelle de temps très courte : la nôtre* », assène Philippe Torretton dans *Le Monde* avant de fustiger « *l'inertie mortifère de nos dirigeants* », le 19 décembre, on retrouve Binoche, avec Cotillard et une chatoyante galerie de people français, dans « *l'Affaire du siècle* », pétition en ligne lancée pour soutenir quatre grosses boutiques de l'environnement qui assignent l'État en justice pour non-respect de ses obligations climatiques – qui consistent à diviser nos émissions de CO₂ par huit d'ici 2050. Des journalistes qui, la veille, étaient confits en dévotion pour les gilets jaunes bouffeurs de diesel, annoncent en ronronnant qu'avec 2,2 millions de signataires, elle bat tous les records, comme si ce militantisme en chambre avait la moindre incidence. Fin février, François de Rugy, pas rancunier, salue « *cette mobilisation historique* » et invite 170 signataires à dialoguer. Avec le président, il reçoit également la petite tête à claques – et à nattes – suédoise qui, de Davos à Bruxelles en passant par Katowice – où s'est déroulée la dernière conférence de l'ONU pour le climat –, fait la leçon aux grands de ce monde. En vrai, avec sa gaucherie et son genre taiseux et buté, Greta Thunberg est plutôt marrante. Le spectacle de sommités l'accueillant comme un chef d'État – ou comme le dalaï-lama –, l'écoutant avec déférence et l'encourageant dans sa certitude de savoir ce qu'il faut faire est pour le moins affligeant.

Le salut viendra de la jeunesse, s'émerveillent des commentateurs extatiques depuis que la jeune Suédoise (et quelques adolescents belges) a appelé ses camarades européens à sécher les cours pour le climat tous les vendredis après-midi. Ils sont jeunes, beaux, gentils, et veulent le bien de tous. Comment pourrait-on résister à tant de grands yeux confiants qui vous conjurent de sauver le futur ? Que des jeunes s'enflamment pour cette championne des bonnes causes et pensent en plus déterminer toutes les vérités à son sujet, c'est le minimum syndical. Que des adultes les câlinent en faisant semblant de

les écouter, c'est passablement agaçant. Cela dit, si les manifestations du vendredi rameutent plusieurs milliers d'ados en Belgique, en France, la mobilisation a culminé à un petit millier de jeunes le 22 février, jour de la venue de Greta Thunberg. Ce détail importe peu aux commentateurs qui adorent le côté « croisade des enfants ».

Ne vous énervez pas. Nous ne croyons nullement que le réchauffement climatique soit une invention du Mossad ni une lubie de bobo. Le consensus sur son existence ne devrait pas interdire d'écouter ceux qui contestent la doxa alarmiste sur les causes ou sur les conséquences prévisibles de ce changement. Que l'on refuse de discuter une réalité mesurable et admise par tous est une excellente chose, mais le domaine de la vérité incontestable ne saurait être étendu aux hypothèses pour le futur, seraient-elles validées par une majorité de scientifiques. Il est tout de même paradoxal qu'une question complexe, qui relève à la fois de la science et de la politique, soit arraisonnée par une pensée magique qui emprunte son lexique, ses codes, et même son iconographie – comme le montre notre photo de une – au champ de la croyance plutôt qu'à celui de la raison. Le réchauffement climatique n'est plus un objet de réflexion ni même d'inquiétude, mais celui d'une foi apocalyptique, dont les fidèles semblent toujours chanter : « Sauvez, sauvez la Terre, au nom du sacré vert. »

Or, la dévotion congédie la discussion. Comme celles qui l'ont précédée, la religion du climat tient le scepticisme pour un crime. Elle traque les hérétiques comme elle traquait hier le fasciste. Et coup de chance, ce sont souvent les mêmes, triomphe Mediapart dans un article d'anthologie¹. « *Trump et Bolsonaro ne sont pas les seuls à vouloir démanteler la protection de l'environnement : en Europe, des lobbies et des populistes de droite disposant d'excellents réseaux s'efforcent de sauver l'énergie fossile au XXI^e siècle* », peut-on lire dans la présentation. Les diplomates et les enfants qui se battent courageusement pour le climat doivent donc affronter des adversaires maléfiques que Mediapart qualifie de « *négateurs du bouleversement climatique* » : « *Ils occupent des postes de responsabilités dans des groupes de pression à Bruxelles, siègent en tant que députés conservateurs et libéraux au Parlement européen, dirigent des associations professionnelles néolibérales et déterminent la politique climatique de tous les partis de droite en Europe. Leur point commun : ce sont principalement des hommes de plus de 60 ans.* » Sans surprise, revoilà le vieux mâle blanc, fauteur de tous les troubles, y compris écologiques. D'ailleurs, « *négateurs* », ça ne vous rappelle rien ? La sémantique et la phonétique indiquent bien que ces salauds sont à mettre dans le même sac que les négationnistes d'Auschwitz ou les complotistes du 11-Septembre. Il est curieux que personne n'ait encore proposé une loi pénalisant toute mise en cause de l'urgence climatique ou réprimant la climatophobie cachée derrière le climatoscepticisme. Le climatosceptique, qui est parfois complètement déliant d'ailleurs, figure donc en bonne place dans la liste



Greta Thunberg, la collégienne suédoise en guerre contre le réchauffement climatique, devant le Parlement de Stockholm, 5 septembre 2018.

des salauds à abattre. Au printemps dernier, beaucoup se sont émus de la nomination, à la tête de la NASA, de Jim Bridenstine, « *personnage contesté* » qui, selon *L'Obs*, « *avait notamment déclaré en 2013 que les températures mondiales avaient cessé d'augmenter il y a dix ans* ». Heureusement, les égarés peuvent revenir à la vraie foi. Bill Nye, une figure populaire de la vulgarisation scientifique aux États-Unis, a assuré que Bridenstine « *acceptait désormais le changement climatique et que les humains y jouaient un rôle* ». Malheureusement, il n'est pas allé jusqu'à l'autocritique publique.

Parmi les spécialistes interrogés par Gil Mihaely, seul François Gervais est considéré, et dénoncé, climatosceptique. Mais tous mettent l'accent sur les très grandes incertitudes qui pèsent sur les prévisions, les plus alarmistes correspondant seulement à l'un des nombreux modèles établis par le GIEC sur le rapport entre émissions et réchauffement. Or, non seulement on exige du public qu'il accepte des hypothèses comme des vérités révélées, mais on prétend lui interdire d'examiner les arguments de tous les dissidents, y compris quand ils ont une légitimité scientifique. Bien au-delà du climat, c'est toute la politique de l'environnement qui semble échapper à la raison scientifique. Avant de réclamer une révolution que personne n'est prêt à mettre en œuvre, commençons par revenir au bon sens, par exemple en pratiquant une agriculture soucieuse des sols et de la

biologie, plaide en substance le biochimiste George Oxley (pages 58-61). Erwan Seznec montre (pages 72-73) ainsi que la dangerosité cancérigène du glyphosate, qui est en France une cause si entendue que le gouvernement a décidé d'en interdire l'utilisation plus tôt que prévu, est largement contestée hors de nos frontières, y compris par l'OMS. Peggy Sastre examine pour sa part (pages 66-67) l'idée, applaudie dans tous les raouts écolos, selon laquelle on peut lutter contre le réchauffement par la reforestation. À l'appui de ses doutes, elle cite Nadine Unger, professeur de chimie atmosphérique à l'université d'Exeter (Royaume-Uni) : « *Scientifiquement parlant, dépenser dans l'exploitation forestière les précieux dollars de la lutte contre le changement climatique est une entreprise à haut risque : nous ne savons pas si cela va refroidir la planète et nous avons de bonnes raisons de craindre un effet radicalement inverse.* » Ce qui a valu à la scientifique des menaces de mort et des réactions outrées de ses collègues. On ne prétendra pas trancher ce débat. Reste que des savants qui ne savent défendre leur point de vue que par l'anathème et la diabolisation de l'adversaire sont peut-être moins sûrs de leur coup qu'ils ne le disent. De plus, il est curieux de vouloir sauver la diversité du vivant et de se soucier si peu de celle des idées. •

1. Annika Joeres et Susanne Götze, « La menace climatosceptique pèse aussi sur l'Europe », Mediapart, 12 décembre 2018.

ÉCOLOGIE PARTOUT, POLITIQUE NULLE PART

Par Bertrand Alliot

Presque tous les pays du monde préfèrent rechercher des conditions de vie meilleures plutôt que de miser sur un avenir radieux. Seul le Vieux Continent a décidé de sacrifier le pouvoir d'achat des générations actuelles pour financer les énergies renouvelables. Un pari risqué.

En quelques décennies, le thème de l'écologie a fini par s'imposer dans les débats et les politiques publiques, et a progressivement pénétré le secteur économique grâce, notamment, à de nombreuses normes et réglementations dont la vocation principale a été de lutter contre les pollutions (de l'air, de l'eau et des sols), les diverses nuisances et menaces pour la santé, les risques industriels et l'érosion de la biodiversité. Force est de reconnaître que dans ces domaines les progrès ont été notables. Bien sûr, dans la mesure où les pollutions et les nuisances sont encore (et sans doute pour longtemps) un sous-produit du développement économique, elles n'ont pas disparu. Cependant, la « performance environnementale » s'est améliorée. Le système est devenu plus vertueux dans la mesure où les pays développés se sont engagés dans la mise en œuvre de « démarches qualité » à l'échelle des États, des collectivités, des entreprises et des ménages.

En dépit de ces avancées indiscutables, tout le monde peut observer que l'alarmisme écologique a atteint des sommets ! Le message écologiste diffusé par les militants de la cause, mais aussi désormais par beaucoup de gouvernants et de simples citoyens signifie-t-il que les politiques de l'environnement existantes sont inutiles ? Pas tout à fait. Elles paraissent adéquates pour traiter les problèmes mineurs du quotidien et pour minimiser certains impacts locaux sur l'environnement, mais semblent en revanche inopérantes pour résoudre ce que d'aucuns qualifient de « crise écologique ». Il ne s'agit plus de régler les problèmes de déjections canines, d'améliorer le traitement des eaux usées ou le recyclage des déchets, mais rien de moins que de répondre à un

problème planétaire qui mettrait en péril les acquis de la civilisation. Ce problème global pourrait être la dégradation généralisée de l'environnement fragilisant de manière diffuse et systématique les sociétés humaines, mais ce n'est pas de cela qu'il est question : sans doute celle-ci est-elle trop difficile à circonscrire clairement. La crise que les trompettes de l'apocalypse écologique nous annoncent est climatique, presque exclusivement. Les rejets de gaz à effet de serre dus à l'exploitation des énergies fossiles à la base du fonctionnement de notre économie induiraient un bouleversement climatique qu'il faudrait tenter d'enrayer par tous les moyens.

L'irruption de cet « objet » (le changement climatique) dans le champ politique pose un certain nombre de problèmes qu'on pourrait aisément qualifier d'incommensurables.

Le premier est lié au fait que le défi climatique s'inscrit dans le global et le long terme. Il ne s'agit plus de régler les petits désagréments environnementaux du quotidien, mais de mettre en œuvre un plan d'action à l'échelle planétaire dont les effets s'étaleront au-delà des siècles. Or, la politique s'inscrit le plus souvent, pour ne pas dire exclusivement, dans le local (à l'échelle des États, par exemple) et le court et moyen terme (à l'échelle d'une ou deux générations). Bien sûr, dans le passé, certaines coopérations planétaires ont pu être fructueuses : pour rester sur le sujet environnemental, le protocole de Montréal sur les CFC destructeurs de la couche d'ozone a produit des effets positifs. Mais, si la solution était bien planétaire, elle s'envisageait dans le court terme. Par ailleurs, reposant sur une interdiction sans incidence notable sur les économies des pays signataires, elle ne demandait pas de revoir entièrement le modèle de développement économique. En voulant se saisir de la question climatique, le politique ne se →

Bertrand Alliot est docteur en science politique, ingénieur maître en gestion de l'environnement, il travaille pour l'université Paris-Est Marne-la-Vallée. Environnementaliste engagé et créateur de Nature TV.



La centrale thermique à charbon de Jänschwalde (Allemagne), février 2019.



Marche pour le climat, Bordeaux, 13 octobre 2018.

trouve plus en revanche dans un espace délimité, mais dans l'univers sans repères, sans dimensions, de l'histoire naturelle. Pour résumer, l'écologie et les gouvernements qui portent dorénavant ses couleurs caressent le projet fou d'extraire l'arme de la politique de son contexte historique !

Le deuxième problème majeur est lié aux incertitudes associées à cet objet menaçant et aux solutions envisagées pour le combattre. D'abord, le consensus sur la responsabilité de l'homme sur les évolutions climatiques récentes n'est qu'apparent. Des études sérieuses envisagent le rôle possible de cycles naturels pouvant être liés, par exemple, à l'activité solaire. En supposant cependant que l'hypothèse anthropique soit juste, ce que j'accepte bien volontiers d'envisager, il faudrait que nous puissions prévoir avec justesse l'ampleur des changements climatiques à venir en fonction des différents scénarios d'émissions. Or, les évolutions climatiques sont difficiles à prévoir et les modèles actuels, même s'ils aboutissent tous à une augmentation de la température moyenne de la Terre, arrivent à des résultats très différents. Sur cette incertitude s'en greffe une autre : quels seront les effets des changements climatiques prévus par chaque scénario ? Personne ne connaît l'optimum climatique de la Terre pour le développement humain. Une augmentation des températures moyennes peut avoir des effets délétères, insignifiants ou positifs (par

exemple en favorisant la croissance des plantes se nourrissant de CO_2) ou encore délétères à un endroit, insignifiants dans un autre et positifs dans un troisième ! Il conviendrait ensuite de connaître avec précision à quelle échéance ces effets se produiront ou se feront pleinement sentir : on parle de durées qui peuvent être colossales au regard de celle d'une vie humaine !

Le collier de perles d'incertitudes est déjà bien garni, mais on peut toujours l'enrichir. Imaginons que nous ayons des certitudes sur les causes anthropiques, sur l'ampleur du futur réchauffement, sur la nature et la dangerosité des effets, sur l'échéance à laquelle ils se produiront. Savons-nous maintenant prévoir relativement finement les effets des politiques qui seront mises en œuvre pour lutter contre le phénomène et encore une fois estimer dans quel laps de temps les effets escomptés se produiront ? Là encore, les incertitudes sont considérables et lorsqu'on comprend qu'elles s'additionnent aux précédentes, on est pris de vertige. Les causes du réchauffement climatique, ses conséquences ainsi que les effets des politiques censées les combattre se situent clairement dans un angle mort de la raison politique. Le troisième problème concerne non pas les incertitudes liées aux effets des politiques envisagées pour sortir des ornières climatiques, mais à la quasi-certitude de ne pouvoir réellement les mettre en œuvre. En effet, ces politiques ont sans doute la trop grande ambition

de refonder rapidement et en profondeur les bases qui assurent le fonctionnement et le développement de l'économie planétaire. L'idée est d'organiser l'abandon progressif des énergies fossiles en favorisant la montée en puissance d'énergies alternatives et de miser sur la mise en œuvre de politiques de sobriété. Ce « changement de paradigme », dans la mesure où il demande la déconstruction d'un système économiquement parfaitement rodé et la construction concomitante d'un système à l'efficacité économique incertaine, nécessite un courage hors du commun et des efforts considérables qui ne peuvent être consentis que dans le cadre d'un « état d'urgence ».

Les écologistes, pour qui la déclaration de l'état d'urgence est une vieille revendication, font ici preuve d'une grande lucidité au vu des évolutions qu'ils estiment indispensables. La réussite de cette entreprise de transformation en profondeur de l'économie dépend entièrement d'efforts considérables qui pourront être uniquement consentis en cas de nécessité absolue. Cependant, le recours à l'état d'urgence suppose, pour être légitime, une circonstance bien particulière : une menace de mort imminente qui convoque l'instinct de survie. Or, avec la question climatique, celui-ci est en dormance : personne ne ressent d'effets néfastes au quotidien, encore moins un danger de mort immédiat. La vie suit donc son cours comme si de rien n'était, sans que les gouvernants ressentent le besoin de réagir avec force pour préserver la survie de la cité. Dans ce contexte, il est impossible de déclarer l'état d'urgence qui permettrait d'organiser une rapide et coûteuse transition écologique demandant courage et détermination. Ceci explique qu'au-delà des velléités de changement de modèles économiques et des discours qui le promettent, les actions réellement entreprises restent ridicules au regard de la taille du défi (ce qui provoque d'ailleurs parfois la démission d'un ministre de la transition écologique).

En réalité, la déclaration de l'état d'urgence est une chimère, soit comme le pensent les climatocseptiques parce que la crainte est largement exagérée et que les esprits s'échauffent bien davantage que le climat, soit parce que la menace reste largement invisible. Cela ne signifie donc pas nécessairement que la menace n'existe pas. Cela signifie qu'elle se dissimule dans le temps long et reste imperceptible pour les êtres vivants que nous sommes ; autrement dit, elle ne s'incarne pas dans le quotidien, les événements de l'histoire naturelle n'ont pas de répercussion visible dans l'Histoire. C'est ainsi que les politiques censées répondre au défi climatique tel qu'il est présenté restent, à l'échelle du globe, à l'état embryonnaire.

Finalement, l'« objet climatique » tend à soustraire la politique à l'Histoire et à organiser un défilé d'incertitudes, tandis qu'il n'offre aucune prise à l'instinct de survie : autant dire qu'il possède toutes les qualités pour échapper au contrôle du politique. Peut-être que,

malgré les apparences, tout le monde en est conscient, gouvernés comme gouvernants. En effet, si les discours sur l'écologie et sur la nécessité d'agir sont omniprésents, si les sommets de la Terre de la dernière chance n'en finissent pas de se tenir, le bilan concret des actions entreprises fait pâle figure. À l'échelle du globe, la seule qui compte en ce domaine, les émissions de gaz à effet de serre continuent d'augmenter de manière significative, les centrales à charbon de sortir de terre et les engagements internationaux, non contraignants par nature, à n'être pas tenus, y compris par les États les plus demandeurs d'une action collective. La recherche de conditions de vie meilleures qui surgit à l'échelle d'une vie humaine s'impose naturellement à celle d'un bonheur hypothétique dont on ne sait par ailleurs à quel horizon il adviendra, celui des décennies, des siècles ou des millénaires. Au fond, les faux-semblants régneraient en maître, comme si tout le monde acceptait malgré lui le jeu d'une coopération qu'il savait sans issue.

Tout le monde ? Pas tout à fait : les pays de l'Union européenne encore pilotés par ceux de la vieille Europe se distinguent. Non par les résultats qu'ils obtiennent, qui pour l'heure sont plutôt médiocres, mais par le soin qu'ils prennent, contrairement à ceux qui font mine d'avoir rejoint la partie, à respecter les règles d'un jeu qu'ils n'ont pas compris être celui de dupes. Ils réussissent l'exploit de mener des actions dont la taille est minuscule au regard du problème posé, mais pourrait bien s'avérer majuscule au regard de conséquences économiques pouvant peser sur leurs peuples. L'investissement massif dans les énergies renouvelables intermittentes (solaire, éolien...) peut ainsi provoquer une augmentation très significative du prix de l'électricité, comme cela s'est déjà produit dans certains pays du nord de l'Europe. La taxation des carburants fossiles peut aussi fortement impacter des populations rurales déjà socialement fragilisées, comme l'a révélé la crise des gilets jaunes.

Tels des apprentis sorciers, les pays d'Europe semblent vouloir tester des rationalités économiques et politiques inédites consistant à mener des actions affectant négativement les générations actuelles tout en faisant le pari hasardeux qu'elles affecteront positivement les générations futures. L'entreprise peut avoir deux conséquences principales en forme de retour de bâton. D'abord entraîner une fragilisation de leurs économies en sapant les bases sur lesquelles elles sont encore solidement construites (avec ses conséquences en termes de compétitivité). Provoquer ensuite le mécontentement, voire la révolte, d'une frange importante des peuples. Ce qui semble déjà avoir commencé...

Le paradoxe de l'obsession climatique est que l'écologie se trouve embarquée dans le projet déraisonnable dont elle n'a jamais cessé de remettre en cause les prétentions : celui qui consiste à vouloir « maîtriser la nature ». La preuve qu'en vue du bien, on peut même perdre son âme... •

LE CHANGEMENT CLIMATIQUE, C'EST MAINTENANT !

Par François-Marie Bréon



De l'avis unanime des scientifiques, l'activité humaine accélère le réchauffement climatique. Même si les températures sur le globe ont toujours varié, l'actuelle croissance des gaz à effet de serre est inédite. La vie des générations futures s'en trouvera irréversiblement affectée.

Manifestation pour le climat à Stockholm, durant une réunion du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), 27 septembre 2013.

Le changement climatique est déjà une réalité. La hausse des températures pratiquement partout dans le monde est très probablement liée à l'augmentation des concentrations atmosphériques des gaz à effet de serre, dioxyde de carbone en tête, mais aussi méthane et protoxyde d'azote. Contrairement à ce qui se lit ici ou là, la physique de l'effet de serre est parfaitement comprise et la hausse des températures

observée est en bon accord avec cette physique. D'ailleurs, les premières simulations climatiques publiées à la fin des années 1980 par James Hansen anticipaient une hausse des températures tout à fait conforme à ce que l'on observe.

Certains objectent que le climat a toujours varié. C'est parfaitement exact. La Terre a alternativement connu des épisodes plus chauds et plus froids. Ainsi, il y a vingt mille ans, à l'époque des grottes de Lascaux, la température moyenne de la Terre était de cinq degrés plus froide qu'aujourd'hui. Le territoire de l'actuel Canada était alors recouvert de trois kilomètres de glace et les Alpes formaient un immense glacier dont les ramifications coulaient jusqu'à Lyon. Le niveau des mers culminait 140 mètres plus bas qu'aujourd'hui. On voit donc que, pour la Terre, quelques degrés impliquent des modifications considérables du climat, des distributions de glace, végétation et espèces animales. Les changements « naturels » du climat sont liés aux caractéristiques de l'orbite de la Terre, à la tectonique qui modifie les reliefs et la distribution des continents, à la composition atmosphérique qui a pu être influencée par le développement du vivant, ou à la puissance du soleil. Toutes ces causes entraînent des modifications du climat infiniment plus lentes que le changement climatique actuel dont la cause est anthropique. Ainsi, on est passé du climat « froid » d'il y a vingt mille ans à un climat semblable à celui d'aujourd'hui en environ dix mille ans. On anticipe des changements de même ampleur sur le prochain siècle.

Sur le dernier siècle, la Terre s'est déjà réchauffée d'environ un degré, l'essentiel de ce réchauffement datant des années 1970. Le réchauffement va très certainement se poursuivre puisque la croissance des gaz à effet de serre dans l'atmosphère continue à un rythme inchangé, voire croissant.

Les climatologues alertent donc sur les changements qu'ils anticipent et de leurs conséquences sur nos sociétés. Même si nous nous adaptons à des variations saisonnières de température de plusieurs dizaines de degrés, un changement de température moyenne d'un degré affectera la biodiversité. Surtout, les changements de température induisent des modifications de la circulation atmosphérique et du régime des précipitations. Il est certain que la pluviométrie va évoluer dans le cadre du changement climatique. Or, les sociétés humaines, de même que la biodiversité, sont adaptées à un certain niveau de précipitation. Toute modification significative, à la hausse comme à la baisse, perturbera cette adaptation.

Certes, alors que des hausses de température sont anticipées pratiquement partout avec une bonne fiabilité, il reste de fortes incertitudes sur l'évolution des précipitations dans de nombreuses régions. Les simulations donnent en effet des résultats différents. Aussi

ma compréhension des mécanismes du climat doit-elle progresser sur cet aspect, ce qui nécessite un effort de recherche. De même, l'évolution des événements extrêmes reste incertaine. On sait qu'une atmosphère plus chaude contient plus d'énergie. On peut donc s'attendre à des événements météorologiques plus violents bien que leur nature et leur localisation exactes restent indéterminées.

En fin d'année 2018, le GIEC a publié le rapport spécial « 1,5 degré », commandé par les États lors de la conférence de Paris, fin 2015. L'objet du rapport était de dresser un état des lieux scientifique des impacts d'un climat à 1,5 ou 2 degrés plus chaud qu'à l'époque préindustrielle, et des trajectoires possibles pour y arriver. Le rapport montre qu'il y a des différences significatives entre les deux situations, qu'une augmentation de température supérieure à 1,5 degré n'est pas encore certaine du fait des concentrations atmosphériques déjà atteintes. Ce document explique aussi qu'une stabilisation du climat à ce niveau demande à l'ensemble des États des efforts énormes qui doivent être entrepris très rapidement.

L'étude indique par ailleurs que la lutte contre le changement climatique pourra avoir d'importantes retombées positives, en particulier sur la santé et la biodiversité. Il est donc encore possible de stabiliser le climat à un niveau auquel il sera possible de s'adapter presque partout dans le monde. Rappelons aussi que, même si on stabilise les températures, le niveau des mers va poursuivre sa montée pendant plusieurs siècles et qu'une hausse de plusieurs mètres est quasi certaine. Ainsi, certaines régions côtières sont, à terme, déjà condamnées. Plus généralement, les « générations futures » devront s'adapter au changement climatique provoqué par leurs ancêtres. L'enjeu est donc de limiter ce changement.

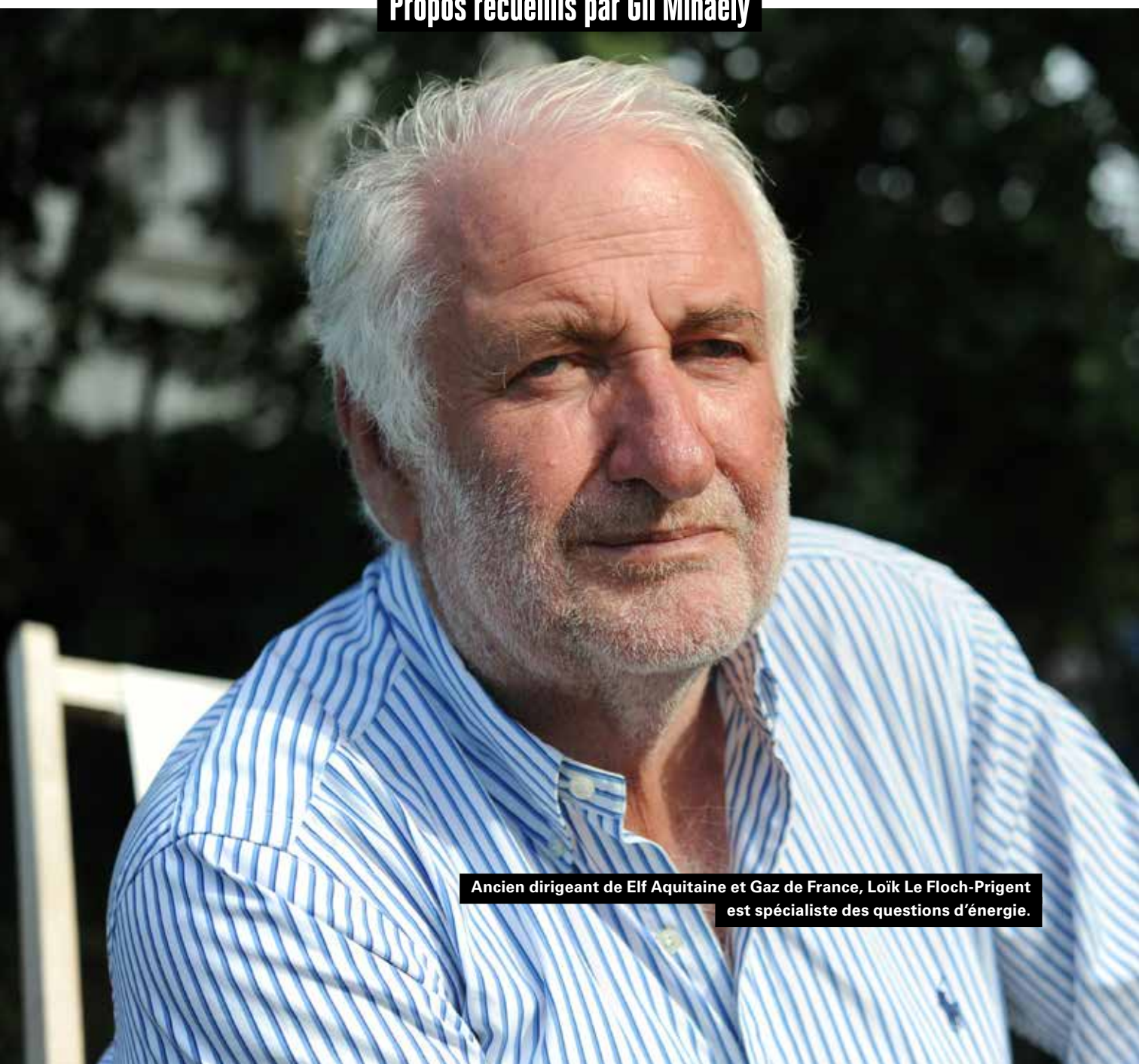
Cependant, si limiter le changement est possible, les modifications de société qu'il nécessite seront considérables. Il ne suffira pas de mettre les appareils électriques en veille et de placer les camions sur des trains. Il faudrait notamment laisser dans le sous-sol une grosse partie des combustibles fossiles, pourtant immensément utiles à nos sociétés.

Certes, la recherche sur le climat reste nécessaire afin de mieux anticiper les changements climatiques inéluctables, et ainsi pouvoir mieux s'y adapter. Cependant, le constat scientifique du changement climatique, de ses causes et de ses effets est largement assez probant pour que des mesures à la hauteur de ces immenses enjeux soient prises. •

François-Marie Bréon est directeur adjoint du Laboratoire des sciences du climat et de l'environnement de l'institut Pierre-Simon-Laplace. Il a contribué au cinquième rapport du GIEC.

LOÏK LE FLOCH-PRIGENT **« LA DÉMOGRAPHIE EST LA PREMIÈRE QUESTION ÉCOLOGIQUE MONDIALE »**

Propos recueillis par Gil Mihaely



Ancien dirigeant de Elf Aquitaine et Gaz de France, Loïk Le Floch-Prigent est spécialiste des questions d'énergie.

Pour l'ancien PDG d'Elf, si le lien entre activité industrielle et dérèglement climatique reste à démontrer, la croissance galopante du nombre d'humains est problématique. Les énergies renouvelables ne couvriront pas avant longtemps les besoins de ces milliards de Terriens.

Causeur. De l'avis quasi général, nous sommes en train de vivre un dérèglement climatique sévère, principalement dû à l'activité humaine. Nombre de scientifiques soutiennent que la planète risque de devenir difficilement habitable si rien n'est fait d'ici quelques décennies. Adhérez-vous à ce consensus ?

Loïc Le Floch-Prigent. Le lien de causalité entre les dérèglements climatiques et l'activité humaine n'est pas clairement démontré. Pour l'instant, on constate une corrélation qu'on n'arrive pas à expliquer de manière convaincante. Alors que l'attention générale se focalise sur les gaz à effet de serre émis par l'utilisation des énergies fossiles, je vois dans la démographie la première grande question écologique mondiale. En effet, la population mondiale a fortement augmenté au cours des deux derniers siècles : on est passé d'un à sept milliards d'individus, et on risque de monter à dix milliards. La planète est-elle capable de contenir autant d'individus qui aspirent tous au mode de vie des plus chanceux ? N'est-ce pas simplement cette surpopulation qui conduit aux changements ? Par ailleurs, il faut se demander si le réchauffement est vraiment un mal absolu. Après tout, la planète a connu des périodes de réchauffement sans pour autant disparaître.

Sans doute, mais pas aussi rapides. Et il n'y avait pas toute une activité humaine à sauver...

Sur la rapidité du changement, on a tendance à confondre deux phénomènes. Le premier est le dérèglement conduisant à des catastrophes qui sont ressenties comme plus graves que par le passé dans un certain nombre de régions. Le second est lié à la fonte des glaciers, à l'augmentation du niveau de la mer et à la disparition annoncée d'un certain nombre de territoires. De ce point de vue, nous ne sommes pas dans une situation d'urgence absolue qui devrait nous faire oublier tout le reste : d'après les observations actuelles, la peur de voir des territoires envahis par les eaux demain n'est nullement fondée. Dire le contraire relève d'une manipulation des résultats scientifiques. En revanche, les phénomènes climatiques de dérèglement sont une véritable urgence. Mais il faut y regarder de plus près, car le gaz carbonique (CO₂) n'est pas l'unique élément dans l'équation. L'urbanisation – avec le béton

et l'asphalte – et la déforestation (toutes deux liées à la démographie galopante de l'humanité) devraient être prises en compte. En réalité, le nombre d'individus a augmenté de façon dramatique, ce qui a conduit à une urbanisation délirante et une augmentation générale de l'activité. C'est cette transformation-là qui est la cause de nos difficultés. La planète peut probablement supporter 7 ou 8 milliards d'individus – s'ils ne vivent pas comme des Américains –, mais difficilement le double. Voilà le défi.

Mais le réchauffement risque de déréguler les courants océaniques et de tuer des ensembles coralliens, deux phénomènes dont les conséquences sur la viabilité de la planète sont catastrophiques !

Votre propos relève du catastrophisme ! L'homme s'est toujours servi de la nature à son profit en la transformant, et c'est pourquoi la science s'est autant développée. Lorsqu'il y a péril, il trouve les moyens de réagir. Le catastrophisme a conduit les COP successives à vouloir contraindre la population de la planète à changer de mode de vie et à diminuer les émissions de CO₂ pour maintenir la planète à peu près à l'état actuel en condamnant les énergies fossiles. Or, je préconise, d'une part, de contenir la croissance démographique grâce à l'éducation et à la mise à disposition d'une énergie abondante et bon marché, et, d'autre part, d'utiliser les résultats de la recherche pour piéger ou utiliser le CO₂.

Focalisons-nous sur la pierre angulaire du débat sur le climat, l'énergie, qui est d'ailleurs votre métier.

J'ai en effet été dans le nucléaire, le pétrole, l'hydraulique, le ferroviaire, le stockage électrochimique et les énergies nouvelles. Lors du choc pétrolier de 1973, j'ai été l'un des artisans du rapport qui a conduit à la création du Commissariat à l'énergie solaire (Comes). J'ai étudié – et pratiqué – l'ensemble des alternatives énergétiques.

Commençons donc par les hydrocarbures : sommes-nous proches de l'épuisement des réserves pétrolières mondiales ?

Pour répondre à cette question, il suffit de se souvenir d'une idée simple : ce qui est rare est cher. Donc si le pétrole ou le gaz naturel sont rares, pourquoi ne →

sont-ils pas chers ? Le baril en prix indexé coûte moins qu'en 1973 !

Pourquoi ?

Parce que derrière les gisements actuels – de gaz, de pétrole et de charbon –, il y a des réserves énormes, plus chères à exploiter. Mais si le prix du baril augmente, cela devient alors rentable de les exploiter, et ensuite l'expérience de la production conduit à une baisse des coûts. Donc si le prix augmente, les réserves augmentent ! Lorsque j'avais commencé à exploiter des gisements de pétrole en eaux profondes en Angola, le baril avait un prix de sortie équivalent au prix de vente. Aujourd'hui, par rapport à ce qui se pratiquait à l'époque, le coût a été divisé par trois. Nous avons tout simplement appris à le faire moins cher. Il y aura donc toujours du gaz et du pétrole dans le sous-sol demain. Mais, à un moment donné, le gaz et le pétrole vont devenir plus chers que les énergies alternatives, donc économiquement sans intérêt. Par conséquent, ils ne seront plus utilisés que pour l'industrie. Mais nous en sommes loin, une bonne centaine d'années...

« On ne réduira pas le poids du nucléaire uniquement avec des énergies renouvelables. »

Donc aussi longtemps que le baril de pétrole restera autour de 50, 60 ou 70 dollars, la transformation énergétique sera une chimère ?

Tout à fait. La transition énergétique dépend du renchérissement et de la raréfaction des hydrocarbures d'un côté et du prix des alternatives de l'autre. Si on décide de produire ces énergies avant qu'elles soient au bon prix, on devient un laboratoire pour le futur, mais ce laboratoire, il faut le payer. Et il faut être très riche.

Sommes-nous obligés d'attendre que le marché fasse le travail ? Et si les gouvernements intervenaient à travers la fiscalisation pour fixer les prix ?

Cela peut avoir une efficacité dans des pays développés sur certains points, mais ce n'est absolument pas une solution globale, tout simplement parce qu'il n'y a pas de politique incitative mondiale. Il n'y a pas de gouvernement mondial et donc ça ne marchera pas ! Les différents pays ne vivent pas de la même façon ! Et si vous essayez de renchérir artificiellement une marchandise, c'est voué à l'échec. Tôt ou tard, l'offre et la demande vont se retrouver. La Pologne étant riche en charbon, elle fabrique des centrales à charbon pour produire de l'électricité tout en essayant de diminuer leurs émissions de pollution et d'augmenter leur rendement. Aussi longtemps que c'est rentable, il est illusoire d'attendre d'eux qu'ils s'arrêtent.

Il existe aujourd'hui en France cinq centrales à charbon. Faut-il les fermer d'ici 2022 comme le souhaite le gouvernement ?

Toute la question est de savoir par quoi elles seront remplacées. Elles servent à produire lors des pics de consommation, comme les centrales à gaz. Ces centrales thermiques sont les seules à assurer une disponibilité rapide et abondante. Elles ne peuvent pas être remplacées par les énergies renouvelables, solaire et éolienne, qui sont intermittentes et chères. Quant à l'hydraulique, on en exploite déjà tout le potentiel et cela représente 11 % de notre bilan énergétique. Si on rappelle que 75 % de notre production d'électricité vient du nucléaire, on ne réduira pas le poids de ce dernier uniquement avec du renouvelable, ça ne marchera pas. Diminuer la part du charbon revient à augmenter celle du gaz, pourquoi pas, mais il faudra remplacer des installations amorties par de nouveaux investissements ! Avons-nous les moyens de gaspiller notre argent ?

Tout cela concerne l'électricité. Quid du transport ? La politique actuelle se fixe pour objectif la fin du moteur thermodynamique à 2030. Où trouverons-nous de l'électricité pour faire marcher toutes ces voitures électriques ?

Pour répondre à cette demande, il faut construire beaucoup de centrales et vite ! Or, aujourd'hui, personne n'y travaille parce que ce n'est même pas envisageable. Techniquement, c'est impossible. Le discours du gouvernement sur ce sujet est donc un mensonge. C'est une expression purement idéologique : il n'existe pas, aujourd'hui, de possibilité de changer en dix ans l'ensemble du parc automobile, de diminuer le nucléaire, de ne pas utiliser les énergies fossiles... Les objectifs fixés ou suggérés par le gouvernement dans ce domaine relèvent de la politique-fiction qui nous mène dans le mur, en particulier parce que notre industrie comme notre population n'y sont pas prêtes ! Cette idéologie de l'écologie politique française est responsable entre autres de la révolte des gilets jaunes.

Avez-vous une piste plus prometteuse pour une transition énergétique raisonnable ?

En ce qui concerne les énergies renouvelables, plutôt que de faire des « fermes » utilisant une surface au sol importante, il faut réfléchir aux installations plus modestes et aux circuits courts. Les rendements énergétiques sont loin du 100 % et, donc, on n'a jamais intérêt à effectuer plusieurs transformations. Par exemple, il faut utiliser directement le méthane produit par des déchets organiques plutôt que l'envoyer ailleurs sous une autre forme, par exemple électrique ; un toit animé par des panneaux photovoltaïques devrait apporter de l'électricité dans son environnement immédiat, et ainsi de suite. Sous prétexte de consommer de l'« électricité verte » à tout prix, on crée des absurdités dont les rendements sont insignifiants – ainsi parle-t-on d'hydrogène « vert » issu des déchets ! Stupide ! Autrement dit, il faut

évoluer vers un système décentralisé où des consommateurs, notamment les particuliers, produisent leur propre énergie. C'est une révolution qui implique fortement l'urbanisme et le BTP, car la plupart des maisons pourraient devenir autonomes en énergie. C'est compliqué, car nous voulons aussi avoir l'assurance de ne pas avoir de coupures de courant ! Il faut donc un réseau puissant qui dispose de capacités importantes et mobilisables, c'est-à-dire que la multiplication de sources nombreuses d'énergies renouvelables va nécessairement avec le maintien d'une industrie nucléaire, hydraulique et thermique, un mix énergétique. Écoutons les techniciens et non les idéologues, car ces derniers nous préparent des difficultés lors des pics de consommation. En ce qui concerne les panneaux solaires, je rappelle que leur multiplication exigerait que nous ayons l'industrie nationale correspondante, nous ne pouvons pas préconiser des solutions techniques qui conduisent à importer massivement des matériels que nous ne produisons pas tandis que des usines ferment dans notre pays. La responsabilité dans l'énergie, c'est aussi de prendre en compte et de favoriser la production nationale des matériels.

Pourquoi pas, en ce cas, le tout-nucléaire ou un mix nucléaire/ énergies renouvelables ?

Le nucléaire pose un autre problème : c'est bon et pas cher si ça tourne toujours à 100 %. Techniquement, un fonctionnement modulable est possible mais, outre qu'il est beaucoup moins rentable, il fragilise la centrale et raccourcit sa durée de vie de plusieurs décennies. C'est pourquoi on utilise l'énergie produite dans les heures de basse consommation pour remplir les barrages qui sont les piles électriques de la France. C'est là où la production thermique entre en jeu : c'est souple et cela assure l'approvisionnement pendant les pics de consommation ! Il faut du thermique pour donner un coup de pouce, c'est le back-up du système. C'est pourquoi ces centrales coûtent cher : elles ne sont que très peu utilisées. C'est le prix de l'assurance...

Quelle stratégie préconisez-vous pour une évolution énergétique ?

Le nœud du problème est lié à la démographie et à l'urbanisme, et c'est à partir de ces deux éléments qu'il faut construire les solutions. Il faut revenir à la raison. Or, la raison commande de travailler sur les circuits courts pour assurer un approvisionnement à prix économique. Prenons l'exemple de Cordemais, la centrale à charbon près de Nantes. Il faut la garder comme solution de sauvegarde pour la Bretagne tout en encourageant



Le marché d'Oshodi, à Lagos, février 2006 : démographie et urbanisme sont au cœur des questions énergétiques.

les gens qui veulent faire des circuits courts. N'encourageons surtout pas les grands parcs éoliens : c'est du racket de subventions ! Ce qu'on est en train d'organiser avec les parcs éoliens en mer est une absurdité technique, économique et financière, aucun parc éolien ne peut remplacer une centrale thermique !

Deuxième élément d'évolution important : la pollution – qui n'a rien à voir avec le climat. La pollution nous oblige à appréhender autrement la ville, en réfléchissant à la logique des circuits courts, aux habitations énergétiquement autonomes et à la grande question démographique. C'est très compliqué, car l'urbanisation s'est concentrée dans des métropoles, qui ont vu les services publics se développer et les prix de l'immobilier grimper. Ceux qui ont moins d'argent quittent la métropole pour la périphérie et sont taxés de pollueurs parce qu'ils utilisent leurs voitures pour avoir accès aux services publics et aux emplois de la métropole... On ne peut pas vouloir une chose et son contraire : évacuer les classes moyennes dans les périphéries, et en même temps leur interdire d'accéder facilement et pour pas cher aux centres-villes. C'est ce qui arrive aujourd'hui à Paris et à Bordeaux, deux des villes qui ont été les plus visées par les gilets jaunes... •

GEORGE OXLEY

« L'AGRICULTURE S'EST COMPLÈTEMENT AFFRANCHIE DE LA NATURE »

Propos recueillis par Gil Mihaely



Biochimiste, George Oxley constate l'épuisement des sols. Au nom d'une quête effrénée du profit, l'agriculture intensive s'est détachée des écosystèmes au mépris des lois élémentaires de la biologie. Et de l'avenir de l'humanité.

Causeur. Depuis l'après-guerre, un modèle productiviste domine l'agriculture. Il est caractérisé par la spécialisation croissante, la mécanisation, l'industrialisation, l'utilisation intensive de la chimie (engrais, pesticides, herbicides) et la manipulation de plus en plus poussée des espèces, notamment par la génétique. S'il a eu le mérite d'éradiquer la famine sur une grande partie de la planète, il est de plus en plus critiqué pour ses conséquences néfastes sur l'environnement, la santé, la biodiversité, et même pour sa contribution au réchauffement climatique.

George Oxley. Tout cela est un conte de fées : l'homme n'est pas un super-héros qui a dompté la nature pour vaincre la famine et la disette ! Notre tort est d'avoir tourné le dos à la biologie et aux sols, autrement dit d'avoir voulu nous passer du vivant. Par exemple, avant 1940, les productions de viande et de céréales étaient intégrées, notamment parce que les bêtes étaient une source d'engrais. Ce modèle, inauguré à la fin du XVIII^e siècle, a dominé en Occident pendant cent cinquante ans. Il a, excusez du peu, permis et soutenu la révolution industrielle, libéré l'agriculture de la main-d'œuvre, nourri travailleurs et citadins et fourni massivement des matières premières. Dès cette époque, l'agriculture s'inscrit dans une démarche scientifique et économique avec des revues de haut niveau, des formations, de la recherche et des innovations.

Qu'est-ce qui a changé et pourquoi ?

Une autre logique s'est imposée. On a décidé que l'engrais se résumait à trois éléments chimiques – azote, phosphate et potasse – et qu'on pouvait se débarrasser de tout le reste. Simultanément, on s'est mis à cultiver de manière intensive en labourant plus profondément avec des machines très puissantes. On a exploité le sol, cette couche essentielle et pas très épaisse qui forme le système digestif de la planète. Le raisonnement utilitaire qui a réduit l'engrais naturel à ces trois composantes a complètement négligé le fait que le sol était aussi fait de carbone et que les plantes en ont besoin ! Or, avec les nouvelles techniques, on a cessé de renouveler ce carbone. On s'est mis à labourer profondément et puissamment en exposant à l'air et à la lumière des organismes adaptés à la vie souterraine et en enterrant des organismes qui avaient besoin de lumière

et d'oxygène. Ce qui revient à oublier que le sol est un écosystème vivant avec des micro-organismes, des champignons et des vers de terre qui sont les « super prédateurs » de cet environnement. Alors qu'il est à la base de la chaîne alimentaire – exactement comme le plancton et les microalgues le sont pour les océans –, on a traité le sol comme une matière inerte. Même dans les champs, on a fait de l'agriculture hors-sol ! Les effets pervers sont multiples : en malmenant les micro-organismes qui maintiennent le sol (le champignon mycorhize retient 37 000 fois son poids et s'attache aux cailloux et aux végétaux), on a accentué l'érosion... Depuis les années 1940, nous avons dilapidé la richesse du sol hérité des générations précédentes. Cela s'est fait en peu de temps.

C'est-à-dire ?

En 1980, 90 % de notre agriculture était bio, c'est-à-dire sans pesticides ni herbicides. En 1995, c'était 10 %. Et en 2000, l'agriculture bio représentait à peine 1 % du total. Aujourd'hui, ça remonte un peu. Dès les années 1970-1980, les politiques mises en place ont commencé à porter leurs fruits empoisonnés. La grande intensification de l'usage du Roundup a commencé en 1987-1991, les premiers OGM en 1987. Or, on a développé les OGM pour résister au Roundup, pas pour autre chose ! À la sortie des Trente Glorieuses, alors que débutait la financiarisation de l'économie, l'agriculture est passée à la vitesse supérieure... pour arriver au même résultat : nous avons vécu à crédit et nous nous sommes endettés collectivement, que ce soit en argent ou en sol...

On croyait que l'agriculture productiviste était au moins... productive !

Non. En l'espace de vingt à trente ans, nous avons dilapidé les stocks de carbone dans le sol au point que les rendements à l'hectare diminuent aujourd'hui. Même si on regarde froidement avec les yeux d'un économiste, on voit que l'alimentation coûte plus cher en pétrole ! Nous avons donc quitté un système parfaitement rationnel, appuyé sur la science et la technologie, mais dans le respect du vivant et des sols, pour un autre qui a eu l'avantage éphémère d'engendrer des profits pour des acteurs économiques qui ne considèrent les agriculteurs que comme des marchés. C'est une logique infernale : on utilise des gens, on concocte des plans pour eux, on les finance – parce qu'il n'y a aucune profession aussi subventionnée que l'agriculture – pour les envoyer dans le mur.

L'agriculture a en quelque sorte été nationalisée ?

→

George Oxley est biologiste et biochimiste, spécialisé dans la vie des sols. Homme de terrain, il conseille les agriculteurs pour améliorer leur rentabilité et leur apporter des solutions naturelles en appliquant des techniques qui préservent les sols et garantissent une alimentation saine.

Totalement. Il suffit de regarder les budgets : tout est dirigé à coup de subventions, de formulaires et de normes. Même aux États-Unis. C'est dans ce contexte que la rupture a eu lieu : on a lâché la connaissance des paysans, la science du sol, la botanique, les bases de la nutrition – les protéines, les apports nutritifs –, pour une organisation humaine qui ne respecte plus les cycles naturels. On a poussé la logique politique et économique à son terme, jusqu'à ce que l'agriculture se libère complètement de la nature. Cela ne peut durer qu'un temps, car la planète n'est pas faite pour ça.

Mais il n'y a jamais eu autant d'écoles d'agronomes, de laboratoires et d'organismes de recherche en agriculture subventionnés par les États ! Comment expliquez-vous ce paradoxe ?

Certes, mais qu'y enseigne-t-on ? Les tableaux Excel (ou leurs ancêtres des années 1950-1970) des bureaucrates ne laissent pas de place pour des considérations autres que la quantité, les rendements et les coûts ! L'efficacité industrielle de la filière a été la seule préoccupation. Par exemple, on a mené beaucoup de recherches pour produire massivement du blé avec des rendements dingues, mais en sacrifiant les qualités nutritives, car l'équilibre des nutriments à l'intérieur du blé était cassé. La maturité et la complexité des sucres que l'on trouve dans les blés modernes sont beaucoup moins intéressantes que dans les blés anciens. Pire encore, cela pose des problèmes de nutrition, parce que les sucres sont beaucoup moins reconnus par l'être humain, qui n'est pas adapté à leur digestion. Certaines espèces de blé ancien avaient des « barbes » qu'on a supprimées parce que les paysans les portaient sur le dos, et cela les grattait. Maintenant que plus personne ne porte le blé ainsi, on pourrait très bien ressusciter les barbes, notamment parce qu'en été, elles permettent au blé d'accomplir sa maturation. Le matin, les barbes capturent l'eau de la rosée qui permet au grain de continuer à vivre, indépendamment de ce qu'il reçoit par le sol, et aux sucres de continuer à mûrir. Mais ce raisonnement dépasse les administrations et les industriels. De leur point de vue, il faut que les choses soient transportables, faciles à transformer, résistantes aux voyages à l'autre bout de la Terre...

Les architectes de ce système étaient-ils conscients de ses conséquences néfastes ?

Ils auraient dû l'être. Le paysan de bon sens le savait déjà. Il savait que la vache va avec les prairies. Toute notre nourriture vient de la prairie, pas de la forêt ni d'une ferme des mille vaches qui fonctionne comme une usine. La vache n'est pas seulement une productrice de matière organique. C'est aussi une machine ultra sophistiquée à reproduire les micro-organismes de la surface du sol, qui permettent aux plantes de se nourrir et de trouver l'eau plus facilement, doublée d'une usine à hormone de croissance spécifique pour les plantes des plaines, notre nourriture. Chaque animal reproduit sa propre nourriture. Et puis, dans l'engrais d'une vache, la valeur carbone/azote est idéale : exactement ce dont



nous avons besoin pour notre alimentation !

Le tableau que vous dessinez est très sombre, voire décourageant...

C'est un simple constat, mais ces chiffres ont dix ans et vont peut-être évoluer dans le bon sens : aujourd'hui je vois davantage de logos « Élevé à l'herbe »... Les crises multiples que nous sommes en train de vivre nous montrent que ce système coûte trop cher et profite à peu. Il n'y a pas d'état d'âme à avoir. On sait encore produire de la qualité. Des paysans ont fait un travail exceptionnel de conservation de la biodiversité génétique et des semences anciennes, et nous avons toutes les connaissances scientifiques pour produire du bon et du sain en quantité.

Assez pour nourrir 7 ou 10 milliards d'êtres humains à un prix raisonnable ?

« Comment nourrir 9 milliards de personnes en 2050 », c'est un slogan publicitaire... qui a été utilisé pour promouvoir le Roundup de Monsanto ! Plus sérieusement, le système actuel qui n'a jamais marché pour la qualité ne marche même plus pour la quantité ! Or, la problématique, ce n'est pas de savoir combien de grammes d'aliments seront ingérés par l'homme, mais quels sont la qualité nutritionnelle et les effets sur



Le sol est un écosystème vivant, une couche peu épaisse, mais essentielle, qui forme le système digestif de la planète.

la santé de ces aliments. Aux États-Unis, la longévité baisse d'ailleurs à cause des maladies liées à l'alimentation et donc au système politique, industriel et agricole ! L'espoir vient d'ailleurs, notamment des progrès absolument incroyables accomplis par la botanique. Nos connaissances en microbiologie nous permettent en effet de savoir comment le sol fonctionne. Tant et si bien qu'on peut l'organiser au mieux grâce à la science, à la technologie et à l'industrie agroalimentaire.

Nous disposons des techniques testées, éprouvées et pratiquées par de nombreux agriculteurs depuis les années 1980. Non seulement ce système maintient les paysans en place et leur fournit de quoi vivre décemment, mais en plus il augmente le rendement et minimise l'effort investi. La logique qui nous guide – et qui devrait guider l'agriculture – est de remettre le sol, la beauté et la biodiversité au cœur du système. Il faut arrêter de lutter contre la nature. Dans ce qu'on appelle les « mauvaises herbes », il y a des plantes qui, loin d'être nuisibles, apportent du carbone et de la matière organique très importante pour la fertilité des cultures et maintiennent un équilibre naturel qui diminue les maladies et les dégâts. La preuve flagrante de l'intérêt de ce concept est la récente invention française de trieuses de graines ultra sophistiquées, qui permettent d'avoir des récoltes « propres » de plusieurs graines

cultivées ensemble et séparées des indésirables.

Concrètement, que peut faire un fermier de la Beauce propriétaire de je ne sais combien d'hectares ?

La terre étant son capital, il doit la préserver et l'enrichir avec des nutriments adaptés aux cultures qu'il va choisir. Avec la technique de semis direct, au lieu de couper les mauvaises herbes – quand on les coupe, elles repoussent – on les roule et on les casse. Ensuite, avec le même tracteur, le même passage, on sème les graines dans ce sol couvert de végétaux. Ce qui est intéressant, c'est qu'on peut semer plusieurs espèces en même temps : des légumineuses (complémentaires des graminées, donc des céréales), des crucifères (comme les brocolis) et des céréales... Et les mauvaises herbes couchées qui continuent à survivre empêchent les oiseaux de voir les graines, protègent les sols de la sécheresse et des températures extrêmes, puis se décomposent pour nourrir les plantes cultivées. Après, on récolte, espèce après espèce, car elles ne mûrissent pas en même temps, par un simple réglage des machines agricoles ! Ceux qui souhaitent voir ce système en marche peuvent se rendre dans le pays nantais où chaque année, les acteurs du semis direct sous couvert végétal se retrouvent pour partager leurs expériences. •

BRÉSIL LA JUNGLE DU LOBBY INDIGÈNE

Par Jean-Yves Carfantan



Des membres de la tribu indienne des Waiaapi, dans l'État de l'Amapá, au Brésil, au nord de l'Amazonie, octobre 2017.



Instrumentalisant la cause des Indiens d'Amazonie, ONG et mouvements indigénistes ont pris le contrôle d'un septième du territoire brésilien. Leur écologisme radical se heurte aux intérêts des agriculteurs... et aux aspirations de nombreux Indiens. Enquête.

Les médias européens racontent souvent des histoires de bons et de méchants, notamment lorsqu'ils traitent de sujets lointains qu'ils connaissent mal, comme le sort des Indiens du Brésil. En janvier dernier, après son investiture, Jair Bolsonaro, le nouveau président du pays, a décidé de confier la délimitation des territoires indiens au ministère de l'Agriculture. Auparavant, cette mission incombait à la Funai, la Fondation nationale de l'Indien, un organisme créé en 1967 et rattaché au ministère de la Justice. Ce transfert de compétences a suscité une bronca des ONG et des mouvements indigénistes. À de rares exceptions près, la presse du Vieux Continent a pris leurs arguments pour argent comptant. À les entendre, le nouveau président s'apprête ainsi à détruire plus de cinquante ans de travail pour l'attribution des terres aux peuples indigènes pour livrer les territoires ancestraux à l'appétit vorace de l'« agribusiness ». La preuve ? Lorsqu'elle était députée fédérale (de 2014 à 2018), la ministre de l'Agriculture choisie par Bolsonaro était le chef de file du lobby parlementaire « ruraliste », réputée défendre les intérêts des grands propriétaires terriens.

Fin 2018, le Brésil comptait 896 900 Indiens (0,43 % de la population totale) répartis en 305 ethnies différentes. La constitution brésilienne (adoptée en 1988) accorde à ces populations un droit d'usufruit des territoires ancestraux sur lesquels elles sont →

Jean-Yves Carfantan est consultant agricole, à São Paulo. Auteur de *Brésil, les illusions perdues*, François Bourin, 2018.

installées et où la loi indigène fait foi. Ces terres restent néanmoins la propriété de l'État fédéral. Lorsqu'une ethnie revendique un territoire, l'État engage un processus de démarcation en plusieurs étapes. Si la première phase d'étude est concluante, la fondation délimite l'espace sur lequel le droit d'usufruit sera exercé. Ensuite, le ministère de la Justice rend public un projet d'homologation. Celui-ci peut alors être contesté par les occupants non indigènes des lieux (propriétaires en titre de foncier, locataires de bonne foi), qui sont menacés de devoir quitter le territoire délimité. Si les contestations sont jugées irrecevables, le chef de l'État homologue puis régularise les terres de réserve. Après une évaluation des pertes subies par la Funai, les expulsés peuvent cependant être indemnisés. Ces terres indigènes sont de véritables sanctuaires, dont l'accès est réglementé pour les non-Indiens et dont l'exploitation des ressources naturelles est interdite à toute personne ou entreprise venue de l'extérieur.

Quel exploitant s'engagerait à planter, à irriguer des terres ou à investir s'il court le risque d'être délogé ?

En trente ans, l'explosion des revendications des Indiens et la consolidation juridique de ces territoires ont permis d'accroître la dimension du foncier sur lequel des populations autochtones disposent d'un usufruit exclusif. En 1994, les 258 régions en cours d'évaluation par le gouvernement fédéral représentaient un peu moins de 800 000 km², mais seuls 34 % se trouvaient en fin de processus et donc confirmés. En 2018, les 572 territoires homologués représentaient 1,18 million de km², soit 13,8 % de la superficie du pays. En outre, il existait alors un « stock » de 115 autres dossiers en cours de traitement.

Comme on peut l'imaginer, cette extension des droits fonciers des Indiens n'a pas été accueillie avec enthousiasme par les autres populations vivant en milieu rural. Souvent victimes d'un racisme virulent, les bénéficiaires de la démarcation se sont d'abord heurtés à la résistance très violente des bandes criminelles qui vivent du commerce illégal de terres publiques dans les régions du Nord (Amazonie) où le cadastre est encore confus. Mais la résistance à la démarcation vient aussi de l'ensemble du monde agricole – pas seulement les grands propriétaires – pour qui le processus a été et reste une source d'insécurité juridique permanente. Quel exploitant s'engagerait à planter, à irriguer des terres ou à investir en équipements s'il court le risque d'être délogé ?

La politique de démarcation contrarie également les États fédérés, car elle fragmente le territoire et rend très difficile la construction de grandes infrastructures (routes, centrales hydroélectriques), des chantiers coûteux, longs et compliqués que les Indiens peuvent bloquer ou ralentir dès qu'ils ont un impact sur leur terre.

Les tensions et les conflits autour du foncier sont aussi attisés par la politique d'un grand nombre d'ONG indigénistes. Dès les années 1960, des anthropologues et une fraction de la société civile mobilisée par l'Église catholique se mobilisent sur la question indigène et encouragent la création d'ONG de défense des Indiens. Au fil du temps, ce mouvement ajoute l'écologie à son argumentaire. Les Indiens sont alors présentés comme le meilleur rempart contre la déforestation de l'Amazonie, dont l'ampleur et le rythme deviennent des préoccupations mondiales. Ce recours à l'étendard environnemental confère une audience globale aux revendications des populations indigènes brésiliennes. Empreint d'une culture revendicatrice de gauche, inspiré aussi par une sensibilité écologique radicale, le mouvement national pro-indien défend une conception du développement durable centrée sur la préservation d'espaces de plus en plus étendus et protégés de l'influence du monde capitaliste environnant. Cette approche est aussi celle du Conseil indigéniste missionnaire (CIMI), une organisation gauchisante très influente liée à l'épiscopat brésilien. Dans les années 1990, ces ONG nationales reçoivent le soutien d'agences gouvernementales européennes (Norvège, Royaume-Uni, France, Allemagne, etc.) ainsi que des grandes boutiques mondiales de protection de l'environnement (The Natural Conservancy, Conservation International, WWF, Oxfam, Greenpeace). Le CIMI bénéficie également du soutien d'institutions chrétiennes (CCFD en France, Cafod au Royaume-Uni). Bientôt, l'afflux de ressources financières permet au mouvement pro-indien de recruter des experts de toutes disciplines (anthropologues, communicants, économistes, linguistes). Dans les années 2000, ces experts participent directement à l'élaboration de la politique de démarcation comme consultants pour la Funai. Disposant de canaux de communication internationaux, utilisant des techniques de marketing, les associations indigénistes acquièrent un prestige médiatique qui dépasse de très loin celui de tous les autres secteurs de la société concernés par la politique de démarcation.

Pour ce mouvement très structuré et influent, les terres traditionnelles que doivent occuper les Indiens ne se réduisent pas aux espaces effectivement occupés à un instant, mais incluent l'ensemble des terroirs jugés nécessaires à la survie physique et culturelle des ethnies indigènes et au maintien

d'un mode de vie traditionnel. Aux revendications légitimes de ces ethnies, les ONG adjoignent donc un réservoir illimité de demandes potentielles. Ainsi, plusieurs organisations soutiennent aujourd'hui que les 572 territoires déjà identifiés et homologués ou en cours d'homologation ne représentent même pas la moitié de la surface totale à démarquer, qui atteindrait selon elles jusqu'à 30 % du territoire national, soit près de quatre fois la superficie de la France métropolitaine.

Les dérapages d'un autre lobby puissant

Au début des années 2000, avec l'arrivée de Lula à la tête du gouvernement fédéral, le lobby des ONG indigénistes est devenu l'inspirateur direct de la politique conduite par la Funai qui a de ce fait cessé d'agir comme un service public indépendant et impartial. La cause des Indiens a été utilisée par des organisations qui mènent un combat politique anticapitaliste ou défendent des thèses écologiques radicales. La démarcation des terres indiennes est devenue une sorte d'industrie finançant et garantissant la capacité d'influence sur les pouvoirs publics d'associations dites de défense des communautés indigènes.

Selon la législation actuelle, un groupe vivant en milieu rural est considéré comme appartenant à une ethnie autochtone s'il le déclare et si un rapport d'expertise réalisé par des anthropologues le confirme. La réalisation des études préalables et le rapport lui-même sont commandés par la Funai qui engage et rémunère des anthropologues... souvent membres ou associés aux quelque 200 ONG de défense de la cause indigène ! Comme l'a montré une commission parlementaire constituée en 2017 pour analyser le travail de la Fondation nationale de l'Indien, la fin a souvent justifié les moyens. Pendant des années, des rapports d'expertise anthropologiques ont été établis sans la moindre rigueur scientifique pour illustrer les orientations idéologiques de leurs auteurs. Pour légitimer l'expulsion d'un territoire des populations non indigènes, des « experts » ont littéralement ressuscité des peuples indigènes dont l'extinction remonte au XVIII^e siècle. D'autres ont soudain identifié des ethnies sur un bassin agricole où il n'existait pourtant aucune trace historique de leur présence. La dérive a été telle que, dès 2006, le président de la Funai, pourtant nommé par Lula, réclamait un arrêt immédiat des procédures de démarcation qu'il affirmait ne plus contrôler.

Une politique indigéniste indépendante, efficace et juste ne peut plus être fondée sur l'octroi aux Indiens de terres de plus en plus vastes. D'abord parce que ce n'est pas le souhait de plusieurs ethnies qui veulent s'intégrer à la société environnante. Ensuite parce que la concession de droits fonciers et l'usufruit exclusif ne sont pas suffisants pour assurer aux communautés bénéficiaires une sécurité économique. En 2010, le

recensement de la population brésilienne (le dernier en date) a montré que 42 % des Indiens vivaient en dehors des terres démarquées. Depuis, l'exode se serait accru. Ignorant complètement les droits originaires garantis par la constitution, des Indiens abandonnent discrètement les terres ancestrales qui leur sont réservées pour s'installer à la périphérie des villes. Leurs motivations sont très hétérogènes : fuite devant les attaques subies, recherche de travail et de meilleures conditions de vie (santé, éducation). En 2003, la création d'un revenu minimum pour les familles les plus démunies scolarisant leurs enfants a favorisé le mouvement. Les Indiens se sont rapprochés des villes pour recevoir cette allocation et avoir accès à l'école.

Des enquêtes ont montré que le souhait d'intégration de ces groupes (souvent en contact depuis des décennies avec la société qui les entoure) tranche avec les clichés véhiculés par des mouvements indigénistes. Les autochtones qui veulent rester sur des terres ancestrales préservées et protégées n'ont pas besoin d'une politique d'expansion infinie de leurs droits d'usufruit exclusif et excluant. Ils souhaitent même souvent maintenir des liens économiques et des relations de proximité avec les Blancs et les Métis qu'ils côtoient parfois depuis plusieurs décennies. Ils revendiquent encore un accès à des financements pour développer une agriculture moderne, des soins de santé de base, l'énergie électrique, l'eau courante et des écoles. Beaucoup ont le sentiment d'avoir été instrumentalisés par la lutte écologique radicale que mènent de nombreuses ONG, ce lobby puissant dont les médias occidentaux semblent ne pas connaître l'existence.

Même s'il en avait la volonté, le président Jair Bolsonaro pourrait difficilement rompre de son propre chef avec une politique de protection des Indiens bien installée. Il faudrait qu'il gagne l'appui du pouvoir législatif et que le système judiciaire ferme les yeux. En confiant à sa ministre de l'Agriculture la gestion de la politique de démarcation, il veut montrer que tous les agriculteurs lésés par les abus antérieurs ont été entendus. La ministre ne cesse d'ailleurs de répéter qu'elle s'en tiendra à la loi et au strict respect de la constitution. Acteur politique majeur, le lobby des ONG sait qu'il va perdre en capacité d'influence. Il présente donc cette mesure comme un cadeau fait au lobby agricole. L'offensive médiatique orchestrée par le mouvement indigéniste dépeint volontiers Bolsonaro comme un génocidaire en puissance des communautés indiennes. Pendant que les médias européens se scandalisent du génocide annoncé, les errements et le jeu politique des ONG, des mouvements religieux et des organisations indigénistes ne sont pas auscultés, évalués, analysés. En concentrant les projecteurs sur un lobby, on en laisse d'autres, tout aussi sinon plus puissants, agir dans l'ombre. •

DÉFORESTATION LE RIDEAU DE FUMÉE

Par Peggy Sastre

Incontestablement néfaste à la biodiversité, la déforestation est aussi dénoncée comme une cause majeure de réchauffement climatique. Arguments scientifiques à l'appui, le professeur de chimie atmosphérique Nadine Unger conteste ce lien de cause à effet. A ses risques et périls.

Toute cause a ses symboles. Une réalité qui n'est pas si difficile à comprendre sur le plan cognitif. L'action militante étant très gourmande sur plein d'aspects (économique, énergétique, affectif, etc.), tout ce qui peut en minimiser les coûts et maximiser les bénéfices est

bon à prendre. Investir un emblème, c'est mettre sa cervelle sur pilote automatique, s'épargner les scories de l'esprit critique, avoir des éléments de langage à portée de bouche et des images pour galvaniser l'enthousiasme des foules.

Du côté de la cause environnementale, le trope d'une nature non humaine en voie d'agonie avancée fait florès depuis ses origines et a pu ainsi s'incarner dans l'ours blanc rachitique ou les forêts « poumons verts » de la planète frôlant le collapsus. Mais là où le catastrophisme et le manichéisme sont effectivement de redoutables carburants à prise de conscience – pour ne pas dire à pénitence –, ils s'avèrent bien plus pernecieux en matière d'action politique, condamnée à n'être jamais efficace si elle n'est pas scientifiquement informée. Ce qui exige une prise en compte de la complexité des données et une saine mitigation de l'agit-prop.

Le cas des forêts est à ce titre éloquent. L'idée que la déforestation serait l'un des pires péchés de la civilisation industrielle et la couverture forestière, à l'inverse, l'un des souverains biens de la protection de l'environnement, semble désormais relever de la certitude. Dans ce sens, en 2015, le sommet

climatique de Paris (COP 21) allait être le premier à comptabiliser les initiatives nationales visant à compenser par les forêts – la protection des anciennes et la plantation de nouvelles – les émissions de CO₂ générées par les énergies fossiles. La Chine promet de reboiser un million de kilomètres carrés et, en Europe, on s'engagea à déboursier plusieurs milliards de dollars pour financer la préservation de la forêt tropicale. De même, lors de la COP 19 à Varsovie, deux ans plus tôt, les félicitations avaient fusé autour d'un « accord historique » visant à soutenir l'exploitation forestière durable. Et les États-Unis, la Grande-Bretagne ou la Norvège avaient fait de gros chèques à des pays moins économiquement avantagés pour qu'ils luttent contre la déforestation tropicale.

Après sa sortie du bois, Nadine Unger a reçu des menaces de mort

Sauf que les liens entre forêts et changement climatique pourraient ne pas être aussi simples, comme le laissent entendre les recherches de Nadine Unger, professeur de chimie atmosphérique à l'université d'Exeter (Royaume-Uni). La scientifique met en garde contre une confusion devenue courante dans les discours écologistes : l'amalgame entre les effets (indéniablement bénéfiques) de la forêt en matière de biodiversité et ceux (plus ambigus) qu'elle aurait sur un plan climatique. Ce qu'elle résumait en ces termes en 2014, dans une tribune publiée par le *New York Times* : « Planter des arbres et lutter contre la déforestation offrent des bénéfices certains à la biodiversité [...]. Mais il en va tout autrement de vouloir ralentir ou inverser le changement climatique par la sylviculture. Scientifiquement parlant, dépenser dans l'exploitation forestière les précieux dollars de la lutte contre le changement climatique est une entreprise à haut risque : nous ne savons pas si cela va refroidir la planète et nous avons de bonnes raisons de craindre un effet radicalement inverse. »

En cause, l'un des objets d'étude d'Unger : les composés organiques volatils (COV) émis par les arbres. Parmi eux, l'isoprène, un hydrocarbure susceptible de réchauffer l'atmosphère de plusieurs façons. D'abord en réagissant avec les oxydes d'azote de l'air pour former de l'ozone, connu pour augmenter les températures lorsqu'il se trouve dans les basses couches de l'atmosphère. Ensuite, en ralentissant la dégradation du méthane, autre puissant gaz à effet de serre. Et comme rien n'est jamais simple, l'isoprène possède aussi des effets refroidissant lorsqu'il contribue à générer des aérosols bloquant la lumière du soleil.

Selon les modélisations d'Unger, à l'époque maître de conférences à Yale, le remplacement des forêts par des terres agricoles au cours de l'ère industrielle n'aurait eu que très peu, voire pas d'effet sur le climat. Certes, selon ses calculs, cette disparition des forêts et prairies primitives – représentant environ 50 % de la surface terrestre – a bien libéré le carbone stocké dans les arbres, mais elle a aussi augmenté l'albédo terrestre (à l'effet inverse de l'effet de serre) et diminué les émissions de COV, susceptibles de refroidir comme de réchauffer l'atmosphère.

Des recherches qui n'ont pas plu à tout le monde. En janvier 2019, dans un article de *Nature* faisant le point sur la « controverse » sur les liens entre valorisation des forêts et changement climatique, Gabriel Popkin relatait les contrecoups bien peu scientifiques qu'Unger avait dû subir après sa sortie du bois. En effet, la chercheuse déclarait avoir reçu des menaces de mort et vu certains de ses collègues lui refuser la plus élémentaire des politesses après la publication de son article. D'ailleurs, quelques jours plus tard, une trentaine de chercheurs avaient signé une contre-tribune déplorant la faiblesse scientifique des travaux d'Unger. Unger était aussi accusée de contrecarrer, sciemment ou non, les très vulnérables réussites de décennies de labeur militant grâce auxquelles l'ampleur de l'urgence climatique commençait tout juste à être saisie par les citoyens et leurs gouvernants. Face à l'imminence de la catastrophe, écrivaient-ils en substance, le temps n'était plus à la réflexion et encore moins à la remise en question d'une sagesse conventionnelle – davantage d'arbres, moins de changement climatique – applaudie dans les grands raouts internationaux. Qu'importe qu'Unger la jugeât « fausse » et présentât des données pour corroborer son jugement.

Et c'est bien là que le bât blesse. Si la panique est rarement bonne conseillère, elle l'est d'autant moins dans un domaine aussi complexe que la protection de l'environnement. Au début des années 2000, c'est en arguant d'une telle urgence que Luiz Inácio Lula da Silva avait fait adopter au Brésil l'un des programmes de développement des biocarburants les plus ambitieux au monde. Mais parce que son étayage scientifique était inversement proportionnel à son clinquant, près de vingt ans plus tard, sa nocivité environnementale, mais aussi économique et sociale ne cesse de se faire jour.

Peu de certitudes sont peut-être aussi solides que celle-ci : si l'on vous dit que le temps de la réflexion est révolu et que seule doit primer l'action, alors on vous dicte les meilleures recettes de catastrophe. Surtout si votre cause prend des airs de religion et entend réduire au silence, par tous les moyens, les dissidents ne voulant que signaler des accrocs dans votre orthodoxie. •



Vue de la Terre depuis la station spatiale internationale.

LE CO₂, UNE CHANCE POUR LA PLANÈTE ?

Par François Gervais

Vilipendé à tort, le CO₂ est un bienfait pour l'humanité qui a permis de revégétaliser une bonne partie de la planète. Au nom de prévisions alarmistes, la France fait peser sur ses citoyens les plus modestes le coût d'une transition énergétique aux effets incertains.

À entendre certains, nous sommes coupables de rien moins que de « *crime contre l'humanité* ». Conjurer l'Armageddon impose de faire pénitence. Dans la lutte contre le mal absolu, le maître mot est « *décarboner* ». Confessons-le, la combustion des ressources fossiles, charbon, pétrole, gaz naturel, gaz de schiste, a contribué en un siècle à augmenter la proportion de gaz carbonique (CO₂) dans l'air de 0,03 % à 0,04 % en volume. Ce passage de trois à quatre molécules de CO₂ pour 10 000 molécules d'air justifie-t-il l'urgence d'une transition énergétique, comme le tambourinent les promoteurs des actions en justice contre l'État français et autres marches « *pour le climat* » ? Et même si on refait le calcul en ajoutant la vapeur d'eau, notamment des nuages – principal gaz dit « *à effet de serre* » –, l'augmentation est infime. Est-ce trop ? Ou trop peu ? Résurgence des Rogations, ces journées précédant le jeudi de l'Ascension où on priait pour la protection des cultures ?

En revanche, la faiblesse de cet accroissement n'empêche nullement le CO₂ de rester la nourriture la plus recherchée par la végétation. Ainsi, en trente-trois ans, cet accroissement du taux de dioxyde de carbone (CO₂) dans l'air a enrichi la planète d'une masse de végéta-

tion qui est l'équivalent d'un *sixième continent vert* que l'on peut observer par satellite et dont la superficie atteint 18 millions de km², soit 33 fois la superficie de la France métropolitaine¹. Cette végétation – la principale composante de la biomasse de notre planète – absorbe chaque année – et depuis trente-trois ans – 2,6 gigatonnes de carbone, qui représentent 0,6 % du volume total de carbone végétal. En termes de contribution à la croissance des récoltes et des plantes nutritives, le bénéfice pour l'humanité a été estimé à 3 000 milliards d'euros de 1961 à 2011². Au contraire d'être le « *polluant* » vilipendé à tort, le CO₂ est donc un fertilisant gratuit, un bienfait, en particulier pour le milliard de nos contemporains souffrant de la faim.

En regard de ces bénéfices, l'effet de serre du CO₂ induirait-il une augmentation de température insupportable, comparée aux variations diurnes ou saisonnières ? Commençons par rappeler que les périodes froides de l'Histoire, comme le petit âge glaciaire à la fin du règne de Louis XIV, ont provoqué mauvaises récoltes et épidémies, alors que les périodes plus chaudes comme l'optimum romain ou médiéval furent plus prospères. Et maintenant, passons aux faits de ce réchauffement. Le dernier rapport AR5 du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) montre la perplexité des « *experts* », terme rajouté dans le titre français, mais absent du titre anglo-saxon IPCC (P pour panel). De combien de degrés s'échaufferait la planète si la proportion de CO₂ doublait dans l'air – accroissement que, comme nous l'avons vu plus haut, l'on est très loin d'atteindre ? Le GIEC hésite entre 1,5 °C et 4,5 °C – même incertitude que dans le rapport Charney publié il y a quarante ans ! En envisageant quatre scénarios d'émissions, le GIEC prévoit une hausse de la →

François Gervais est physicien, professeur émérite à l'université de Tours. Il a publié sur le climat dans des revues internationales³ et a été expert reviewer du rapport AR5 du GIEC. Il est auteur de *L'Innocence du carbone*, Albin Michel, 2013, et de *L'Urgence climatique est un leurre*, L'Artilleur, 2018.

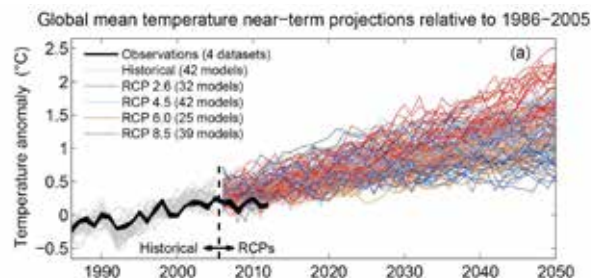


Fig. 1 – Reproduction de la figure TS.14(a) du rapport AR5 du GIEC montrant (I) que les modèles de climat virtuel (en couleur) ne sont pas du tout d'accord entre eux, (II) qu'ils prévoient des températures plus élevées que les observations (en noir). La figure 2 montre que la « pause » observée de 1998 à 2012 se prolonge.

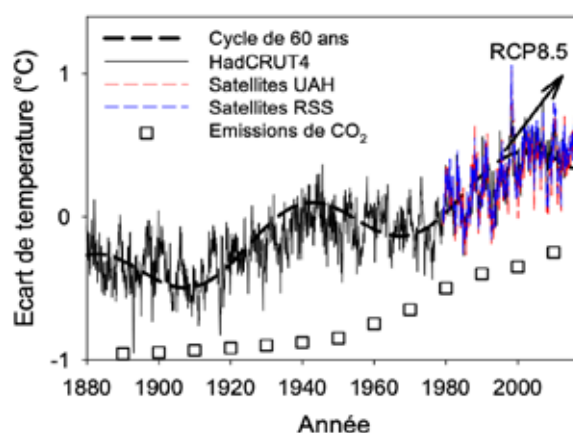


Fig. 2 – Évolution de la température moyenne de la Terre selon plusieurs sources à peu près d'accord entre elles (HadCRUT4, UAH, RSS). Les émissions de CO_2 ne se corrélaient évidemment pas à l'oscillation d'environ 60 ans observée. La flèche RCP8.5 pointe vers la température à la fin du siècle prévue par le scénario du GIEC sans limitation des émissions, confirmant l'écart grandissant entre mesures et modèles du GIEC.

température d'ici 2100 comprise entre 0,3 °C et 4,8 °C.

D'où proviennent des incertitudes aussi considérables ? Pour partie du rôle mal connu des nuages – donc de la vapeur d'eau dans l'atmosphère – qui, en réfléchissant l'énergie solaire, privent la Terre d'une partie de celle-ci. Ces incertitudes se traduisent par des divergences entre les différents modèles de climat étudiés par le GIEC, qui apparaissent dans la figure 1. Tous ces modèles donnent des projections supérieures aux observations de la période de 1998 à 2012, durant laquelle la courbe est à peu près plate. Cette « pause » se prolonge jusqu'à nos jours – comme le montre la figure 2 – si l'on fait abstraction de fluctuations liées au phénomène naturel El Niño de 2016.

Depuis 1945, début de l'accélération des émissions de CO_2 , la hausse de température constatée est de 0,4 °C. Mais elle a baissé de 1945 à 1975, ce qui ne plaide pas en faveur d'une corrélation avec le CO_2 . Elle s'est ensuite élevée, mais pas plus que de 1915 à 1945, alors que les émissions étaient six fois inférieures aux valeurs actuelles. Là encore, on a du mal à discerner une corrélation. En revanche, si l'on considère un cycle d'environ 60 ans qui se dessine dans l'évolution à la figure 2, la température pourrait à nouveau baisser dans les années à venir.

C'est à la base de cette faible corrélation et avec ces incertitudes dans les projections que la Banque mondiale, grande spécialiste du climat comme chacun sait, a établi le devis colossal pour la « lutte » contre le réchauffement climatique – 89 000 milliards de dollars d'ici 2030³. Quand les États cumulent déjà une dette souveraine de 60 000 milliards, faudrait-il la multiplier par 2,5 ? En France, où la dette atteint 2 200 milliards d'euros, les Français devraient donc déboursier, soit sous forme de taxes, soit par l'endettement, quelque 3 300 milliards d'euros supplémentaires. Pourquoi ? Pour éviter un réchauffement de l'ordre de 0,2 °C d'ici cinquante ans selon un corpus issu plus de 3 000 publications dans des revues internationales à comité de lecture dont les conclusions n'ont rien de catastrophiste⁴.

Et même si les Français font cet effort colossal, quel impact aurait-il sur la planète quand la France est responsable de seulement 0,9 % des émissions mondiales de CO₂ ? Dans l'hypothèse d'un réchauffement de 0,2 °C en 50 ans, la France serait donc responsable de seulement 0,002 °C. Éviter ces deux millièmes de degré justifie-t-il une dépense budgétaire et/ou un endettement hexagonal de 3 300 milliards d'euros ? Nos prélèvements obligatoires sont déjà les plus lourds d'Europe. L'augmentation des taxes sur les carburants sur le prétexte climatique, en réalité pour renflouer les caisses de l'État, s'est révélée intenable pour ceux qui ont du mal à finir le mois.

Le climat change comme la météo a toujours changé. « Chaque saison est à coup sûr "extraordinaire", presque chaque mois est un des plus secs ou un des plus humides, ou un des plus venteux, ou plus froid, ou plus chaud », pouvait-on lire dans le *Brisbane Courier* le 10 janvier 1871... Cent cinquante ans après, les médias surfent encore sur ce thème vendeur. Pourtant, la hausse du niveau des océans, mesurée par 2 133 marégraphes, s'établit à une moyenne de 1,04 mm par an⁵, extrapolable à 8 cm d'ici la fin du siècle. Le volume de la banquise arctique reste stable, à l'exception de l'impact des fluctuations météorologiques, depuis une dizaine d'années⁶.



Mine de charbon dans la province de Hubei, en Chine.

Les politiques françaises abusivement qualifiées de « climatiques » se réduisent à une importation massive de panneaux solaires photovoltaïques, principalement en provenance de Chine, et d'éoliennes importées d'Allemagne. Elles ne servent qu'à produire de l'électricité, alors que l'énergie électrique ne représente qu'un quart de l'énergie consommée. Or, selon les indications d'EDF sur la facture, en 2016, seulement 5,3 % de l'électricité a été produite par des combustibles fossiles (1,4 % par du charbon, 2,6 % par du gaz, 1,3 % par du fioul). Cette politique vise donc à décarboner une fraction d'énergie de 1,3 %... un pourcentage excessivement éloigné de l'ambition clamée. La Cour des comptes l'a dénoncée. Outre les coûts plus élevés des énergies renouvelables⁷ et les problèmes liés à leur intermittence, il faudrait encore démontrer que, sous nos latitudes, le retour énergétique sur investissement énergétique peut être supérieur à celui des énergies conventionnelles⁸. Du reste, les énergies intermittentes ont peu de chance de diminuer les émissions puisque, comme l'a montré l'exemple allemand à plus grande échelle, il a fallu pallier l'intermittence par la production d'électricité à partir de combustibles fossiles. De fait, on assiste à une croissance des émissions allemandes.

Quant aux augmentations des émissions en Chine et en Inde, elles sont 100 fois supérieures aux réductions françaises. Ces deux pays, arguant du nécessaire développement de leur économie, ont annoncé qu'ils continueraient à ce rythme jusqu'en 2030. Les politiques françaises, à l'impact déjà minuscule, apparaissent donc inutiles, coûteuses et injustes dans la mesure où, renchérissant le coût de l'électricité à l'instar de celui des carburants, elles frappent prioritairement ceux de nos concitoyens dont le poste « énergie » grève exagérément le pouvoir d'achat.

Il y a suffisamment d'excellentes raisons de préserver notre environnement pour ne pas gaspiller nos impôts dans des politiques dont certaines n'ont de durable que l'affichage. Économiser les ressources fossiles grâce au développement de l'efficacité énergétique procède du bon sens, sans le besoin du catastrophisme climatique. •

1. Z. Zhu et al., « Greening of the Earth and its Drivers », *Nature Climate Change*, 2016 (doi:10.1038/nclimate3004).
2. Craig D. Idso, « The Positive Externalities of Carbon Dioxide : Estimating the Monetary Benefits of Rising Atmospheric CO2 Concentrations on Global Food Production », *Center for the Study of Carbon Dioxide and Global Change*, 2013.
3. « Raising the Billions and Trillions for Climate Finance », *Worldbank.org*, 2015.
4. Lien vers 500 publications de 2018 : « Climate Alarm Unsettles in 2018 », *Notrickszone.com*, 3 janvier 2019.
5. A. Parker, C. D. Ollier, « Analysis of Sea Level Time Series », *Physical Science International Journal*, n° 6(2), 2015, pp. 119-130 (DOI: 10.9734/PSIJ/2015/15652)
6. [Ocean.dmi.dk/arctic/icethickness/thk.uk.php](http://ocean.dmi.dk/arctic/icethickness/thk.uk.php)
7. Rémy Prud'homme, *Le Mythe des énergies renouvelables*, L'Artilleur, 2017.
8. D. Weissbach et al, « Energy Intensities, EROIs (Energy Returned on Invested) and Energy Payback Times of Electricity Generating Power Plants », *Energy*, vol. 52, 2013, pp. 210-221.
- * F. Gervais, « Anthropogenic CO2 Warming Challenged by 60-Year Cycle », *Earth-Science Reviews*, 155, 2016, p. 129-135.

LE GLYPHOSATE POLLUE WIKIPEDIA

Par Erwan Seznec



Conformément aux conclusions de l'OMS, l'encyclopédie en ligne Wikipédia affirme l'innocuité du glyphosate. Sauf dans sa version francophone. Cette singularité est due au zèle militant d'un seul internaute.

Commercialisé par Monsanto, l'herbicide Roundup, à base de glyphosate.

« **L**e consensus parmi les agences nationales de régulation des pesticides et les organisations scientifiques est qu'il n'y a pas de preuve d'un effet cancérogène pour l'homme du glyphosate utilisé selon les règles. » Cette phrase est extraite de Wikipédia, mais en version anglaise. Vous ne la trouverez pas sur la version française, enjeu de ce qu'on appelle dans le jargon maison une « guerre d'édition ».

Encyclopédie collaborative lancée en 2001, Wikipédia fédère des dizaines de milliers de contributeurs bénévoles, qui peuvent créer et modifier des articles à leur guise, sous l'encadrement a minima pour la partie française de quelque 150 administrateurs. Mi-février 2019, celle-ci comptait deux millions d'articles, dont 0,8 % seulement étaient considérés par les administrateurs du site comme « de qualité¹ ». L'article « Glyphosate » n'en fait pas partie. Et pour cause. Dans notre pays, et dans notre pays seulement, le glyphosate est un sujet hautement polémique. Les pages en anglais, en italien ou en allemand de Wikipédia ne présentent pas du tout cet herbicide comme un risque majeur pour la santé publique.

Breveté en 1974 sous la marque Roundup par l'américain Monsanto (racheté en 2018 par l'allemand Bayer), tombé dans le domaine public en 2000, le glyphosate est l'un des phytosanitaires les plus utilisés dans le monde. Sa toxicité

a été régulièrement examinée, comme celle de tous les pesticides. À l'issue de multiples vérifications, il est toujours en vente dans l'UE (contrairement au paraquat, à l'atrazine, à la roténone, etc.). Plus encore, même selon Wikipédia (français), l'Autorité européenne de sécurité des aliments ainsi que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) estiment « improbable » qu'il soit « *cancérogène par voie alimentaire* ». Seul contre-avis : le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC), agence de l'OMS, l'a classé « *probablement cancérogène* », sur la base de résultats en laboratoire, sans se prononcer sur le risque en usage normal. Le CIRC est basé à Lyon. Est-ce la cause ou la conséquence de la défiance envers le glyphosate en France ? Difficile à dire, mais cette défiance déteint sur Wikipédia. Sur Wikipédia, toutes les contributions sont archivées et consultables en ligne. Leur lecture montre qu'un seul contributeur motivé peut influencer un article. En l'espèce, il signe « Factsory ». L'énergie qu'il consacre à ce sujet force le respect, mais elle est à sens unique, à charge, mettant exclusivement en avant ce qui peut accréditer la toxicité du produit pour l'homme.

En mai 2016, Factsory introduit une référence à une étude relevant un lien entre le glyphosate et des cancers. Quand un autre contributeur souligne que l'étude en question établit une corrélation, pas un lien de causalité, Factsory répond : « *Oui, mais c'est une première étape. Je prenais l'exemple du tabac plus haut, où on a d'abord montré la corrélation.* » En d'autres termes, le glyphosate est un poison, le démontrer est seulement une question de temps. Or, le temps, en réalité, a joué en faveur du glyphosate. Au fil des années, les études se suivent et l'innocentent. En novembre 2017, le *Journal of the National Cancer Institute* publie les résultats de l'enquête « AHS ». Pendant vingt ans, 54 000 agriculteurs dont 45 000 utilisateurs de glyphosate ont été suivis. Résultat : pas de hausse significative des cancers. Or, le 13 novembre, quand le contributeur « Nbonneel » signale qu'il y a « *une nouvelle étude à grande échelle particulièrement importante par son ampleur* », Factsory fait immédiatement savoir qu'il est « *défavorable pour plusieurs raisons* » à ce qu'elle soit citée sur Wikipédia. L'étude aurait des biais, des limites. Elle est finalement citée, mais sous une forme pour le moins bizarre : les centaines de données rassurantes sont expédiées en sept mots – « *pas d'association entre glyphosate et cancer* » – tandis que les quelques réserves des chercheurs émises au conditionnel sont minutieusement rapportées – « *doublement du risque de leucémie myéloïde aiguë chez les plus gros utilisateurs, le tiers des utilisateurs les plus exposés, avec un recul de 20 ans, présente un risque augmenté de + 5 % à + 297 %* ».

À peu près à la même époque, la presse relate qu'un expert consulté par le CIRC, Christopher Potier, a été rémunéré par des cabinets d'avocats défendant des victimes de cancers attribués au glyphosate. Un contributeur le mentionne sur la page. « *Je suis pour la suppression de cet ajout* », fait savoir Factsory le 21 octobre 2017. Il se

bat également pour que l'avis du CIRC, bien que minoritaire, soit cité en premier parmi ceux des différentes instances sanitaires qui suivent le dossier. Le contributeur « M Felipe » n'est pas d'accord. Les échanges s'éternisent, s'enveniment. « *Ce sujet est fortement idéologisé et Factsory bloque toute modification objective, ça n'est pas acceptable* », s'énervent M Felipe le 17 décembre 2018.

Début février 2019, le contributeur Nbonneel s'émeut de citations du *Monde*, trop fréquentes à son goût. Selon Nbonneel, « *dans le contexte des sciences exactes* », un quotidien généraliste n'est pas une source de premier plan. Sans surprise, Factsory défend avec ardeur cette référence qui penche depuis des années pour une interdiction du glyphosate. La page Wikipédia sur le glyphosate, selon lui, « *n'est pas un article de science ! Cela porte sur un sujet scientifique, mais avec des dimensions politiques, économiques, sociétales, éthiques.* » Le *Monde* a sorti en 2017 des documents internes de Monsanto, détaillant le lobbying mis en œuvre par la firme pour défendre son produit. L'Agence Santé Canada a examiné ces « Monsanto Papers », sans y trouver la preuve que le glyphosate était périlleux. Le 11 janvier 2019, elle a maintenu l'autorisation d'emploi, écartant tout « *risque de cancer pour les humains* ». Wikipédia francophone n'en parle pas.

Mais qui est Factsory ? Un lobbyiste travaillant pour des concurrents de Monsanto ? Un mercenaire œuvrant pour un avocat en procédure contre la firme ? Rien de tout cela. Après enquête, il se trouve être maître de conférences en informatique à l'université de Lille 1. Il milite occasionnellement sous son vrai nom (Mikaël Salson) contre la « *désinformation* » tendant à innocenter le glyphosate. Le 15 septembre 2018, sur Twitter, il fait la leçon à Géraldine Woessner, journaliste d'Europe 1. « *Pour le glyphosate, votre tweet est du cherry-picking : vous ne citez pas de synthèse de la littérature scientifique.* » Contacté, il n'a pas souhaité commenter, mais rien ne permet de penser qu'il a d'autres motivations que l'envie sincère de lutter contre le lobby, bien réel, de l'agro-industrie. S'il cessait d'intervenir sur l'article glyphosate, un autre prendrait probablement le relais, car Factsory est représentatif d'un authentique courant d'opinion en France. Ce n'est pas un groupe de pression structuré. Tout repose sur des convictions, et c'est une force considérable. Dans *La Démocratie des crédules* (PUF, 2013), le sociologue Gérald Bronner relevait que, tous sujets confondus, les « lanceurs d'alerte » sont systématiquement plus actifs que les sceptiques. À l'origine, l'encyclopédie en ligne fonctionnait avec un comité de validation scientifique. Elle prenait forme avec une lenteur si désespérante que les deux fondateurs, Jimmy Wales et Larry Sanger, ont lancé une œuvre coopérative. Le résultat est là : chaque pays a un Wikipédia à son image, somme de la totalité des connaissances, corrigée par les préjugés nationaux. •

1. Un article de qualité est « *bien écrit, complet, argumenté et neutre* », dit la charte de l'encyclopédie en ligne.

CULTURE & HUMEURS

76

Kafka, le retour du fils prodige
Daoud Boughezala

78

Jean-Pierre Lefebvre
« L'allemand de Kafka me fait
penser au français de Beckett »
Propos recueillis par Daoud Boughezala

82

**Théodule Ribot, le soleil noir
du caravagisme**
Pierre Lamalattie

86

**Fabienne Pascaud, plus
ridicule que précieuse**
Cyril Bennasar

88

Sécheret, le ciel vu de la terre
Benjamin Olivennes

92

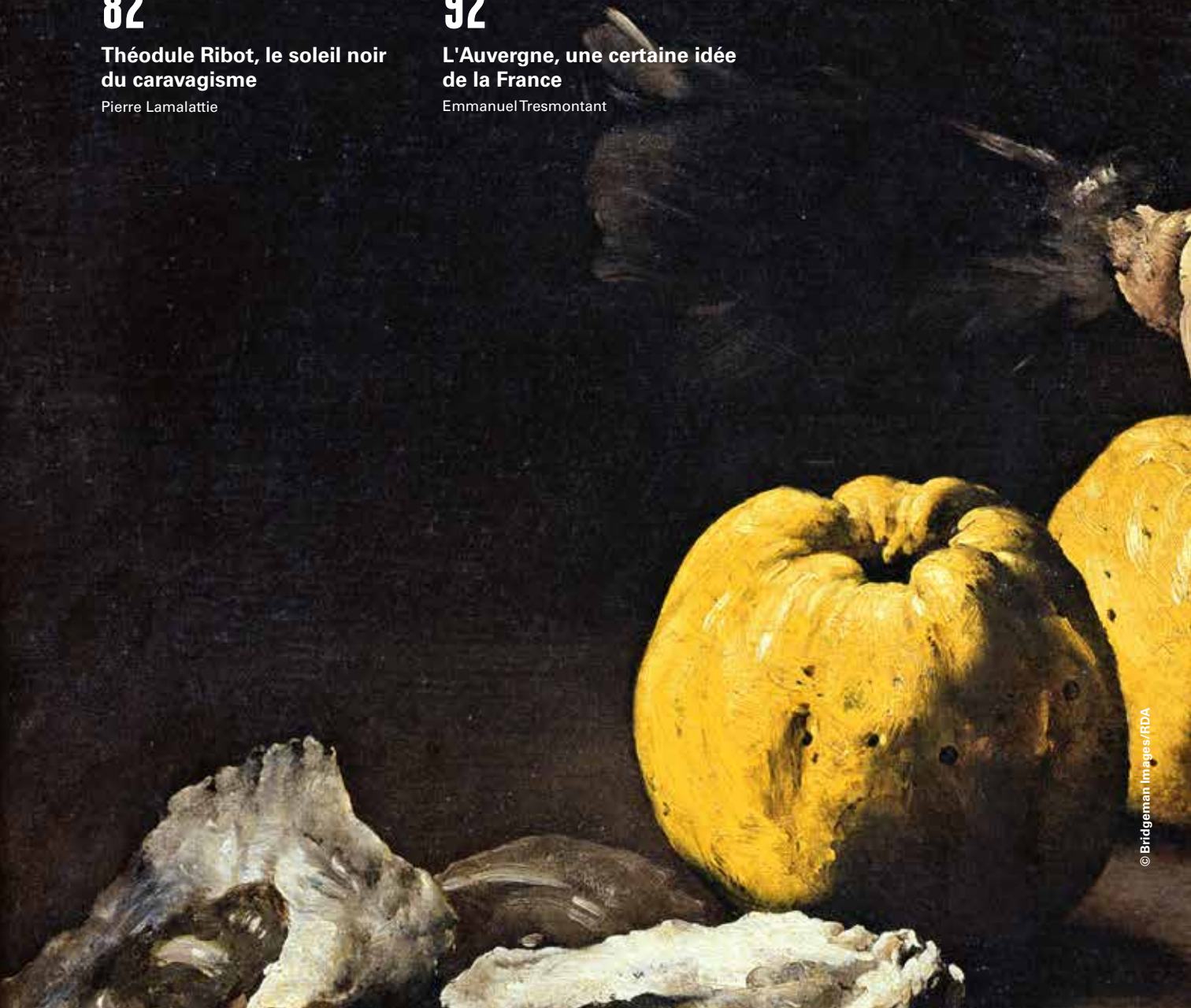
**L'Auvergne, une certaine idée
de la France**
Emmanuel Tresmontant

96

Les carnets de Roland Jaccard

98

Le journal de l'ouvreuse



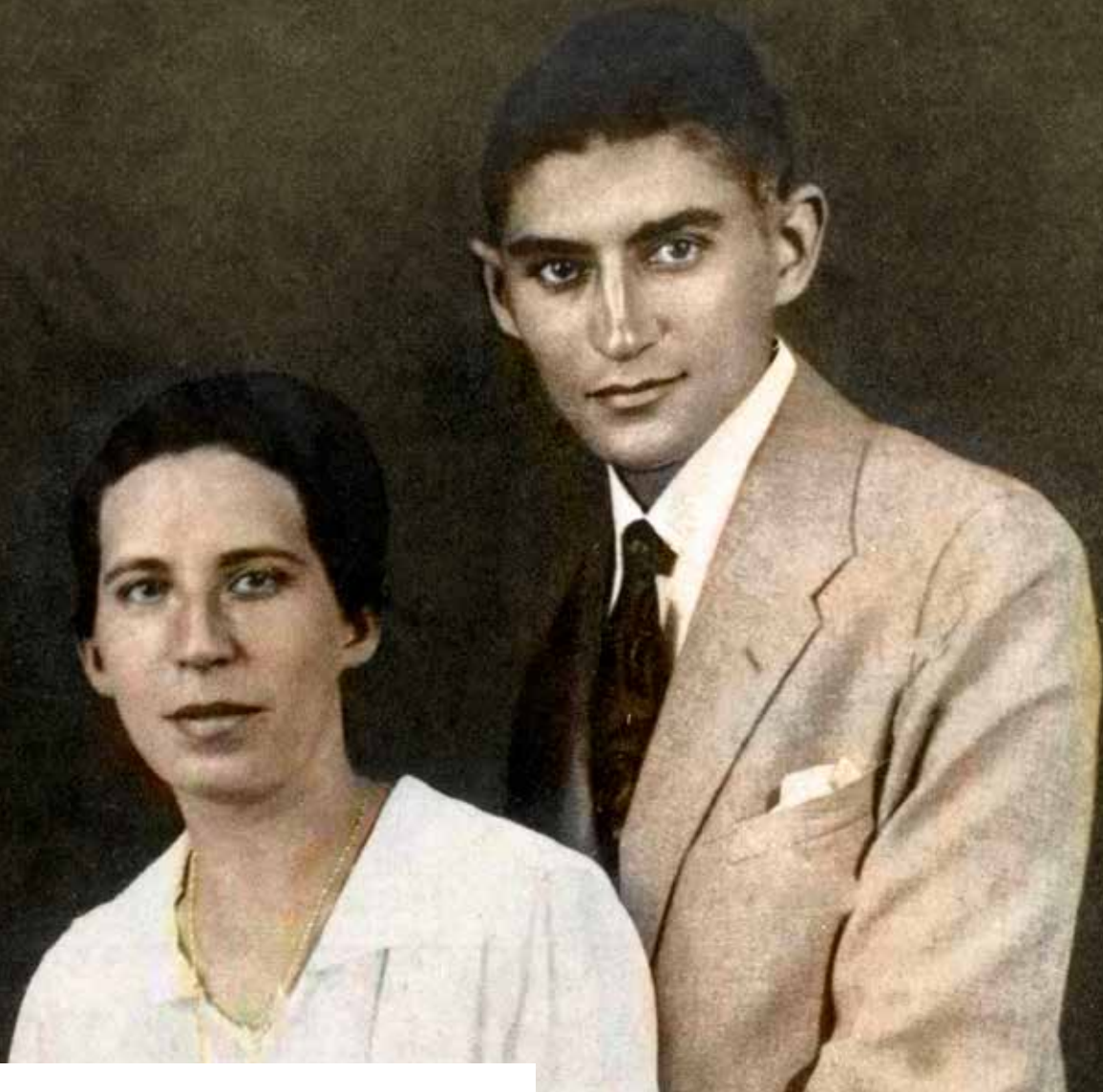


Nature morte, Théodule Ribot, milieu du XIX^e siècle.

KAFKA

LE RETOUR DU FILS PRODIGE

Par Daoud Boughezala



Franz Kafka et Felice Bauer, sa première fiancée, 1887.

Peu d'augures auraient prédit qu'un modeste juif de Prague deviendrait l'un des auteurs majeurs du XX^e siècle. Les romans de Franz Kafka paraissent en Pléiade dans une nouvelle traduction. La revanche d'un fils sur ce père qu'il abhorrait et aimait.

C'est l'histoire d'un grand juif (1,80 mètre) pragois devenu après sa mort l'un des plus grands écrivains du XX^e siècle. De Franz Kafka, mort à 40 ans en 1924, tout a été dit, écrit, traduit et décor-tiqué grâce à la trahison de son ami Max Brod. Au lieu de brûler les grands romans que Kafka, bourreau de lui-

même, vouait à la destruction, son exécuter testamentaire les a en effet publiés. *Le Disparu* (souvent traduit par *L'Amérique*) *Le Procès*, *Le Château* sont aujourd'hui rassemblés dans l'un des deux volumes édités par « La Pléiade ». Dans l'entretien qu'il m'a accordé (voir pages suivantes), son nouveau traducteur Jean-Pierre Lefebvre peint avec talent le tableau du Prague de la Belle Époque. Une Autriche-Hongrie finissante où l'émancipation des juifs se heurtait aux nationalismes allemand et tchèque, souvent teintés d'antisémitisme. Dans les œuvres kafkaïennes, on retrouve ainsi le petit périmètre urbain et l'imaginaire juif de Bohême dans lequel ce fils prodige a baigné toute sa vie durant.

Comme le note Lefebvre, les lectures antitotalitaires, freudiennes ou kabbalistiques des univers clos du *Procès* ou du *Château*, de *La Colonie pénitentiaire* ou de *La Métamorphose* ont chacune leur bien-fondé. De mon côté, las des anachronismes orwelliens que dénonce le Kundera des *Testaments trahis*, j'aimerais donner raison au grand Vialatte – auquel on doit les premières traductions françaises, réputées parfois farfelues, de Kafka. D'après l'auteur des *Fruits du Congo*, l'accusé Joseph K. du *Procès* est coupable, forcément coupable, à l'image de l'homme pascalien perdu devant l'immensité du monde. Ignorant les charges qu'il affronte, avant de se laisser abattre comme un chien par deux comédiens, Joseph K. se résout à ne quérir qu'un ajournement de son procès, l'acquiescement n'étant pas de ce monde. Ce que Kafka résume de son style limpide : « *Ils savent que l'abîme est sur eux, pourtant ils s'engagent sur la corde.* »

Dans cette nouvelle Pléiade, on lira avec délectation les petits bijoux que sont *La Sentence*, *Onze fils*, *Un virtuose de la faim*. Autant de nouvelles où Kafka fait résonner l'écho de sa relation toxique au père qu'il fantasmaient en tyran. Ce petit commerçant honnête et généreux écrasait son fils malingre et introverti par sa constitution, sa stature et sa voix de stentor, comme l'exprime sa déchirante *Lettre au père*, qu'on espère voir un jour éditée en Pléiade. « *Je suis persuadée que dans ses rêves, il l'a tué plus d'une fois* », en dira sa dernière fiancée, Dora Diamant, ainsi que son contemporain, l'écrivain suisse Max Pulver : « *La tuberculose était devenue son arme pour se défendre contre le monde, et surtout contre son père qu'il pensait punir grâce à cette maladie*¹. » Inutile de convoquer Freud ou Lacan pour comprendre la centralité du père dans l'œuvre kafkaïenne. Venant à bout du Gregor Samsa réduit à l'état d'insecte dans *La Métamorphose*. Poussant au suicide le héros de *La Sentence* (écrit en une nuit, c'est un des textes les plus violents et incisifs qu'il m'ait été donné de lire...) afin de monopoliser les femmes du foyer. Éreintant successivement ses *Onze fils* avec la froideur d'un faire-part dans la nouvelle du même nom.

Longtemps cloîtré dans sa chambre d'adolescent, client des bordels, Kafka écrivait jour et nuit, prisait Dickens ou Kleist, non sans brocarder Balzac et Dostoïevski. Au

risque de vous choquer, ce stakhanoviste fustigeait les généralisations balzaciques « *efficaces mais fausses* » du style « *vers cinq heures de l'après-midi, la marquise enfila ses gants comme toutes les marquises enfilent leurs gants à cette heure-ci* » ou l'excessive noirceur dostoïevskienne.

Sans fioritures ni métaphores alambiquées, Kafka reste un romancier de l'acte. C'est la thèse défendue par un certain Arnaud Villani dans un petit essai ardu mais fort stimulant, récemment sorti : *Kafka : l'homme en chute libre*. Prenons cette étrange histoire de l'arpenteur K. (encore un !) perdu dans les brumes du *Château*. Au fil de ses pérégrinations, K. tente de contacter les représentants de l'autorité, s'adjoint deux assistants espiègles, s'ébat avec une serveuse en plein bistro... Tout cela fait dire à Villani que Kafka « *invente une littérature et une pensée d'actes.* [...] *Les personnages du Château éprouvent-ils une attirance sexuelle ? C'est aussitôt une scène de sexe.* » Si bien que « *K. ne sait rien, ne veut rien, ne peut rien, pas plus que Kafka lui-même* », dont il n'y aurait nulle interprétation définitive à tirer.

Revenons à l'homme. Il serait facile d'alimenter la légende noire d'un rond-de-cuir misanthrope, perpétuellement dépressif et renfermé. Pour faire un sort à cette caricature, le récit d'une anecdote a priori triviale s'impose. L'humble écrivain, connu d'un petit cercle de littérateurs praguais de son vivant, vit un jour une petite fille pleurer dans un parc. Témoin de la scène, sa fiancée Dora raconte avoir entendu Kafka s'enquérir du motif des pleurs. La fillette ne se remettait pas d'avoir perdu sa poupée. Pris au dépourvu, Kafka inventa aussitôt une fable pour consoler l'éplorée : si la poupée demeurait introuvable, c'est qu'elle était partie fourbue d'ennui, chercher le bonheur sous d'autres cieux. D'ailleurs, elle ne manquerait pas de le faire savoir à son ancienne propriétaire, via une lettre d'explication circonstanciée. Sans plus tarder, Kafka rentra chez lui pour rédiger la missive et la transmettre à la petite fille. Larmes séchées, blessures refermées : sa mission d'ange réparateur était accomplie.

On peine à imaginer l'inventeur de cette trouvaille épouser les idéaux socialistes puis sionistes qui furent les siens à la fin de sa vie. Ni quelque utopie que ce soit. Pourtant, l'apprentissage de l'hébreu et les projets d'émigration, vite contrariés par sa maladie, lui ont fait renouer avec le ritualisme judaïque de ce père qu'il craignait autant qu'il l'admirait.

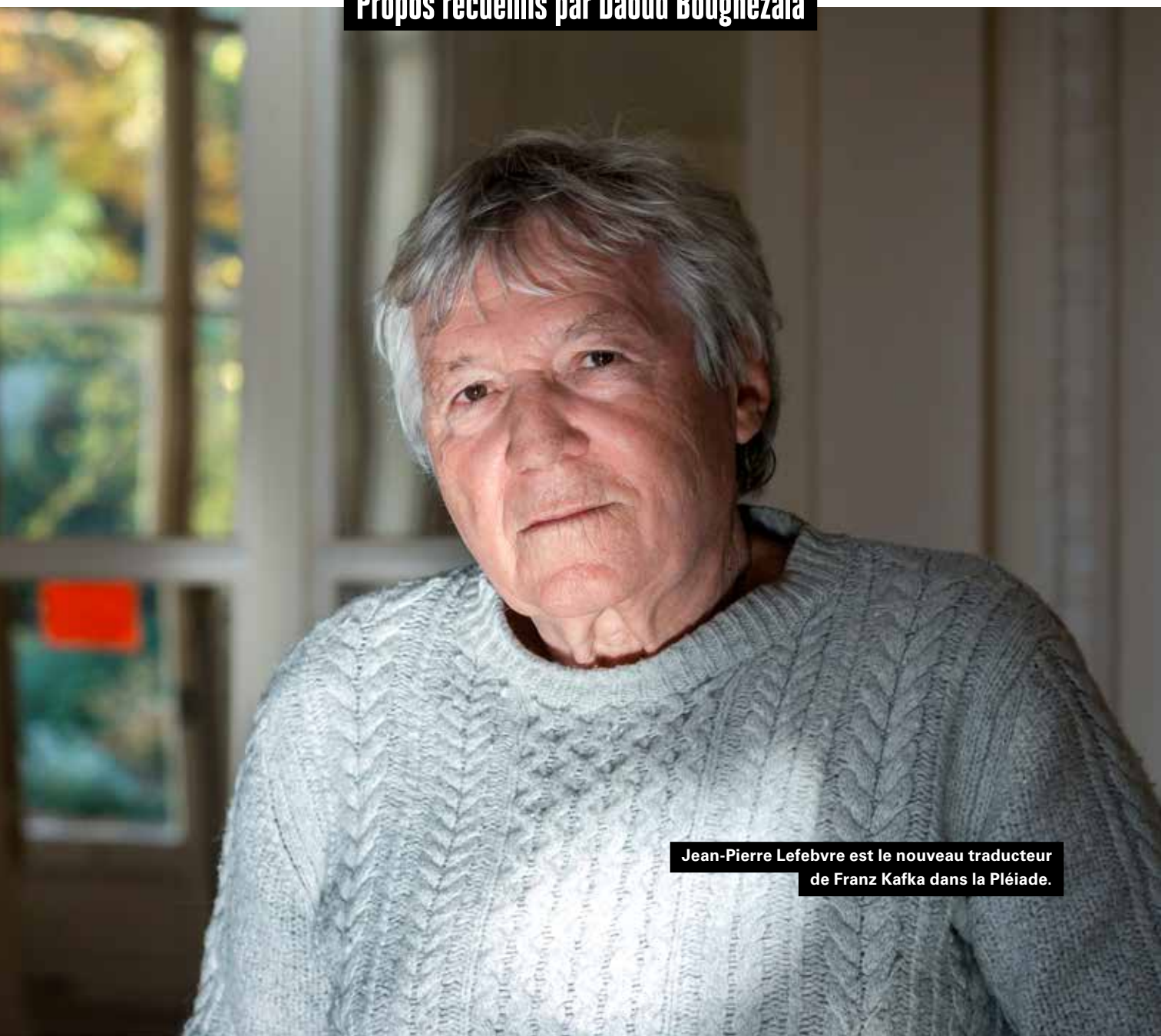
Laissons le mot de la fin au Kafka qui riait en se lisant. Un jour que le fils d'un de ses collègues de bureau lui demandait pourquoi il se rendait au sanatorium sans croire en ses chances de guérison, l'auteur du *Procès* répondit malicieusement : « *Chaque accusé s'efforce d'obtenir un ajournement de son verdict.* » •

1. Deux témoignages que l'on retrouve dans le beau livre *J'ai connu Kafka : témoignages réunis par Hans-Gerd Koch*, Actes Sud, 1998.

JEAN-PIERRE LEFEBVRE

« L'ALLEMAND DE KAFKA ME FAIT PENSER AU FRANÇAIS DE BECKETT »

Propos recueillis par Daoud Boughezala



**Jean-Pierre Lefebvre est le nouveau traducteur
de Franz Kafka dans la Pléiade.**

Les romans de Franz Kafka (1883-1924) ressortent en Pléiade dans une nouvelle traduction signée Jean-Pierre Martin. Le prétexte parfait pour aborder sous un nouveau jour l'auteur juif pragois du *Procès*, trop souvent cantonné à une lecture antitotalitaire.

Causeur. Né à Prague au croisement de deux familles juives, Franz Kafka (1883-1924) est souvent qualifié d'auteur tchèque de langue allemande. Dans le contexte de l'Autriche-Hongrie, ne doit-on pas plutôt le considérer comme un juif germanophone ?

Jean-Pierre Lefebvre. Il avait de fait, à sa mort, la nationalité tchécoslovaque. Mais les textes écrits aujourd'hui sur Kafka le définissent plutôt comme un auteur juif pragois de langue allemande que comme un sujet de la double monarchie austro-hongroise. Cela étant, Kafka parlait et écrivait le tchèque, comme pratiquement tous les juifs pragois, tout simplement parce que c'était la langue de la majorité de la population. À la maison, son père parlait beaucoup mieux le tchèque que l'allemand. Kafka évolue donc dans un environnement global proprement tchèque, bien qu'il ait écrit son œuvre en allemand.

Juifs, Allemands et Tchèques se fréquentaient-ils mutuellement ?

Tout dépendait de la classe sociale. La bourgeoisie était le milieu d'un certain brassage. Mais la population juive germanophone de Prague occupait des positions assez importantes en rivalité avec les germanophones non juifs. Elle subissait un double antisémitisme, à la fois allemand – très virulent – et tchèque – plus complexe –, car les Tchèques étaient en quelque sorte les juifs des Pragois : bien que de loin majoritaires, ils étaient et se sentaient traités comme une minorité inférieure. Dans toute la Bohême, et principalement à Prague, l'administration austro-hongroise avait cependant dû doubler les structures éducatives et culturelles pour satisfaire les demandes de la majorité tchèque (écoles tchèques, lycée tchèque, université tchèque, théâtre tchèque). La situation administrative et culturelle avait atteint une sorte de parité avant la chute de l'empire d'Autriche-Hongrie, dans les années qu'a vécues Kafka.

Quel est son milieu d'origine ?

Le schéma familial est assez classique : une famille paternelle provinciale d'origine très modeste, avec de nombreux enfants, donc la nécessité pour certains de quitter la campagne pour vivre et tenter leur chance, et une famille maternelle plus aisée. Brasseurs, les parents de la mère de Kafka occupaient une position

proto-industrielle relativement importante dans une petite ville de campagne, un peu comme des notables. Ces familles cultivaient une tradition culturelle orale proprement juive, avec notamment des rabbins et des lettrés dans leur lignée et des histoires transmises de génération en génération. Il existait, par exemple, une espèce de mythologie familiale autour d'un « *Wunder-rabbi* » qui avait, disait-on, sauvé quelqu'un dans des circonstances particulières.

Ce profond enracinement juif n'a pas empêché Kafka de vivre dans un milieu très cosmopolite à Prague. Sa famille employait du personnel de maison de toutes origines (une bonne française, une germanophone et des domestiques tchèques), si bien que les enfants Kafka parlaient plusieurs langues. Les parents de Kafka l'ont envoyé au lycée allemand, puis à la faculté de droit en espérant que cela favoriserait à terme son statut social et lui permettrait d'occuper une place de bon niveau dans la société, voire de devenir fonctionnaire, comme cela commençait à devenir possible si la libéralisation du statut des juifs d'Autriche-Hongrie se poursuivait.

Malgré son haut niveau d'instruction, Kafka considérait toujours l'allemand comme une langue étrangère. Pourquoi ?

La langue allemande de Kafka me fait penser à la langue française de Beckett. Il y a des tchéquismes dans son *Journal* ou dans ses lettres, qu'il ne fait pas corriger par un tiers. Kafka a un tel souci avec son allemand que dans les quelques œuvres qu'il a publiées, il se méfie de lui-même, relit, utilise un dictionnaire, vérifie dans la grammaire, demande conseil à son ami polygraphe Max Brod, qui publiera contre sa volonté tous ses manuscrits après sa mort. Traînant une angoisse d'écolier, Kafka visait la correction absolue, voire la perfection d'un allemand pur et sans fautes. Il élimine tous les ornements qu'on trouve chez les écrivains germanophones de l'époque. À certains égards, la sobriété de son style simplifie le travail des traducteurs. Les manuscrits qu'il n'a pas corrigés contiennent des petites fautes de grammaire. C'est peut-être de cette tension que résulte une prose aujourd'hui considérée comme la plus belle prose allemande qui soit. Un paradoxe étonnant !

Entrons dans son œuvre. « Le parti de Kafka, c'est de faire de la politique avec des →

textes qui ont l'air de ne pas l'être », dites-vous. N'était-il pas largement apolitique ?

Jeune, Kafka était séduit par la voie socialiste et anarchiste. Certes, à la première lecture de ses textes, leur visée et leur pertinence politiques et critiques semblent faibles, car l'attention du lecteur est capturée par le charme de l'imaginaire et par l'articulation romanesque du récit. Mais ces deux facteurs déposent dans les esprits une réceptivité à des tas de curiosités de nature sociale et politique. Prenez l'exemple du *Procès*, dont le début et la fin ont été écrits en même temps. Le projet d'écriture révélé par la mort et les dernières pensées du héros sont bien précis. Kafka fait mourir son héros Joseph K. à la fin du livre en lui faisant constater qu'il a mal vécu, de manière égoïste, solitaire, comme un bourgeois outrecuidant, un jouisseur désagréable et antipathique. C'est pour lui faire déplorer d'avoir vécu ainsi que Kafka le fait mourir d'emblée en écrivant tout de suite le dernier chapitre.

Le Procès est tout de même l'histoire d'un jeune homme traîné en justice, puis exécuté sans jamais savoir pourquoi ! N'est-ce pas une métaphore de l'individu opprimé par un pouvoir arbitraire ?

Cette lecture antitotalitaire a été largement influencée par l'histoire du xx^e siècle, qui a projeté ses schémas sur les écrits de Kafka. C'est légitime et inévitable à bien des égards, mais c'est aussi négliger qu'à certains égards, Joseph K. fait partie des oppresseurs : méprisant aussi bien envers ses subalternes qu'avec les gens qu'il doit recevoir, c'est un être assez médiocre. Ce cadre dans une banque qui fait fructifier l'argent croise pendant tout le roman des individus humiliés auxquels il reste insensible. Cette dimension psychologique et sociale est consubstantielle à la conscience grandissante chez lui d'une sorte de culpabilité. Au principe de l'absurdité oppressante de sa situation, il y a aussi l'abstraction absolue des rapports sociaux dominés par l'argent.

Beaucoup de personnages veulent aider Joseph K., mais il ne les écoute pas...

Absolument. Son oncle essaie par exemple classiquement de faire jouer ses relations en lui présentant un avocat que son neveu finit par abandonner. À mesure que tous les recours extérieurs se révèlent inopérants, le problème du héros devient de plus en plus intérieur. Son mal vient de plus loin. Joseph K. souffre de ne pas avoir su aimer. C'est le fond d'une lecture analytique assez convaincante, qui traque chez Kafka les traces de divers traumatismes réactualisant un traumatisme initial : K. aurait, par exemple, troublé un rapport sexuel de son père avec son épouse. Rien ne met tant en fureur un père que d'être ainsi interrompu en pleine scène originelle. Le bilan du *Procès* pourrait être disculpant : la faute de Joseph K. n'en était pas une, il ne méritait pas d'être condamné ni exécuté, il souffrait d'une histoire pathologique.

Est-ce pour cette raison qu'il semble accueillir son exécution comme un soulagement ?

Oui. D'ailleurs, il tire presque ses assassins par la manche en leur disant de ne pas oublier de faire leur travail. Il y a un côté désespéré et tragique. La tragédie est souvent suicidaire, mais elle exhibe la vérité.

S'il est une tragédie dans la vie de Kafka, c'est bien sa relation au père. Sa terrible Lettre au père révèle un fils terrorisé par son géniteur violent, qu'il accable de reproches. Comment comprenez-vous ce texte ?

Kafka a subjectivement baigné dans un univers familial terrible et insupportable, qu'il n'a objectivement jamais quitté. Jamais publiée de son vivant, à l'instar de ses romans, sa *Lettre au père* est écrite tardivement. Un tel règlement de comptes contre un père déjà malade semble étonnant. Kafka reprochait à son père un comportement tyrannique et brutal qui le fascinait en même temps. Physiquement impressionnant, Hermann Kafka a baigné son fils de références à sa propre enfance, lui répétant combien il avait dû se battre comme un chien pour sortir de la pauvreté familiale. Je ne peux pas m'empêcher cependant d'éprouver une certaine sympathie pour le souci vital de ce père et sa relative bonne foi.

Sa relation névrotique au père l'a-t-elle condamné à rester éternellement un fils ?

Oui, d'ailleurs le mot « fils » est souvent utilisé dans les titres des livres consacrés à Kafka. Il a tenté de se rebeller, mais est resté sous la pression très forte de l'autorité et de la culture familiales. Ses deux frères étant morts très jeunes, il est resté le seul fils, soumis à une pression constante lui enjoignant entre autres de se marier et d'avoir des enfants. Quand il opte pour des études de droit, c'est en fils obéissant. Jusqu'à la fin, il a en partie cédé à ces demandes, jusqu'à accepter d'exercer un métier – employé d'une usine d'amiante – qui ne convenait pas à ses poumons fragiles. Son père l'a en quelque sorte envoyé à la mort en le poussant à y travailler. Jusqu'à sa relation avec Dora Diamant, quelques années avant sa mort, Kafka a mangé à la table familiale. Même sa fréquentation du bordel et des prostituées de Prague s'inscrit dans la sphère de cette dépendance à l'égard de l'ordre du père...

Sans jouer les Freud d'arrière-boutique, j'y vois une possible explication de la place souvent peu enviable qu'occupent les femmes dans ses récits. Elles apparaissent couramment comme des jouets sexuels à la disposition des hommes.

C'est une distribution des rôles malheureusement assez classique. Sauf exception, les femmes ont surtout des fonctions symboliques dans les fables et les romans de l'époque. C'est parce qu'il déroge à la règle que son roman d'amour épistolaire, *Les Lettres*



Synagogue espagnole de Prague, vers 1890.

à Milena, est devenu à ce point célèbre. Milena est un être réel. Mais dans une œuvre comme *Le Château*, et plus encore dans *Le Procès*, les personnages féminins sont très stéréotypés. Au gré de sa pérégrination, le héros vagabond du *Château*, K. (quasi-homonyme de celui du *Procès*) rencontre, par exemple, l'ogresse autoritaire en la personne de la femme de l'aubergiste. Elle est allée trois fois batifoler chez Klammer, l'un des maîtres du château, et ne s'est jamais remise d'avoir été si tôt rejetée. Cette femme détruite physiquement par l'embonpoint tranche avec la serveuse Frieda, la maîtresse de Klammer, qui est sèche et plate comme un filet, mais devient la compagne de K. Cela signifie sans doute que ce n'est pas l'appétit sexuel, mais une visée autre, qui pousse l'arpenteur à l'êtreindre sous le comptoir. Cet épisode montre que K. est un homme qui saute sur les occasions pour parvenir à ses fins, il ne vit pas dans la perspective du long fleuve tranquille ni dans la situation des êtres acceptés d'office !

Terminons sur une note biographique. Converti au sionisme à la fin de sa vie, Kafka aurait caressé le rêve d'émigrer en Palestine et d'y vivre dans un kibboutz. Pour ce solitaire qui a longtemps vécu isolé dans une chambre chez ses parents, ce projet collectiviste était-il sérieux ?

Absolument. C'était un projet fondé, réfléchi et adossé à une histoire d'amour véritable. Avant celle-ci, Kafka avait surtout eu le désir antiautoritaire de quitter les

lieux de l'oppression pour s'exiler. Plusieurs de ses amis d'enfance étaient partis tôt en Palestine dans le cadre d'un projet de vie plus proprement sioniste. À partir de 1914, cette aspiration s'est renforcée au contact de tous les juifs de l'Est, poussés par la guerre vers Prague, mais aussi Berlin et d'autres métropoles occidentales. Quand il a déménagé à Berlin pour vivre avec Dora Diamant, qui était très familière de l'univers sioniste, il s'est préparé à tenter le voyage, discutant de son prix et de ses possibilités matérielles. L'épouse d'un de ses amis déjà installé à Jérusalem est même venue à Berlin se proposer de les emmener vers la Terre promise. Si Kafka n'avait pas développé une tuberculose fulgurante, il aurait sans doute émigré.

Mort en 1924, neuf ans avant l'avènement du nazisme, quinze avant la conquête de la Tchécoslovaquie par le III^e Reich, Kafka a échappé aux pogroms. Qu'en est-il de sa famille ?

Le nazisme a massacré les porteurs de la culture hassidique, y compris en Bohême, mais aussi les juifs de Prague. Les parents étaient morts au début des années 1930. Mais les trois sœurs de Kafka ont été rafflées, déportées et assassinées à Chelmno et Auschwitz, de même que beaucoup de leurs amis et leurs familles. Milena est morte à Theresienstadt, Julie Wohryzek à Auschwitz, tout comme Grete Bloch. À travers toutes ses proches rafflées, Kafka est aussi une victime de la Shoah. •



Jésus et les docteurs, Théodule Ribot, 1866.

THÉODULE RIBOT

LE SOLEIL NOIR

DU CARAVAGISME

Par Pierre Lamalattie

Les musées de Courbevoie et de Colombes proposent des rétrospectives consacrées à Théodule Ribot. Ce peintre majeur du XIX^e siècle à la noirceur tranquille actualise magistralement la tradition caravagesque.

Nous sommes en 1884, à l'hôtel Continental, rue Castiglione, à Paris. Il y est donné un grand banquet. Divers orateurs se succèdent. Un dernier homme se lève avec difficulté. Il est ému. *« Je bois à l'art ! bredouille-t-il. À l'art que j'aime ! À l'art de nos maîtres ! À l'art de Millet, de Corot, de Daubigny, de Courbet ! »* Puis il éclate en sanglots. Son discours s'arrête là. Il est vieux et malade. Il est coiffé d'une faluche, sorte de béret prisé des artistes et des étudiants. C'est un peintre qui se nomme Théodule Ribot¹. Il est peu connu du grand public, mais immensément respecté par ses pairs. Boudin, Corot, Daubigny, Monet, Rodin, De Nittis et beaucoup d'autres sont venus. Ils veulent fêter le vieux maître tant qu'il est encore temps. À sa mort, en 1891, on lui fait un enterrement en grande pompe, façon III^e République. On donne même, dans un délai record, son nom à une rue de Paris (à proximité du parc Monceau).

Théodule Ribot est un autodidacte persévérant. Né en 1823 dans l'Eure, il appartient au milieu modeste de la petite bourgeoisie rurale. Il s'intéresse tôt au dessin et à la peinture. Cependant, son père meurt au moment où il pourrait envisager d'intégrer une école d'art. Au lieu de cela, pour faire vivre sa famille, il doit enchaîner des emplois alimentaires. Sa peinture progresse dans les interstices de temps qui lui restent. Toute sa vie, il mène une existence prudente, sédentaire et économe, à la limite de la pauvreté. On peut dire aussi qu'il manque de chance : il est souvent refusé au Salon, son atelier est détruit dans la vague d'exactions prussiennes en 1870 et, qui plus est, il souffre de problèmes récurrents au cerveau. En outre, sa peinture, trop triste pour servir comme ornement, se vend mal.

Ribera de passage au Louvre

Théodule Ribot se forme principalement en fréquentant le Louvre, d'abord comme visiteur, puis comme copiste. Le point important est qu'en 1838, Louis-Philippe ouvre dans ce musée des salles consacrées à l'art espagnol, ce qui constitue une grande nouveauté. Sous l'Ancien Régime, l'italianocentrisme était tel que les collections ne comptaient pas plus d'une dizaine d'œuvres espagnoles. Napoléon avait bien rapporté des toiles d'Espagne, mais elles y étaient reparties après le congrès de Vienne. À la demande du roi des Français, environ 500 tableaux sont achetés outre-Pyrénées durant les années 1830. Sur place, le contexte de sécularisation met sur le marché de nombreux biens ecclésiastiques. Ces peintures ne restent au Louvre que dix ans, car, en 1848, cette collection, propriété personnelle de Louis-Philippe, le suit en exil, puis est dispersée. Cependant, ces toiles ont une influence décisive sur nombre d'artistes français. Certains, comme Manet, se focalisent sur les œuvres attribuées (souvent à tort) à Velázquez, artiste le plus équilibré, le plus classique, le plus facile d'accès, pourrait-on dire. Mais Ribot →



Gigot, Théodule Ribot, vers 1880.

paraît surtout réceptif aux Espagnols caravagesques, plus mordants, plus tragiques. Il a l'occasion d'observer Zurbarán et de se délecter des œuvres de Ribera (Espagnol établi à Naples). C'est ainsi que, par-delà les siècles, Ribot est amené à reprendre empiriquement le fil du caravagisme.

Le caravagisme, contrairement à ce que ce terme pourrait laisser croire, est tout sauf un groupe de suiveurs perpétuant les formules éprouvées du maître. Dès le début, des artistes comme Valentin de Boulogne (voir *Causeur* de mars 2017), José de Ribera, Massimo Stanzione, Luca Giordano, etc., portent le mouvement bien au-delà. Caravage, aussi talentueux soit-il, ne doit pas être vu comme le génie culminant, mais plutôt comme une sorte de précurseur, d'initiateur. Malheureusement pour le public d'aujourd'hui, il est l'arbre qui cache la forêt. La plupart des expositions et des recherches en matière de caravagisme sont, à quelques exceptions près, consacrées au seul Caravage. En outre, on fait principalement voyager ses petits et moyens formats, les seuls transportables. On voit donc surtout les scènes de genre de sa première période, avec éphèbes, fleurs et fruits, ne livrant aux regards qu'un artiste en gestation. C'est dire que le caravagisme et Caravage lui-même restent mal connus et mal compris.

Le caravagisme dans toute sa noirceur

Plus qu'un mouvement cantonné à une époque, le caravagisme constitue une véritable sensibilité traversant les siècles. Certes, les artistes relevant de cette veine sont plus nombreux au XVII^e siècle. Mais l'héritage irrigue le XVIII^e, par exemple dans une bonne partie de l'œuvre de Piazzetta. Il est encore très présent au XIX^e siècle, notamment avec Géricault. Il est toujours vivant au XX^e chez des figures comme Tibor Csernus et plus encore dans l'œuvre de nombreux photographes, tel Robert Mapplethorpe. En ce qui concerne le XIX^e, l'exposition montre à quel point Théodule Ribot est l'un des artistes les plus puissants de cette filiation.

Ce qui frappe dans les peintures de Théodule Ribot, c'est d'abord l'extrême beauté de ses matières et de sa touche. En dépit de teintes assourdies proscrivant tout effet facile, on éprouve un rare plaisir à regarder ses toiles de près. On ressent une vraie jouissance à observer sa touche ferme, ses matières râpeuses, ses dessous brun foncé, ses glacis transparents, ses nuances subtiles, ses crescendo graduels débouchant sur des ruptures brutales. Il faut s'attarder en particulier sur ses torsos d'hommes ou sur ses pieds et mains où les plis de la pâte (comme chez Ribera) expriment magnifiquement la fatigue et la callosité de la peau humaine. Ribot a vraiment un sens exceptionnel de la pictorialité. Cela en fait un des peintres les plus éminents de son siècle. Ses pairs ne s'y sont pas trompés.

Ensuite, il y a la question des lumières. Jamais, chez Ribot, on ne peut cerner les objets et les êtres comme

on aurait tendance à vouloir le faire dès qu'on essaye de comprendre une image. Chez lui, la plus grande partie de chaque corps se perd dans une ombre commune. Par défaut, les vivants relèvent du chaos et de la disparition. Mais la lumière, comme une grâce, arrache au néant ici un bout de visage, là un morceau de pied. Le traitement du clair et de l'obscur exprime une sorte de théologie instinctive d'autant plus véridique que Ribot, non croyant, ne met nullement en application un programme religieux.

Ce luminisme est certes commun à beaucoup de caravagesques. Cependant, avec Ribot, on est loin du tragique grandiose des martyrs du grand siècle. C'est plus grave, plus confiné, plus irrémédiable. Sa noirceur est intense et statique. Il s'agit de quelque chose de poisseux comme l'obscurité ordinaire des pièces humides où l'on économise la chandelle, des lieux où la vie semble faite de patience et de silence.

La grandeur des petits musées

On est surpris qu'une rétrospective d'un tel intérêt se tienne dans de petits musées, à Courbevoie et Colombes, et qu'elle ait été relayée si discrètement. Avec les moyens d'un grand musée, elle aurait pu être plus exhaustive et plus largement partagée. Comment ne pas être découragé, dans le même temps, de voir flotter sur le musée d'Orsay les bannières des expositions Renoir et Picasso ? Quoi que l'on pense de ces deux-là, peu d'artistes ont été autant montrés, le second étant omniprésent *ad nauseam*. La plus-value est mince. Même les fans de Picasso se lassent du feu roulant d'expositions. Au musée d'Orsay, depuis quarante ans, si l'on met de côté le beau travail accompli par le département des sculptures, on ne cesse de redécouvrir les mêmes peintres (impressionnistes, postimpressionnistes, etc.). Le musée d'Orsay a-t-il définitivement renoncé à nous faire explorer la diversité artistique de la période dont il a la charge ? La présidence précédente de Guy Cogeval semblait augurer un timide début d'ouverture et d'éclectisme. La nouvelle présidente, Laurence des Cars, fait craindre un retour aux « valeurs sûres » et aux succès commerciaux de court terme. Déprimant ! Oublions donc Paris ! Allons à Colombes et à Courbevoie ! •



À voir absolument :
« Théodule Ribot :
l'esprit et la chère »,
musée Roybet,
Courbevoie, jusqu'au
31 mars.



« D'ombre et de
lumière : Théodule
Ribot (1823-1891) »,
Colombes, Musée
municipal d'art et
d'histoire, du 23
février au 29 juin
(principalement après
le 1^{er} avril).

1. À ne pas confondre avec l'autre Théodule Ribot, philosophe et psychologue actif à la même époque.

FABIENNE PASCAUD PLUS RIDICULE QUE PRÉCIEUSE

Par Cyril Bennasar



Fabienne Pascaud, en 1985.

Sur France Inter, l'émission « Le masque et la plume » est un bonheur d'intelligence critique. L'affligeante chroniqueuse de *Télérama* et spécialiste du poncif Fabienne Pascaud fait figure d'exception.

Si je lis peu mon contemporain, si je vais peu au cinéma et encore moins au théâtre voir ce que produit l'époque, je le dois sans doute au flair que j'ai développé pour la médiocrité ambiante et à une certaine intuition pour l'imposture moderne, mais pas seulement. Je n'échapperais pas à la plupart des indigestes navets que le monde culturel nous sert aujourd'hui sans répit, sans l'aide précieuse ni les conseils avisés des professionnels de la critique qui s'attablent chaque dimanche soir autour de Jérôme Garcin pour donner à entendre sur France Inter le meilleur des spectacles joués à Paris et en province dans l'émission « Le masque et la plume ». Il suffit d'attendre qu'un film ou qu'une pièce soit diffusé à la télé pour réaliser qu'à la radio, le débat est plus riche que le sujet débattu et le commentaire plus distrayant que l'œuvre commentée. La distribution est toujours inégale et le talent mal réparti, mais entre les auteurs et les comédiens de cette troupe, l'échange des points de vue est souvent un régal. Les uns nous consternent, les autres nous ravissent, et si nous sommes sous le charme, c'est qu'il y a plus de talent, d'esprit et d'humour chez un Nerson ou chez un Neuhoﬀ que dans un film de Philippe Godeau, une pièce de Sébastien Thiéry ou dans un livre d'Édouard Louis.

Mais attention, il est préférable de se demander qui parle avant de prendre au pied de la lettre un avis et de suivre une recommandation. Il faut savoir parfois rectifier le tir et corriger la sentence pour avoir une idée juste de ce qu'on peut éventuellement lire ou de ce qu'on ne doit surtout pas aller voir. Dans certains cas, on peut être sûr de ne pas se tromper en prenant conseil et en ne le suivant pas. Les soirs de théâtre, parmi les boussoles qui indiquent le sud à coup sûr, il en est une particulièrement fiable : Fabienne Pascaud.

Sur un ton tantôt pédant tantôt snob, la dramatique critique et directrice de la rédaction de *Télérama* enfile semaine après semaine les perles les plus mal dégrossies que la paresse intellectuelle et le conformisme bien-pensant puissent produire. On ne l'attend plus au tournant, on la voit venir de loin et tomber en ligne droite dans tous les panneaux que le progressisme imbécile a dressés sur les sentiers battus et rebattus de ses démonstrations. Même si sa voix était travestie,

nous saurions que la gourde qui juge Molière misogyne parce qu'il a écrit des personnages de femmes ridicules, c'est Fabienne Pascaud.

On en vient à se demander si c'est pour qu'aucune ânerie politiquement correcte ne se perde et qu'aucun poncif ne nous soit épargné, comme quand elle dit sans rire que l'idée de faire jouer le personnage d'un homme par une comédienne est en soi une idée intelligente, ou qu'elle juge scandaleux qu'un personnage de fiction puisse être à la fois escroc et socialiste, que l'animateur invite une experte dans le maniement du poncif et de l'ânerie : Fabienne Pascaud.

Si l'on ne veut pas perdre son temps à la représentation de l'un de ces montages grossiers par lesquels des metteurs en scène en manque de modestie et en quête de subversion prennent en otage les chefs-d'œuvre de notre répertoire classique pour les mettre au service de l'idéologie de l'époque ; si l'on craint de perdre son humour et son sang froid au spectacle de Phèdre ou de Bérénice, embarquées avec le spectateur dans de véritables galères et condamnées à ramer dans le sens de l'histoire, requi-

sitionnées pour dénoncer le colonialisme, le racisme, le sexisme ou l'homophobie ; si l'on redoute de souffrir en voyant Cyrano neurasthénique et sans panache ou dom Juan dépressif et pénitent pour avoir trompé des femmes, les deux s'escrimant pour nous servir des leçons de pacifisme, de tolérance ou de féminisme, il faut prendre soin de dégauchir avant de s'en servir les recommandations attendues de Fabienne Pascaud.

Même quand elle doute et qu'elle s'interroge, la tenancière renommée d'une rubrique dramaturgique peut atteindre des sommets dans l'art de pérorer au ras des pâquerettes. Même lorsqu'elle aborde des sujets sérieux, la gardienne du dernier bastion du gauchisme culturel reste comique. Ainsi, en prenant ce raccourci du langage qui trahit un raccourci de la pensée et nous écorche les oreilles, il lui arrive de s'interroger « *sur comment* » une partie du peuple de gauche, malgré les efforts acharnés de sa corporation, a pu rejoindre le Front national, sans voir, cet épouvantail à populisme, qu'elle en est une des nombreuses raisons, sans comprendre qu'une partie de la réponse tient en deux mots : Fabienne Pascaud. •

C'ÉTAIT ÉCRIT MANGER VRAI !

Par Jérôme Leroy

Si la réalité dépasse parfois la fiction, c'est que la fiction précède souvent la réalité. La littérature prévoit l'avenir. Cette chronique le prouve.

On les appelle les « aliments ultra transformés », AUT pour les intimes, et ils font peur. *Les Échos* reprenant une enquête du docteur Mathilde Touvier, directrice de recherche en épidémiologie nutritionnelle, donnent des résultats sans appel : la consommation des AUT accroît la mortalité. Pourtant, au premier abord, on peut penser que transformer les aliments est la base de la gastronomie, celle du festin de Trimalcion, par exemple, dans le *Satiricon* de Pétrone. Les convives trouvaient pourtant déjà que ce raffinement allait un peu trop loin : « *Pour mon compte, je vis posté au-dessus de moi ce Dédale qui d'un porc avait fait une oie ; il sentait la saumure et les sauces à vous empestier.* » Ces Romains décadents ne font pas partie de l'échantillon représentatif du docteur Touvier, mais leur inquiétude fait pourtant écho à celle de la nutritionniste : « *Parfois, les aliments sont complètement transformés, on a l'impression qu'il s'agit de fruits, alors qu'il n'y a plus un gramme de fruit dans le produit fini.* »

Aujourd'hui, aux « fake news », il convient donc

d'ajouter la « fake food ». Dans cet oxymore peu engageant qu'est « *le steak végétarien* », on trouve ainsi un gloubi-boulga « *d'émulsifiants, d'antioxydants, d'acidifiants, de sirop de glucose, de dextrose, d'arômes, des protéines lactiques, de gélifiants et d'affermissants* ». Certes, créer des aliments ultra transformés sans souci des conséquences sanitaires est une idée qui ne date pas d'hier. La manière dont on trafique les aliments pour les pauvres a donné quelques belles pages, chez le Huysmans naturaliste d'À vau-l'eau qui décrit les mésaventures du célibataire Folantin dans les gargotes du Quartier latin : « *L'invariable tapioca était plein de grumeaux et le bouillon était fabriqué par des procédés chimiques ; la sauce des viandes puait l'aigre madère des restaurants ; tous les mets avaient un goût à part, un goût indéfinissable, tenant de la colle de pâte un peu piquée et du vinaigre éventé et chaud.* »

Alors quelle solution nous reste-t-il pour nous nourrir sainement ? « *Manger vrai !* » nous dit le docteur Touvier. L'écrivain chinois Zheng Yi dans *Stèles rouges* s'est intéressé, dans son enquête sur la Révolution culturelle, au meilleur moyen d'y parvenir : « *Ce jour-là, l'école secondaire de Tongling était en pleine effervescence culinaire : dans les cuisines, on cuisait de la chair humaine ; dans les dortoirs des professeurs, on cuisait de la chair humaine ; dans l'internat des filles, on cuisait de la chair humaine ; sous les auvents devant les salles de classe, on grillait de la chair humaine ; dans la cour de l'école, on grillait de la chair humaine.* »

Le cannibalisme révolutionnaire, voilà sans doute une solution à explorer contre les AUT... •

SÉCHERET

LE CIEL VU DE LA TERRE

Par Benjamin Olivennes



Brouillard solaire à New York, Jean-Baptiste Sécheret, 2011-2018.

Le Salon du dessin consacre une exposition au peintre paysagiste Jean-Baptiste Sécheret. La terre, le ciel, les mortels et les dieux s'unissent dans ses œuvres qui témoignent du temps où l'industrie et la nature coexistaient en paix.

C'est un nom que vous n'avez jamais entendu, et qu'un petit groupe de connaisseurs et d'amateurs se repasse clandestinement, sous le manteau. Celui d'un peintre d'une cinquantaine d'années, vivant à Paris, qui est déjà étudié et imité par de nombreux disciples dans les écoles des beaux-arts ; que Marc Fumaroli et Jean Clair se désolèrent de n'avoir pu embarquer dans leur exposition sur la peinture française de 2017 ; et que moi-même, après ces grandes autorités, je tiens pour le plus grand peintre de sa génération.

Il s'appelle Sécheret, Jean-Baptiste. Ancien élève des Beaux-Arts, ayant longuement étudié Velázquez et Goya à Madrid, il fut aimé de James Lord, le biographe

et le modèle de Giacometti ; et de Raymond Mason, le grand sculpteur sur lequel Bonnefoy a écrit. Ainsi s'inscrit-il dans l'histoire véritable, qui reste encore à écrire, de l'art en France depuis les années 1960, un art qui a pris le maquis, et dont un Sam Szafran est, sachez-le, le bien involontaire général clandestin.

À vous qui ne connaissez pas Sécheret, l'occasion est donnée de vous rattraper à la fin du mois de mars, au Salon du dessin, palais Brongniart, où son gale-riste Jacques Elbaz organise une exposition à lui seul consacrée.

Qu'y verra-t-on, à cette exposition one-man-show ?

Sécheret est principalement peintre de paysages. La plage de Trouville, les campagnes du Loir-et-Cher ou de Normandie, les villes et les montagnes italiennes, mais aussi la ligne des toits de New York, lui inspirent désormais la plupart de ses motifs. Il n'y a pas de mise en scène, pas d'histoire, pas de narration.

Sécheret appartient à une école, très française, et dont le point culminant fut sans doute Cézanne, pour qui l'étude du motif, du rapport qu'entretiennent entre elles les formes géométriques des bâtiments et des arbres, ou les couleurs du ciel et de la terre, ou l'étude des innombrables variations de la lumière selon l'heure et les saisons, constitue à soi seul l'objet du travail du peintre. Le peintre est à l'école du motif, c'est ce dernier qui donne sa dignité au tableau, il n'a pas besoin de mettre en scène un « sujet », car l'observation de la simple réalité peut être le travail d'une vie.

Partout dans ce travail apparaît le souvenir prégnant du XIX^e siècle, d'un XIX^e qui précéda immédiatement l'impressionnisme et le rendit possible, celui des paysages de Corot et de Courbet. L'histoire de la peinture hante Sécheret, qui n'hésite pas à remettre ses pas à l'endroit exact où Corot, Cézanne, Seurat ont peint certaines de leurs œuvres les plus célèbres.

Mais Sécheret n'est pas resté figé au XIX^e siècle et, s'il en reprend les principes esthétiques, il les utilise pour peindre un monde nouveau, ou plutôt un monde que Corot et Courbet n'ont pas vu, mais qui est déjà en train de mourir pour nous, celui de la révolution industrielle. Les gratte-ciel de New York, les cheminées d'usine du Havre au loin de ses vues des Roches noires, et surtout la vieille usine désaffectée de Mondeville lui fournissent l'occasion de certaines de ces études de formes et de tons qu'il aime tant, en même temps que le témoignage précieux d'une époque où l'industrie et la nature ont su coexister en paix.

Il n'y a pas d'êtres humains dans les paysages de Sécheret, lors même que ce dernier a, dans ses

tiroirs secrets, des portraits, dessinés ou peints, de toute beauté. Mais partout il y a la terre et le ciel, et sur la terre les beautés de la nature (forêts, montagnes) et celles des constructions humaines (immeubles, fabriques). Cette œuvre retrouve sans même avoir besoin de le savoir (car ici c'est la pensée qui apprend auprès des artistes, et non l'inverse) les quatre éléments du Quadriparti (*Geviert*) heideggerien, l'union de la terre et du ciel, des mortels et des dieux. Pour l'auguste Teuton, en effet, si l'œuvre d'art avait un sens quelconque, c'était bien de nous faire reconnaître que, comme mortels, nous sommes parties d'un tout, d'une alliance, et partant de nous apprendre à habiter la Terre en regardant vers le haut. « *Le regard vers le haut [du poète] parcourt tout l'entre-deux du ciel et de la Terre. Cet entre-deux est la mesure assignée à l'habitation de l'homme* », écrivait-il dans *L'homme habite en poète*.

Si le lecteur m'autorise à rester chez Heidegger, c'est finalement cette chose mystérieuse qu'on pourrait appeler la « présence », après laquelle semble courir notre peintre. Le fait qu'il y ait quelque chose plutôt que rien, l'éternel miracle que représente une habitation ou un arbre qui se dresse devant nous, dans leur solidité, au milieu d'un ciel et d'une lumière que nous ne pouvons toucher, la surprise du « il y a », voilà cet invisible que la peinture de Sécheret nous donne à voir. Voilà ce qui me touche tant dans la façon qu'il a de peindre une ruine romaine qui se détache dans le ciel.

Le résultat est, pour utiliser un mot devenu aujourd'hui tabou dans le monde de l'art, d'une immense *beauté*. Il faut dire que Sécheret a un don pour la couleur, et peint notamment des ciels extraordinaires, des « *beautés météorologiques* » analogues à celles que Baudelaire voyait chez Boudin.

Mais prenez garde, même si un penseur allemand m'aide à comprendre cette peinture, celle-ci n'a rien de romantique. Sa tranquille beauté peut déconter-nancer notre époque habituée, depuis Picasso, les Stones, Scorsese ou Tarantino, à une esthétique du choc, du coup de poing dans la gueule.

La peinture de Sécheret est classique, c'est-à-dire française. Fille de Poussin et de Chardin, elle nous bouleverse en silence, sans roulement de tambour. Elle demande de l'attention, de la lenteur, de la rumination. La lumière qu'il y avait dans le ciel ce soir-là et que le peintre a saisie n'a duré qu'un instant ; mais le fait qu'il y a une terre et un ciel, un matin et un soir, un printemps et un automne, ce fait-là est éternel. •



Salon du dessin,
palais Brongniart,
75002 Paris, du 27
mars au 1^{er} avril 1993.

TANT QU'IL Y AURA DES FILMS

Par Jean Chauvet

« Le critique de cinéma, c'est l'inspecteur des travaux finis », disait François Truffaut. Chaque mois, Jean Chauvet parlera des chantiers en cours.

Chine, encore

**Les Éternels, de Jia Zhang-ke
Sortie le 27 février 2019**

Le retrait en dernière minute d'un film chinois durant le dernier festival du film de Berlin, à la demande expresse des autorités chinoises elles-mêmes, ne plaide guère pour qu'on s'intéresse à un cinéma aussi corseté. Et avec 20 films nouveaux par semaine en France (record mondial absolu !), on se dit après tout qu'on peut se passer de cette Chine aux longs ciseaux et aux idées courtes. Seulement voilà, le réel cinématographique est toujours plus complexe qu'il n'y paraît et quelques cinéastes chinois déjouent la censure tout en offrant de leur pays des tableaux d'une sévérité sans concession. Jia Zhang-ke fait partie de ce petit cercle fermé. Il est inexplicablement reparti bredouille du Festival de Cannes de l'an dernier, alors même qu'il y présentait l'un de ses plus beaux films à ce jour, lequel

vient enfin de sortir en France sous le titre *Les Éternels*. On y suit le parcours de Qiao, interprétée par Zhao Tao, qui pour sauver Bin, un petit chef de la pègre locale, l'homme qu'elle aime, sacrifie sa propre liberté. Mais à sa sortie de prison, elle déchanté rapidement face à la lâcheté manifeste de celui qu'elle n'a jamais cessé d'aimer et qui désormais la fuit. À cette déception amoureuse abyssale s'ajoute la découverte des changements survenus en Chine depuis son incarcération : le capitalisme du parti unique s'avère d'une sauvagerie sans égale tandis que l'ancestral « *jiang hu* », sorte de code d'honneur d'une société parallèle, s'est évaporé.

C'est l'histoire d'un deuil qui nous est racontée. Ou de plusieurs à dire vrai : un deuil sentimental, un deuil affectif, un deuil social, un deuil culturel. Et le personnage de Qiao de se métamorphoser au gré de ces découvertes successives qui sont autant d'arrachements et de renoncements. La femme amoureuse se transforme en ange noir de la vengeance et l'amertume remplace la joie. Pendant ce temps, des villes entières sont submergées par les eaux d'un barrage. Ici, en effet, et c'est l'un des points forts de ce film qui n'en manque pas, l'intime confronte toujours sa résonnance au collectif, les ravages de l'âme trouvent des échos dans les ravages de l'économie. Quand l'héroïne prend la route dans cette Chine de toutes les mutations, c'est pour y croiser une incroyable faune issue des temps nouveaux : petits délinquants pathétiques, affabulateurs impénitents en quête de rédemption, voyous machos et inconséquents. Soit des cohortes d'individus solitaires et laissés pour compte. Et au milieu demeure cette jeune femme incapable de renoncer à ses idéaux autant qu'à ses amours anciennes, figure décalée d'un temps révolu, guerrière vaincue d'un dernier combat inutile, mais définitivement beau, précisément parce que perdu d'avance. Avec ces *Éternels*, Jia Zhang-ke signe peut-être son film le plus séduisant, ne refusant aucun genre, ni le mélo, ni le polar, ni le social, entre autres, mais pour mieux les dépasser ensuite et atteindre en fin de compte l'universel. Servi par la superbe photographie du chef opérateur français Éric Gautier, le film déploie ainsi la majesté de son propos et la chanson de geste de son héroïne. En conviant le spectateur à ce voyage hautement romanesque, le cinéaste chinois affirme la



Les Éternels, de Jia Zhang-ke.

singularité et du cinéma et de son cinéma. À la brutalité ambiante, il oppose la résistance d'une petite voix qui dit non. Aucun film ne sauvera le monde, c'est acquis. Un film comme *Les Éternels* peut nous faire croire le contraire le temps d'une projection, c'est certain. Pourquoi se priver de cette utopie éphémère ? •



Les Éternels, de Jia Zhang-ke.

France toxique

***Nos vies formidables*, de Fabienne Godet
Sortie le 6 mars 2019**



Nos vies formidables, de Fabienne Godet.

Non, elles ne sont évidemment pas formidables les vies des protagonistes de cette grosse fiction française en forme de reportage immergé dans un centre de désintoxication de diverses addictions. Il y avait hier des films de gladiateurs, il y a désormais des films de réunions de patients en détresse. Avec son lot de cris, de crises, de larmes, de crises de larmes et de larmes de crise. Mais aussi de sourires bienveillants et de paroles thérapeutes qui soignent, réparent, consolent. Le processus est toujours le même : certains se sortiront du cycle infernal de la rechute, d'autres y sombreront corps et biens. Et l'héroïne (sans jeu de mot, s'il vous plaît) finira par découvrir que si elle se drogue, c'est qu'elle fut abusée. Et voilà comment, madame, monsieur, on adjoint aussi le film de victimes de la pédophilie à l'autre genre susnommé. Coup double et compassion assurée. Pas certain que le cinéma sorte



Nos vies formidables, de Fabienne Godet.

grandi de cette vogue où tout se joue à coup d'histoires vraies et autres ateliers d'expression et de mises en situation réelle. Du nécessaire et beau « mentir vrai », on passe insensiblement au triste « dire vrai », sous couvert de fausse fiction et au bénéfice d'un mensonge qui consiste à noyer l'artifice du cinéma sous la chape d'un réalisme de plomb. Chaque film devient alors comme le dossier en images d'un débat de société. Loin du cinéma et tout près du talk-show télévisuel. •

Russie, toujours

***L'Arche russe*, d'Alexandre Sokourov
Sortie le 20 mars 2019**



L'Arche russe, d'Alexandre Sokourov.

On ne saurait trop féliciter les responsables de cette nouvelle sortie du sublime film *L'Arche russe*, que le cinéaste Alexandre Sokourov réalisa en 2002. Un joli pied de nez tout d'abord à une certaine critique bien-pensante qui a toujours détesté cette œuvre immédiatement classée « réactionnaire ». Et une belle occasion de la découvrir ou de la redécouvrir sous son meilleur jour, c'est-à-dire sur le grand écran d'une salle de cinéma. *L'Arche* du titre, c'est le coffre qui au xvi^e siècle contenait des trésors et des archives. Soit une véritable plongée dans les salles du musée de l'Ermitage, à Saint-Petersbourg. Naviguant de pièce et pièce, Sokourov filme le temps de l'Histoire en marche, embrassant dans un même mouvement des siècles disparates et des destins divers. Une insondable nostalgie mélancolique préside aux destinées de ce voyage ininterrompu. Les époques, les artistes et les œuvres revivent sous nos yeux émerveillés. C'est un monde disparu que filme le cinéaste, à la manière de Visconti dans *Le Guépard*. Les deux films ont d'ailleurs en commun une virtuose scène de bal, comme s'il s'agissait de filmer le deuil au travail à travers ces couples virevoltants. Mais le propre du cinéma est alors de les fixer à jamais : si ni la mort ni le soleil ne peuvent se fixer en face, comme le disait La Rochefoucauld, le cinéma est capable, lui, d'accomplir ce prodige, tout en nous faisant demeurer vivants. •



L'Arche russe, d'Alexandre Sokourov.

L'Auvergne UNE CERTAINE IDÉE DE LA FRANCE

Par Emmanuel Tresmontant



Gourmande, spirituelle et poétique, l'Auvergne est notre sœur aînée, assagie par le temps, ratatinée, dure comme de la roche, à l'image du château de Polignac, bâti à 60 mètres de hauteur sur une cheminée volcanique farcie de vieux puits druidiques, forteresse jamais prise, qui résiste encore et toujours à l'envahisseur (aujourd'hui, le tourisme de masse)...

L'Auvergne est un condensé de nos terroirs. Entre bon sens terrien, vaches rouges et cépages d'exception, la région rayonne. A Paris, le chef de l'hôtel Meurice, Jocelyn Herland, célèbre l'identité bougnate avec des produits du cru.

Quand tout fout le camp, il reste l'Auvergne... D'après *Le Parisien* du 27 décembre dernier, Paris perd 12 000 habitants par an depuis 2011 et l'hémorragie n'est pas près de s'arrêter... Nous espérons bien, quant à nous, faire partie un jour de ces 12 000 fuyards. Nous irons jouer du biniou (on l'appelle « cabrette » en Auvergne) au prieuré de Chamalières-sur-Loire, chef-d'œuvre de l'art roman, situé sur le

chemin de Saint-Jacques de Compostelle, dans les gorges de la Loire, et doté d'une acoustique surnaturelle (dans le cadre du festival international de La Chaise-Dieu, Michel Laplénie et son ensemble Sagittarius y ont enregistré dernièrement un disque magnifique, aux éditions Hostus, consacré à la musique sacrée de Heinrich Schütz, le père de la musique allemande). Le village est splendide et accueillant, propre, lumineux, pas cher, sans trotinettes roulant à 30 km/h sur les trottoirs ni tentes de SDF. L'Auvergne est notre patrie à tous. Intemporelle, métaphysique, elle est le centre de gravité de la France, et c'est par elle que tout a commencé, dans nos livres d'histoire, avec Brennus et Vercingétorix. « *L'Auvergne produit des ministres, des fromages et des volcans* », écrivait Alexandre Vialatte, le premier traducteur de Kafka en France, et l'auteur d'un beau livre publié chez Julliard, *L'Auvergne absolue*, qui est un guide incomparable pour découvrir ce pays dans son âme, loin des clichés touristiques. S'il fallait résumer l'Auvergne, ce serait par son plus grand génie, Blaise Pascal, « *le volcan maximum* » ainsi que le décrit Vialatte. Pascal, ou « *la géométrie qui prend feu* », un obstiné, qui pèse, compte, mesure et incarne ainsi l'alliance de ce que l'Auvergne a de plus contradictoire en elle. D'un côté, le génie terrien de la controverse et de l'argument, l'entêtement du paysan qui mesure son champ, déplace les bornes et empiète sur celui de son voisin, d'où le procès, inévitable, avec ses plaidoiries, où « *on dispute âprement parce qu'on possède peu* ». Contre les jésuites, contre les sceptiques, contre Mahomet... (Au fait : lit-on encore *Les Pensées* dans les lycées de banlieue ?) Pascal argumente, démontre et veut convaincre son lecteur en vue d'un résultat concret. De l'autre, l'illumination, la fulgurance, le génie poétique qui se passe de logique, le côté fantasque, aussi, que l'on

trouve chez un grand virtuose du piano (on le surnommait le « Liszt d'Auvergne ») et compositeur injustement oublié : Emmanuel Chabrier.

Et puis, il y a le courage physique. Dans *Le Chagrin et la Pitié* de Marcel Ophüls (1969), film qui conditionna une partie de nos élites intellectuelles des années 1970 et contribua à favoriser leur lecture paxtonienne de l'Occupation (le livre de Robert O. Paxton, *La France de Vichy*, date de 1972), la ville de Clermont-Ferrand est présentée comme le symbole de la collaboration en France, alors qu'elle fut, bien au contraire, l'un des hauts lieux de la résistance, comme nous le raconte Claude Lanzmann dans ses mémoires, lui qui était interne au lycée Blaise-Pascal en 1943 et à la tête d'un réseau d'étudiants résistants. Cette légende d'une Auvergne « moisie » (à l'image de la France ?) et « collabo », qu'il était facile d'assimiler d'un bloc au régime de Vichy, a eu la vie dure. Le plus étrange est de constater que, dans leur orgueil blessé, les Auvergnats ont globalement préféré le silence. « *La première parole historique d'un Auvergnat fut un silence*, nous rappelle Alexandre Vialatte, *Vercingétorix s'avance devant César et croise les bras. Il se tait, avec éloquence.* »

Avec ses vaches rouges du Haut-Cantal, ses lacs tapis dans d'anciens cratères profonds de 100 mètres, ses eaux de source naturellement gazeuses (que Louis XIV faisait venir à Versailles à dos de mulet), l'Auvergne est un rêve dans lequel tout paraît plus grandiose qu'ailleurs : les pâturages sont plus verdoyants, les forêts plus noires, le vent plus coupant, les cascades plus jaillissantes, le fromage plus goûteux... Même l'humour auvergnat, largement fondé sur l'autodérision, possède une saveur particulière, à l'image de celui de Fernand Raynaud (né à Clermont-Ferrand en 1926), car exempt de toute méchanceté. Oui, l'Auvergne est notre dernier réservoir de fraîcheur.

Après avoir libéré l'Amérique (avec Lafayette), inventé la brouette, la machine à calculer, le parapluie, le baromètre, le coq au vin, le poulet aux écrevisses, le saint-nectaire, la soupe au chou, la pastille de Vichy et le pneu à chambre à air (en 1891), les Auvergnats émigrèrent comme des hirondelles à Paris où, du XIX^e siècle aux années 1950, ils dispensèrent aux prolétaires « *les deux denrées précieuses qui conservent à l'homme sa chaleur de 37 ° : le vin et le charbon* » (Boris Vian). Georges Brassens dédia à ces bougnats de Paris, qui étaient des parias, l'une de ses plus belles chansons (*Chanson pour l'Auvergnat*, 1954). Solidaires entre eux à la manière des Siciliens de New York, ils surmontèrent le mépris de classe dont ils étaient victimes, se regroupèrent en familles et mirent peu à peu la main sur le monde de la restauration et de l'hôtellerie, à l'image de la maison Richard, fondée en 1892, qui fournit aujourd'hui en cafés et en vins plus de 22 000 bars, hôtels et restaurants de la capitale (l'une des plus grandes fortunes de France selon *Challenges*). →



Auvergnat jusqu'au bout des ongles, Jocelyn Herland fait souffler à l'hôtel Meurice un vent de fraîcheur et de gourmandise. Pas de chichis dans l'assiette, on vient ici pour manger !

À Paris, les cuisiniers auvergnats se reconnaissent au premier coup d'œil, y compris dans les endroits les plus chics et raffinés, où on ne s'attend pas à les trouver. Ainsi, loin des assiettes de charcuterie, des nappes à carreaux et des tripoux à l'aligot, la brigade gastronomique de l'hôtel Meurice (deux étoiles au *Guide Michelin*) est-elle aujourd'hui discrètement dirigée par un natif de Clermont-Ferrand, Jocelyn Herland. Droit comme un chêne, costaud, le teint rose et l'œil pétillant, méticuleux, économe et généreux, voici un Auvergnat de race qui a troqué sa veste de velours noir ornée de boutons métalliques figurant un épagneul pour le tablier immaculé du maître queux de palace. Né en 1971, Jocelyn a très tôt été sensible à la poésie de la nourriture qui émane depuis des siècles des caves, des rues tortueuses, des boutiques et des halles de cette ville pleine de surprises où des morues sèches sont suspendues comme des grappes avant d'être sciées comme des bûches, où les bouchers ceints de leur beau tablier blanc sacrifient sur des autels en marbre la dinde de Jaligny au cou grêle, le cochon fermier de la Châtaigneraie et l'agneau du Bourbonnais au goût de noisette... Liqueurs à la gentiane sauvage, fruits confits, noix, cantal, fourme d'Ambert, lentilles vertes du Puy (le « caviar du pauvre »), safran... Tous ces parfums, ces gestes, ces couleurs ont marqué ce gaillard, dont l'enfance s'est surtout déroulée dans un petit village de montagne au nom étrange, Sauxillanges, où les paysans du coin viennent chaque semaine vendre leurs légumes

encore pleins de terre. « Chaque année, j'y retourne pour écouter les bruits de la campagne, le vent dans les arbres, les oiseaux, le ruisseau, les petites bêtes... À Paris, on n'a plus idée de ce que c'était, pour un enfant, que de vivre ainsi en pleine nature : les parents n'étaient pas inquiets, on passait la journée dehors, dans la montagne, il n'y avait aucune angoisse liée à l'insécurité. Mais ce qui me manque le plus, c'est l'accent auvergnat, que j'ai hélas perdu, l'accent de Fernand Raynaud. Ma famille parlait comme lui. Cet accent me réconforte et m'apaise, il est la signature d'un pays, d'un peuple, pas encore tout à fait dilué dans la mondialisation... »

Dans la somptueuse salle à manger néoclassique du Meurice, toute scintillante de marbres, d'or et de cristaux (que Philippe Starck s'est empressé d'abîmer en installant un écran plasma dans la cheminée afin d'y simuler des flammes, ce que même les Bidochon n'auraient pas osé faire dans leur pavillon de banlieue), Jocelyn Herland murmure aux rares clients capables de l'entendre une petite chanson de chez lui. Cette chanson, c'est sa côte de veau de lait d'Auvergne, que lui expédie chaque semaine le merveilleux boucher de Clermont-Ferrand, Gabriel Gauthier (une figure locale), dont la boutique est plantée face à la cathédrale. Ce veau élevé sous la mère, par Ludovic Boyer, au village de Sauxillanges, est une splendeur de tendreté et de goût. Moelleux, juteux et d'un blanc un peu rosé, il possède une grande succulence et des saveurs de champignons frais, de crème et de foin. Le génie de Jocelyn est d'avoir osé servir cette viande avec l'os, qui donne du goût pendant le rôtissage, dans une grosse cocotte en fonte de paysan, crac, telle quelle, sur la table ! Les émirs du Qatar tiquent en la voyant. « On soulève le couvercle et les odeurs émanent de la cocotte : thym, romarin, herbes... C'est un spectacle. Je veux que ma cuisine garde un côté rustique, ça, c'est très auvergnat : la générosité dans les portions, la gourmandise, le gros morceau de saint-nectaire servi à la fin du repas sur une planche... Je ne servirai jamais trois petits pois qui se courent après autour d'un kiwi et d'une fleur de capucine. On vient au Meurice pour manger, pour se faire plaisir, pas pour se montrer. »

Jocelyn a cloué sur la côte de veau rôtie qui frémit dans un beurre moussieux des lanières d'anguille fumée qui apportent, elles aussi, une note rustique et paysanne. Et l'accompagnement ? Des blettes ! De « vulgaires » blettes, vous savez, ce gros légume aux feuilles vertes énormes dont on ne sait jamais trop quoi faire... « Un légume de chez nous, avec de la mâche, au goût un peu terreux, pas facile à cuisiner. » Mais voilà, cette blette d'Auvergne, Jocelyn en a fait de la dentelle aux fuseaux du Puy-en-Velay. Aussi brillante et fine qu'une lame de couteau forgé à la main à Thiers. Car les Auvergnats ont aussi un sens de l'esthétique...

Surtout, notre Bougnat de palace ne veut plus entendre parler de ces restaurants gastronomiques où l'on s'ennuie à mourir en analysant chaque plat, comme si le chef se prenait pour Raphaël ou tout autre génie de la

Renaissance. En arrivant au Meurice en janvier 2016, il s'est donc empressé de remettre de la vie et de faire de ce restaurant de prestige un théâtre culinaire, en déléguant la découpe de la viande à son directeur de salle, l'admirable Frédéric Rouen, virtuose du couteau, capable de vous découper, devant vous, un canard en quelques secondes avec l'élégance de Marcello Mastroianni. « *Les chefs sont responsables de la routine qui caractérise le monde des grands restaurants, car ils ont voulu garder la maîtrise des plats, et refusé que l'équipe en salle s'occupe de la finition, comme c'était la tradition : le flambage, la découpe, la sauce, bref, tout ce qui faisait le charme des restaurants autrefois* » – quand le directeur de salle était la véritable star et que le cuisinier, lui, n'était qu'un ouvrier obscur et anonyme, à moitié alcoolique, enfermé dix-huit heures par jour dans sa cuisine, au sous-sol... c'était il y a un demi-siècle !

Le dimanche matin, pour le brunch du Meurice, Jocelyn aime aussi fabriquer le saucisson brioché tel que sa grand-mère le faisait à Sauxillanges. Ainsi, cet hôtel a beau être devenu en 1997 la propriété du sultan de Brunei, Haji Sir Hassan al Bolkiah Muizzadin Waddaulah, connu pour ses mœurs plutôt médiévales, il n'en demeure pas moins le plus français des palaces parisiens...



Sa côte de veau d'Auvergne au bon goût de lait et de champignon est servie telle quelle, dans une belle cocotte en fonte, avec l'os, et découpée en salle devant le client.

Impossible, toutefois, de terminer cette ode à l'Auvergne sans mentionner ses vins, qui comptent parmi les plus méconnus et méprisés de France, alors que l'Auvergne possède de très grands terroirs sous-exploités. Pendant des siècles, les vins d'Auvergne furent servis à la table des rois de France, comme le saint-pourçain de l'Allier, le madargue, le châteauguay, le chanturgue, le rare corent (unique vin rosé d'Auvergne, au nez très frais et vif, tout en dentelle) et le boudes. Le prestigieux pinot noir, avant d'être cultivé en Bourgogne, fut longtemps le cépage le plus charismatique d'Auvergne, à telle enseigne qu'il arriva chez les moines des abbayes de Cîteaux et de Cluny (à qui l'on doit la création du vignoble bourguignon) sous le nom d'« auvernat ». À la fin du XIX^e siècle, il y avait encore 50 000 hectares de vignes, cultivés sur les pentes argileuses et calcaires des volcans, par des petits propriétaires de lopins, pour qui le pied de vigne était quasiment la seule ressource, d'où son nom d'« arbuste à pain. » Après la crise du phylloxera, le vignoble d'Auvergne entama son déclin et l'on mita surtout sur la quantité au détriment de la qualité. Jusqu'au début des années 1980, les ouvriers de Michelin, à Clermont-Ferrand, cultivaient toujours pour eux-mêmes quelques arpents. Depuis une vingtaine d'années, ces crus renaissent et fascinent par leur fraîcheur, leur finesse, leur tension et leur très forte minéralité. Il faut découvrir ainsi les vins d'un vigneron d'exception, Pierre Goigoux, qui, depuis 1989, au village de Châteaugay, à deux pas de Clermont-Ferrand, redonne vie à des cépages oubliés comme le damas noir, qui est une variété de syrah, typiquement auvergnate et délicieusement poivrée. Sa cuvée « La cerise sur le gâteau », à base de pinot noir, est pour lui « *un vrai vin d'Auvergne* », noble, fin, élégant, un concentré de fruits rouges. (6,90 euros la bouteille au domaine, www.pierregois.com)

Au Meurice, le veau de lait d'Auvergne est servi tous les jours à la carte (montrez que vous êtes connaisseurs : insistez pour l'avoir avec l'os !). Menu déjeuner à 85 euros. www.dorchestercollection.com/fr/paris/le-meurice/

Les bonnes adresses auvergnates du chef Jocelyn Herlan

Boucherie Gauthier à Clermont-Ferrand, spécialiste du veau de lait et du fameux bœuf fin gras du Mezenc nourri au foin d'altitude riche en fleurs sauvages. www.boucherie-gauthier.fr

Restaurant Vidal à Saint-Julien-Chapteuil. Une table campagnarde qui fait vivre les producteurs locaux. On y va pour sa purée de pommes de terre aux cèpes et sa galette de pieds de porc croustillante aux escargots de Grazac. Menu à 31 euros. www.restaurant-vidal.com

Charcutier-Traiteur Auger à Sauxillanges. L'une des meilleures charcuteries d'Auvergne. 1, rue du Terail, 63490 Sauxillanges, Tél. : 04 73 96 80 30. •



LES CARNETS DE ROLAND JACCARD

PROUST ET LES TRAMWAYS MEXICAINS



1. L'ANNÉE 1918

Les vœux de Proust à son ami Lionel Hauser :
« Mon cher Lionel, je t'envoie mes vœux les plus chaleureux pour l'année 1918. Pour ma part, j'ai renoncé à croire que les années soient nouvelles et puissent apporter un bonheur qui est désormais derrière moi, dans le passé. Mais cela ne me fait pas désirer moins vivement que soient heureux ceux que j'aime. Et puis ces dates-là sont des occasions de redire la gratitude qu'on a. La mienne, mon cher Lionel, n'est pas éprouvée que le 31 décembre. Mais ne pouvant te l'écrire à tout propos, je choisis la fin de l'année pour me redire. Ton bien affectueux-ment reconnaissant et dévoué Marcel Proust. »

2. LA GESTION DE FORTUNE

Je me suis demandé – et vous aussi sans doute –

qui était ce Lionel Hauser auquel Marcel Proust envoyait des vœux de Nouvel An si délicats. La réponse figure dans un ouvrage très surprenant écrit par un universitaire américain, Gian Balsamo, intitulé *Proust and his Banker*, recensé par Slate. Lionel Hauser était tout simplement le gestionnaire de fortune de Proust durant les quinze dernières années de sa vie.

L'argent n'intéressait pas vraiment Proust, car il estimait en avoir assez pour ce qu'il voulait faire, selon le témoignage de Céleste Albaret. Mais il était passionné par la lecture des pages financières des journaux, bien supérieures aux pages littéraires, et méticuleux à l'extrême dans la gestion de sa fortune : il avait hérité l'équivalent de six millions d'euros. Mais Proust était aussi un panier percé, ne dinant jamais chez lui, se ruinant en médicaments et achetant des actions aux noms poétiques comme « Les Tramways de Mexico »,





ce qui avait le don d'énervé Lionel Hauser qui lui conseillait d'investir en obligations et de ne pas se conduire comme l'enfant gâté qu'il avait toujours été. Ce qui ne dissuada pas Marcel, après les tramways de Mexico, d'investir dans les pétroles mexicains, s'attirant cette réplique de Lionel Hauser : *« Mon cher Marcel, te représentes-tu la tête que ferait un médecin qui ayant, pendant des semaines et des mois, lutté comme un forcené pour arracher à la mort un malade atteint de fièvre typhoïde, surprendrait celui-ci le jour où il entre en convalescence en train de déguster un plat de choucroute ? »*

3. BERGOTTE ET LES FILLETES

Dans *La Prisonnière*, Proust décrit le grand écrivain Bergotte – pur produit de son imagination, même s'il a des traits communs avec Anatole France – qui mourra bientôt après avoir vu le petit pan de mur jaune de Vermeer et avouera : *« Je dépense plus que des multimillionnaires pour des fillettes, mais les plaisirs ou les déceptions qu'elles me donnent me font écrire un livre qui me rapporte de l'argent. »*

C'est une chose curieuse, note Proust, que cette circulation de l'argent que nous donnons à des

femmes qui, à cause de cela, nous rendent malheureux, c'est-à-dire nous permettent d'écrire des livres. Le temps et l'argent perdus ne le sont en réalité jamais pour de véritables artistes et toujours pour ceux qui ont raté leur vocation.

4. À PROPOS DES FEMMES

Et, pour finir, n'oublions pas ce conseil de Proust : *« Laissons les jolies femmes aux hommes sans imagination ! »* De toute manière, une femme est d'une plus grande utilité pour notre vie si elle y est, au lieu d'un élément de bonheur, un instrument de chagrin. Allez savoir pourquoi !

5. QUI ÉTAIT VINTEUIL ?

Les proustiens aguerris ne devraient pas passer à côté du délicieux ouvrage du musicologue Jérôme Bastianelli qui préside la Société des amis de Marcel Proust : *La Vraie Vie de Vinteuil* (Grasset). Vinteuil est certes le musicien le plus célèbre de la littérature française, mais aussi le plus énigmatique. Il le devient encore plus à la lecture de ce roman borgesien. •



LES VICTOIRES EN CHANTANT

Plus que le critique, le comédien, le musicien et le danseur,
c'est l'ouvreuse qui passe sa vie dans les salles de spectacle.
Laissons donc sa petite lampe éclairer notre lanterne !



Mercredi 13 (février) pas de pourboire, les billets sont gratuits, on est entre pros et en direct sur France 3. Victoires de la musique classique. Ne pas confondre avec les Victoires de la musique, décernées cinq jours plus tôt. Entre musique classique et musique, il y a un océan. Ni Atlantique ni encore moins Pacifique. L'océan Lexique. Dans classique, il y a *ique*. Mais d'abord il y a *classe*.

Renaud Capuçon, nouveau Menuhin qui lui ressemble de plus en plus, efface la frontière d'un coup d'archet en hommage à Michel Legrand, et d'une phrase : « *Je me demande toujours pourquoi on dit musique classique, c'est de la musique tout court.* » Ah ? Interroge n'importe qui, bon chevalier Renaud, dans la rue, au bureau, à la préfecture. Longtemps que la musique n'est plus l'« art des sons » que dit le dictionnaire. Rock ou rap, Souchon ou Rihanna, ça s'en va et ça revient, c'est fait de tout petits riens, ça se chante et ça se danse et ça revient ça se retient comme une chanson populaire.

La musique classique ? Des non-chansons impopulaires qui se dansent pas, se retiennent pas, sentent le Chanel et prennent le thé chez les Guermantes. Bye bye Frédéric Lodéon, gilet jaune des violons pendant plus de quinze ans : ce soir, les deux animatrices ont le sourire inquiet des nonnes en civil. En civil, façon de parler. Leïla Kaddour, ex-joker de Laurent Delahousse sur la 2, a mis sa robe du soir, truc en plumes blanches moins *Lac des cygnes* que look de mouette. La belle collectionne les mots d'excuse. À propos du pianiste Lang Lang : « *On peut être un artiste de renom et avoir des références très populaires* » (c'est elle qui souligne).

Plus tard à propos d'un trio de Schubert : « *Vous connaissez cet air, rassurez-vous, il a servi de bande son au film de Kubrick Barry Lyndon* » (c'est elle qui resouligne). Ou encore un adagio de Mozart : « *Moi, il me donne envie d'être amoureuse* », sous-entendu les trésors sont à tout le monde, même aux nouilles. N'empêche. Amazone sport chez Delahousse, marquise à plumes chez les classiques. Le classique l'a classée.

On ne peut d'ailleurs pas lui reprocher grand-chose, à la princesse Leïla. Elle récite avec entrain le credo du prompteur : « *Cette soirée sera placée sous le signe de la jeunesse, de la transmission et du partage.* » Pour le partage, nous repasserons. Ce défilé d'artistes entre deux jets, à peu près tous de la même agence et chez le même éditeur (« *Je remercie mon agent, J. T., et mon éditeur, A. L., qui m'ont fait une confiance incroyable, etc., etc.* »), sonne froid. Comme l'orchestre. Un chef guindé sémaphorise au radar, loin des solistes pour cause de caméra volante. Donc, partage bof. Transmission ? Bof itou : 1 148 000 téléspectateurs, 138 000 perdus depuis l'année dernière qui faisait déjà moins que 2017 et ainsi de suite. En dialecte local : 6,4 % de parts de marché, une misère. Jeunesse ? Là oui ! Insolente jeunesse. Voix et guitare : les deux « révélations » rivalisent de panache. Victoire de l'art lyrique pour Stéphane Degout le bien nommé, baryton du ciel et de la terre qui phrase long comme un violoncelle, large comme Victor Hugo. Et « air des bijoux » de *Faust* décastafiorisé par Elsa Dreisig, soprano qui monte qui monte à 27 ans. La classe, Elsa. La vraie classe. Tout ça filmé sur l'île Seguin à Billancourt, hier usines Renault, aujourd'hui Seine musicale. Vous tîliez ? j'en suis fort aise, eh bien ! chantez maintenant. •

Abonnez-vous au Magazine Causeur et profitez d'une offre spéciale



Recevez en cadeau le dernier livre du philosophe Alain Finkielkraut

"Réflexions passionnantes autour de la condition animale à l'ère industrielle"

Abonnement intégral
11 n°s (papier + numérique)
1 an – 55 € au lieu de 65 €
et recevez en cadeau le dernier livre
d'Alain Finkielkraut*



Pour vous abonner



Connectez-vous sur
www.causeur.fr/abonnement avec
le code FINK



Renvoyez le coupon ci-contre



Appelez au 01 84 79 01 35



Contactez-nous à
clients@causeur.fr

Envoyez ce coupon à : Causeur abonnement – 32 rue du Faubourg Poissonnière – 75010 Paris

☐ Mme ☐ M. Nom : Prénom :

Adresse :

Code Postal [] [] [] [] [] Ville :

Pays : Tél. : [] [] [] [] [] [] [] []

Email :@.....

☒ Oui, Je m'abonne à la Formule Intégrale d'1 an à 55 € au lieu de 65 € par chèque à l'ordre de Causeur Abonnement et je reçois en cadeau le livre d'Alain Finkielkraut

En application de la loi Informatique et Libertés, les coordonnées demandées ci-dessus sont nécessaires à l'enregistrement de votre commande. Elles peuvent être communiquées à nos partenaires à des fins de prospection. Vous disposez d'un droit d'accès et de rectification en vous adressant à Causeur.fr, 32 rue du Faubourg Poissonnière 75010 Paris.

*Dans la limite des stocks disponibles – Prix de vente public : Des animaux et des hommes - 20€ - Édition Stock



VALEURS^{ACTUELLES} LE CLUB

Devenez membre du CLUB,

en 1 clic sur valeursactuelles.com, votre nouvel espace numérique d'enquêtes, analyses et reportages.



POUR VOUS :



Le magazine en avant-première chaque mercredi à 19h



Un accès illimité à tous les articles payants



Un espace abonnés sans pub



La newsletter matinale du Club

1€

LE 1^{ER} MOIS
PUIS 9,90€/MOIS
SANS ENGAGEMENT

VALEURS^{ACTUELLES}

Vos valeurs gagnent du terrain